



**HAL**  
open science

## **Nous sommes encore libres de nos rêves !**

Jean-Claude Duclos, Alain Faure, Guy Saez

► **To cite this version:**

Jean-Claude Duclos, Alain Faure, Guy Saez. Nous sommes encore libres de nos rêves !. PUG, 212 p., 2025, Collection Empreintes du temps, 978-2-7061-5699-1. <halshs-05167029>

**HAL Id: halshs-05167029**

**<https://shs.hal.science/halshs-05167029v1>**

Submitted on 19 Jul 2025

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Nous sommes encore  
libres de nos rêves !



Le code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**UN LIVRE A  
LE MÊME PRIX  
PARTOUT**

Ouvrage publié avec le soutien de **XXXXX (à compléter par les auteurs)**.

**Photo de couverture:** ~~Les Bournens, Saint-Jean-en-Beaumont (Isère), vers 2012.~~  
© Photo Olivier Cogne / Musée dauphinois

**Couverture et maquette intérieure:** Corinne Tourasse

**Relecture:** Sarah ~~Fontaine-Demay~~

**Mise en page:** Soft Office

Achévé d'imprimer en juin 2025

sur les presses de la Nouvelle Imprimerie Laballery – 58500 Clamecy

Dépôt légal : juillet 2025 – N° d'impression :

Imprimé en France

*La Nouvelle Imprimerie Laballery est titulaire de la marque Imprim'Vert®*

© Presses universitaires de Grenoble, juillet 2025

5, rue de Palanka – 38000 Grenoble

**www.pug.fr**

ISBN 978-2-7061-5699-1

L'empreinte du temps

B I O G R A P H I E

Nous sommes encore  
libres de nos rêves !

Les parcours de Bernard Gilman (1931-2022)

**OUVRAGE COLLECTIF**  
**SOUS LA CODIRECTION DE JEAN-CLAUDE DUCLOS,**  
**ALAIN FAURE ET GUY SAEZ**

**PUG**

La collection « L’empreinte du temps »  
est dirigée par Alain Faure

Cette collection rassemble des ouvrages qui témoignent du passé et le questionnent, avec une attention particulière portée à l’humanité des récits et aux parcours de ceux qui font l’histoire. Ces interprétations sensibles et ces explorations personnelles sont l’occasion d’interroger la façon dont les mémoires à la fois impriment et dessinent nos visions du monde.

•

- N. Salat, *Paul Mistral, militant révolutionnaire. Parcours d’un maire modernisateur du premier xx<sup>e</sup> siècle*, 2023
- P. Merle, *L’homme qui n’aimait pas le pouvoir. Jean-Philippe Motte, un élu dans la ville*, 2021
- C. Gouy-Gilbert, *Le génie de l’eau. Aristide Bergès raconté par sa fille (1833-1925)*, 2021
- P. Frappat, *Hubert Dubedout, une pensée en action*, 2016
- P. Frappat, *Geo Boulloud, le métallo de Dubedout. Une histoire de Grenoble, dans les pas d’un militant ouvrier*, 2015
- A. Sauvy, *Le jeu de la montagne et du hasard*, 2014 (1<sup>re</sup> édition 1995)
- Association Mémoire du lycée polonais Cyprian-Norwid, *Des résistants polonais en Vercors. La saga du lycée polonais Cyprian-Norwid, Villard-de-Lans – 1940-1946*, 2012
- R. Bourgeois (dir.), *Currière en Chartreuse. Le silence du désert*, 2011
- R. Canac, *Jacques Balmat dit « Mont-Blanc »*, 2009
- R. Glénat, *Les derniers guides paysans, Saint-Christophe-en-Oisans*, 2009
- M. Pérès, *Henry Russell et ses grottes, Le Fou du Vignemale*, 2009
- C. Robert-Muller, A. Allix, *Les Colporteurs de l’Oisans*, nouvelle édition 2009 (1<sup>re</sup> édition 1979)
- Collectif, *Ces demoiselles au tableau noir, Souvenirs d’institutrices en Oisans 1913-1968*, 2008
- R. Canac, *Gaspard de la Meije*, 2007
- C. Muller, *Le Dauphiné, berceau de la solidarité*, 2005
- Collectif, *Écoles en Diois. Témoignages de 1940 à 1970*, 2004
- T. Charles-Vallin, *Les aventures du chevalier géologue Déodat de Dolomieu*, 2004
- E. Filhol, *Un camp de concentration français. Les Tsiganes alsaciens-lorrains à Crest. 1915-1919*, 2004
- F. de Bouillane de Lacoste, *Les Gentilshommes-Verriers de la région du Poët-Laval aux xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles*, 2003
- J.-P. Andrevon, *Je me souviens de Grenoble*, 2001
- R. Bourgeois, G. Luciani, *Gendarmes en Corse sous la Restauration*, 2001
- M. Chaulanges, *Les Rouges Moissons*, 2001
- D. Grévoz, *Guide de haute montagne, une passion, un métier*, 2001
- Y. Manzoni, *D’Italie et de France*, 2001

**L**e 12 décembre 2022, Bernard Gilman disparaissait à La Mure à l'âge de 91 ans. Adjoint à la Culture de Grenoble entre 1965 et 1977, sous les mandats d'Hubert Dubedout, il a profondément marqué l'histoire de la ville.

Au-delà de ce point d'ancrage, et toute sa vie durant, il a œuvré pour faire émerger des projets culturels majeurs.



## Préface

# L'énigme Bernard Gilman

GENEVIÈVE CLÉMENÇAY, OLIVIER COGNE, JEAN-CLAUDE DUCLOS, ALAIN FAURE,  
CLAIRE GILMAN, PATRICE GILMAN, MICHEL HOLLARD & GUY SAEZ

**L**a petite église moderne qui surplombe le village de la Salle-en-Beaumont est comble le jour de l'enterrement de Bernard Gilman. C'est une matinée d'automne étrange, tourmentée, hors du temps. Le vent glacial qui souffle par rafales dans la toiture produit par moments le sifflement strident des haubans de voiliers les jours de tempête. Les interventions sont bouleversantes de sobriété et de puissance. Après la cérémonie, tout le monde descend à pied jusqu'à la salle communale qui devient pour l'occasion une grande cantine familiale. L'ambiance est alors étonnamment légère. Les tablées sont animées. Chacun y va de ses souvenirs, ses anecdotes et ses confidences à propos de celui qui fut soixante ans plus tôt « l'instit' » du village. Pour beaucoup aussi, les récits sont des déclarations d'amour pour ce militant culturel hors du commun. Dans la tablee du milieu où se concentrent des « anciens », les esprits s'échauffent sur l'urgente nécessité de rassembler à

## Préface

Grenoble toutes celles et tous ceux qui n'ont pas pu venir à cet adieu montagnard.

Quelques mois plus tard, un nouveau moment de communion rassemble une centaine de personnes à quelques encablures de la Bastille, en surplomb de Grenoble. L'hommage se déroule dans la petite chapelle du Musée dauphinois et comme en Matheysine, l'atmosphère est à la fois triste et joyeuse, agitée et pleine de douceur. Les témoignages filmés qui ouvrent la rencontre proviennent de compagnonnages bigarrés (un musée, un ministère, l'Outre-mer...). Puis deux heures durant, les prises de paroles se succèdent pour raconter avec émotion des attachements, des projets, des combats et des espoirs. Bernard Gilman est le père des politiques culturelles décentralisés en France, mais pas seulement ! Il a marqué les esprits et son époque dans mille textures et rencontres étonnantes, improbables, réjouissantes.

Après la tempête maritime de la Salle-en-Beaumont et le zéphyr ouest de montagne du Musée dauphinois, nous décidons de nous retrouver, à huit, pour imaginer une trace littéraire qui reflète tous les souffles de liberté de son parcours. Il nous semble alors évident, indispensable, presque vital, de retracer dans un ouvrage son aventure militante, intellectuelle et fraternelle. Mais comment mettre en récit toutes les facettes du personnage ? C'est le cœur de l'énigme Gilman : Bernard a traversé son époque à la manière d'un pirate malicieux, à la fois érudit, passionné, visionnaire, toujours en mouvement et éternellement en questionnements sur le rôle de la culture dans l'émancipation des individus.

Le présent ouvrage aborde cette effervescence en trois temps :

- d'abord avec la retranscription d'une série d'entretiens filmés où Bernard Gilman se raconte, à la première personne. Vous verrez combien sa parole est pesée,

## L'énigme Bernard Gilman

ciselée, subtile, grave aussi parfois. L'adjoint à la culture de Grenoble puis conseiller du ministère du même nom était habité par sa très haute conception de l'engagement dans la cité ;

- ensuite avec un regard de connaisseur sur son parcours où Guy Saez, en politiste et en historien, décrypte l'idéal culturel que Bernard Gilman a façonné puis s'interroge sur le rôle d'éclaireur qu'il a joué au ministère de la culture ;
- enfin avec une réflexion de Jean-Claude Duclos sur l'empreinte singulière qu'il a laissée dans le champ muséal, domaine où sa volonté visionnaire a transformé les pratiques et la programmation publique.

Vous trouverez aussi en annexe quelques repères sur ses discours ainsi que sur les hommes, les événements et les institutions qui l'ont accompagné. Bernard Gilman est bien sûr le fruit et le symbole de cette épopée culturelle en mouvement, mais plus encore, il a été le militant qui, toujours, restait libre de ses rêves pour faire bouger les lignes.



## Chapitre 1

### Bernard Gilman par lui-même

#### Introduction

Le texte qui suit, où Bernard Gilman se raconte, procède d'un montage réalisé à partir d'extraits de quatre entretiens filmés. Les deux premiers ont été effectués à ma demande par Olivier Cogne, alors chargé de mission au musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère (MRDI), les 13 avril et 1<sup>er</sup> juin 2006, dans le cadre de l'exposition *Rester libres*<sup>1</sup> et de la publication *Résister, militer*<sup>2</sup>. Lorsqu'il prend la direction du Musée dauphinois, en 2016, Olivier Cogne en réalise d'autres les 16 mars 2015 et 24 juin 2016 tandis qu'il prépare l'exposition du cinquantenaire des Jeux olympiques d'hiver<sup>3</sup>. Il

---

1. *Rester libres ! Les expressions de la liberté des Allobroges à nos jours*, collectif sous la dir. de Jean-Claude Duclos, 2006, 248 p.

2. *Résister, militer – Défendre les Droits de l'Homme en Isère de la Libération à aujourd'hui*, collectif sous la coordination d'Olivier Cogne et Jean-Claude Duclos, musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère, 2007, 308 p., cf. entre autres, pp. 127-134, l'interview de Bernard Gilman.

3. *Grenoble 1968 – Les Jeux Olympiques qui ont changé l'Isère*, Musée dauphinois, février 2018-octobre 2019.

## Bernard Gilman

fait ensuite transcrire la totalité de ces quatre séries d'entretiens par Sandy Barruel, étudiante en stage au MRDI, et les met en forme avant de me les communiquer. Il est à noter que ces entretiens, filmés par Michel Szempruch, sont aujourd'hui conservés au Musée dauphinois.

J'ai par ailleurs complété pour cet ouvrage le témoignage de Bernard Gilman de quelques citations extraites de l'entretien réalisé par Bernard Chardère, pour Jeanne Girard et Didier Béraud<sup>4</sup>. Pour en faciliter la lecture, j'ai dû aussi procéder à quelques « lissages » que j'ai proposé plusieurs fois à Bernard de vérifier sans y parvenir. Je l'ai enfin complété de notes afin de préciser l'identité des personnes qu'il cite et donner quelques informations complémentaires sur les circonstances qu'il évoque.

Je dis, plus loin, dans quelles circonstances j'ai rencontré Bernard Gilman en 1978. Il a déjà rejoint le cabinet de Jack Lang lorsque Jean-Pierre Laurent, conservateur du Musée dauphinois, nous recrute en 1981, Jean Guibal et moi-même. René Rizzardo, alors Adjoint à la culture de la Ville de Grenoble qui vient d'autoriser la création de deux postes de conservateurs en remplacement de Charles Joisten<sup>5</sup>, lui dit alors : « C'est toi qui vas travailler avec eux, à toi de les choisir ». Au départ de Jean-Pierre Laurent, en 1986, Jean Guibal lui succède à la direction du Musée dauphinois. Il me passe la main en 2000 lorsqu'il devient directeur de la culture et du patrimoine au Conseil général de l'Isère, puis la reprend en 2011 à mon départ à la retraite, jusqu'à ce qu'Olivier Cogne le relaye en 2016. Nous n'avons

---

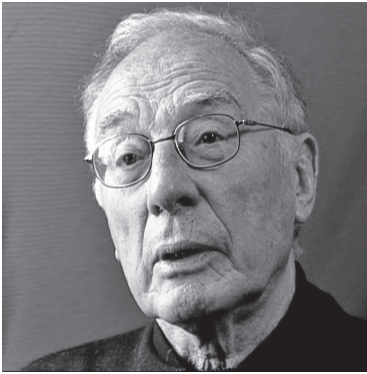
4. Jeanne Girard et Didier Béraud, *Une aventure culturelle à Grenoble, 1965-1975*, Grenoble, 1979, 221 p.

5. Charles Joisten (1936-1981), ethnologue et grand spécialiste de l'oralité alpine, est conservateur au Musée dauphinois de 1970 à 1981 où il fonde notamment la revue *Le Monde alpin et rhodanien*, en 1973.

Bernard Gilman par lui-même

cessé, tous trois, de conserver depuis le Musée dauphinois les meilleures relations possibles avec Bernard Gilman et tenons à témoigner du rôle décisif qu'il a joué tant pour sauver ce musée que pour en orienter la marche.

*Jean-Claude Duclos*  
*Conservateur au Musée dauphinois de 1981 à 2011*  
*et directeur de 2000 à 2011*



Bernard Gilman. Tous droits réservés.

### **Du Vanuatu à la mairie de Grenoble**

Je suis né le 14 janvier 1931, à Port-Vila. C'était encore les Nouvelles-Hébrides, aujourd'hui c'est le Vanuatu. Mon père y travaillait dans une exploitation. J'ai eu la chance d'y retourner et de retrouver des restes de notre maison familiale. J'y pense souvent. J'avais fait la promesse un peu osée à mes enfants de les amener tous là-bas, mais ce n'est pas si simple. Ils se sont mariés et il faudrait multiplier par deux le nombre de voyageurs maintenant. Retourner au Vanuatu a eu quelque importance dans ma vie, mais cinquante ans après ma naissance, j'y reviendrai.

Je suis originaire du Nord. Mon enfance, ma jeunesse, c'est le Nord, dans un petit village de la banlieue de Lille.

On dit banlieue maintenant, mais de notre temps, à une quinzaine de kilomètres de la ville, c'était encore un petit village. Un village ouvrier plutôt que rural parce qu'une usine textile assez importante y était implantée : Agache. Ce nom était connu dans le monde du textile. Pour moi, la vie dans ce village a été capitale pour tout le reste de ma vie. Par ma famille d'abord : j'ai eu une famille solide et généreuse. Un père qui fut un temps aventurier, puisque dans sa jeunesse, il est parti dans les Nouvelles-Hébrides, qui relevaient alors d'un condominium franco-anglais. Je ne sais pas ce qui l'a conduit là-bas, je n'ai pas eu l'occasion d'en parler avec lui. Il est parti avec un groupe de jeunes pour travailler en Australie où il n'a pas trouvé de travail, puis il est reparti dans les îles voisines, la Nouvelle-Calédonie... et a finalement atterri au Vanuatu, où ma mère – ils étaient fiancés – l'a rejoint quatre ou cinq ans après. C'est déjà un signe de la solidité des liens familiaux parce qu'il n'était pas simple d'aller vivre là-bas : quatre-vingts jours de bateau et pas de communication téléphonique ! Quand mon père écrivait à ma mère, elle recevait la lettre quatre-vingt-dix jours après, et mon père devait attendre cent quatre-vingts jours avant de connaître la réponse à ses questions !

Je suis né là-bas

Je vais vous dire pourquoi cette origine a compté. Lorsque j'étais au cabinet du ministre Jack Lang<sup>6</sup>, le directeur de cabinet, lors de notre réunion hebdomadaire, nous informe d'une lettre du haut-commissaire de la Nouvelle-Calédonie, annonçant la préparation de journées importantes et d'un festival qui a lieu tous les quatre ans dans les différents pays

---

6. Suite à l'élection de François Mitterrand, en 1981, et à l'arrivée de Jack Lang au ministère de la Culture, son directeur de cabinet, Jacques Sallois, lui demande de l'y rejoindre.

d'Océanie. Qui pourrait bien s'en occuper? Non sans culot, j'ai dit: «J'y suis disposé, je suis né là-bas.» À bon! Et le dossier m'a été confié, ce qui m'a amené à y aller. J'y ai rencontré des gens formidables, j'y reviendrai, Jean-Marie Tjibaou entre autres, et ai découvert d'autres continents.

Mais je reviens à mon village du Nord, où l'importance du travail était très grande. Ça peut paraître un peu désuet aujourd'hui, mais dans la famille, la valeur du travail était capitale. J'entends toujours ma grand-mère citer parmi les grandes valeurs de sa vie – elle était belge puisque mes grands-parents l'étaient – «Dieu, le roi et le travail». Et d'un autre côté, une grande joie de vivre, une convivialité qui s'exprimait notamment dans les fêtes. Regardez les carnivals du nord, celui de Dunkerque entre autres, et vous en aurez une idée. J'ai gardé cela dans ma vie: le goût du travail autant que d'une vie joyeuse et collective. C'est aussi une région qui était un peu repliée sur elle-même. Le Nord se contentait de lui-même, semble-t-il, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Sortir du Nord fut pour moi l'occasion de grandes découvertes.

Je n'ai pas fait d'études. Je suis allé au collège et me suis mis au travail; non parce que mes parents m'y poussaient, car ils auraient très volontiers accepté, et le souhaitaient même, de voir leurs enfants faire des études et se préparer un bel avenir. Mais je n'ai pas suivi cette voie-là. Mes parents ont été très compréhensifs. Encore que mon père, quelquefois, s'interrogeait et disait: «Mais où veut-il aller?».

Je me suis retrouvé à Roubaix, dans une ville industrielle, très populaire, où j'ai commencé à travailler dans l'industrie textile. Puis j'ai passé un CAP de fraiseur et ai été engagé dans l'industrie métallurgique. Alors à Roubaix, j'ai aussi beaucoup appris: d'abord en découvrant un milieu ouvrier, où les conditions de travail étaient beaucoup plus dures que

dans mon village, avec des horaires impossibles. On faisait les trois-huit et partait travailler à cinq heures du matin, puis à une heure, etc., avec des changements qui désorganisaient la vie familiale. La main-d'œuvre des filatures était composée de jeunes filles et de femmes du Pas-de-Calais, du pays minier. Elles venaient en autocar au travail, et devaient se lever à trois heures du matin pour arriver à l'heure.

Les logements manquaient de tout confort. J'ai vécu dans un quartier ouvrier qui a été démoli depuis, mais qu'un auteur de l'époque, Maxence Van Der Meersch, a rendu célèbre.

On y vivait au plus simple, avec ce qu'il y a de bien dans la simplicité. J'étais dans une courée dont les habitants étaient très solidaires. Mais les conditions de vie y étaient plutôt rustiques. Il n'y avait pas l'eau courante, seulement une pompe au fond de la cour pour une vingtaine de petites maisons. Les toilettes étaient aussi au fond de la cour. On était aussi de tous les conflits familiaux, interfamiliaux, de voisinage et autres. C'était la vie dans la rue. Roubaix est aussi liée, pour moi, à la guerre d'Algérie. Les Algériens y étaient nombreux et divisés politiquement. On était donc non seulement au cœur du conflit entre la France et l'Algérie mais aussi, entre leurs tendances politiques : le FLN et le MNA<sup>7</sup>. Il y eut des moments très difficiles. Et là, entre jeunes, nous nous retrouvions. J'étais dans un mouvement d'action catholique, la JOC, la Jeunesse ouvrière chrétienne, où s'organisait un certain nombre de manifestations, de sorties... J'y ai appris les valeurs ouvrières de solidarité, de lutte, de combat, et aussi les raisons pour lesquelles ces luttes et ces combats devaient être menés. C'est-à-dire, et je

---

7. Le FLN (Front de libération nationale) et le MNA (Mouvement national algérien) se disputent alors violemment le contrôle des Algériens en France.

n'ai pas peur de le dire, contre des situations d'exploitation inacceptables de toute une catégorie de la population.

J'ai passé mon bac en candidat libre tout en travaillant à Roubaix. Sur le moment, ça n'a pas eu d'importance dans ma vie, mais ça en a eu beaucoup après. J'ai eu ce malheureux diplôme, je l'avoue volontiers, tout à fait par hasard. Il y avait une note à fort coefficient pour la philosophie, notamment. Or je m'y intéressais beaucoup parce que je lisais pas mal. J'avoue n'avoir eu aucun contact jusque-là avec tout ce qui pouvait relever de la culture, à l'exception de la lecture. Mais je reviendrai sur l'importance du livre dans ma formation et ma vie. J'ai eu ce diplôme grâce à une question de philosophie dont je ne me souviens plus, mais qui a dû me plaire. Ça a permis de compenser tout le reste où j'étais à peu près nul. Pourquoi ce bac a eu de l'importance pour moi ? Entre-temps, j'avais fait, et j'y reviendrai aussi, mon service militaire et c'est là que le bac m'a servi. Ayant soif et envie d'ouverture, j'avais demandé, car on pouvait faire des souhaits à ce moment-là, à être parachutiste en Afrique, pour le sport et pour connaître l'étranger.

Comme un dératé

J'ai oublié d'insister sur l'importance du sport dans ma jeunesse. Même en vivant à Roubaix, je jouais toujours dans l'équipe de foot de mon village : l'USP, l'Union sportive de Pérenchies. Ce rapport au sport, dans des équipes qui permettaient à des jeunes d'horizons très différents de se côtoyer et de vivre ensemble, fut très important pour moi. Au collège aussi, on faisait partie de l'équipe de football. Ça peut paraître bizarre mais j'y ai appris beaucoup de choses. Mon frère en faisait partie aussi, mais lui était un bon footballeur, moi je courais comme un dératé et étais tout à fait moyen. Tandis que lui était bon, à tel point, que, quand je suis retourné dans mon village, récemment, le maire s'en

souvenait : « On parle toujours des Gilman comme footballeurs ». Et j'ai dit : « C'est mon frère, ce n'est pas moi ».

Donc je me suis retrouvé militaire, pas chez les parachutistes en Afrique comme je l'avais souhaité, mais en Algérie, à Cherchell, dans une école d'officiers de réserve. J'aurais pu refuser mais aller en Algérie m'intéressait. Je ne devais pas être un très bon élève, mais d'après les papiers que j'ai vus, je me suis aperçu qu'ils me considéraient comme étant susceptible d'être un bon officier de l'armée...

Un jour, j'ai fait la connaissance d'un ami algérien qui m'a invité chez lui. Nous n'avions pas le droit de sortir mais j'y suis allé et, coup de malchance, il y eut un exercice de nuit ce soir-là. Les copains ont bien vu que je n'étais pas là mais m'ont couvert. Et les voilà tous partis faire des manœuvres, la nuit, pendant que je banquetais dans la famille de cet ami algérien... Mais de retour à la caserne, le lieutenant a bien vu qu'il en manquait un. On a dû lui dire que je ne devais pas avoir entendu l'appel, mais le lendemain j'ai été convoqué et mis en prison. Cela consistait, sous la conduite d'un officier dont je me souviens du nom, le lieutenant Blanc, à aller dans une petite cabane. Il n'y avait pas de matelas et il me dit : « Mais qu'est-ce que vous croyez ? Vous êtes en prison ! Et je dois vous dire, aussi, que nous n'avons pas la clef, donc on vous fait confiance ». Il m'a laissé aller chercher quelques affaires et un ami m'a apporté un matelas : j'étais comme un roi, pénard comme tout ! Beaucoup plus tard, à une réunion de Peuple et culture, à Saint-Etienne, je vois quelqu'un dont j'avais déjà vu la tête et que quelqu'un interpelle : « Et toi, Blanc, qu'est-ce que tu en penses ? ». C'était lui qui m'avait mis en prison. Il était instructeur d'armement à l'EOR de Cherchell où il nous apprenait à manipuler les armes, ce dont j'avais horreur. On peut donc être officier dans l'armée et membre de Peuple et culture, à St-Etienne...

J'ai fait cette école sans grand enthousiasme pour le métier militaire puis me suis retrouvé à Toulouse. Alors là, ce qui m'a plu, c'est d'être responsable d'une section. Le mélange de jeunes venant de milieux différents était intéressant. On formait une section, une équipe, où ce qui comptait surtout, c'était la formation à acquérir en vue de la sortie. Je me souviens avoir organisé des cours de rattrapage pour des gens qui avaient déjà fait des études, pour ceux qui n'en avaient pas fait, etc. Je m'étais organisé pour que ceux qui étaient instruits, donnent des cours à ceux qui ne l'étaient pas. Je me souviens d'un gars avec lequel j'ai gardé le contact, qui s'appelait Loyer et ne savait ni lire, ni écrire. Je lui ai dit : « Mon ami Loyer, tu as douze à dix-huit mois devant toi et tu ne finiras pas ton service militaire sans savoir lire et écrire ! » et je l'ai confié à un membre de ma compagnie, qui était diplômé, à qui j'ai dit : « Tu es exempté de services mais il faut que Loyer sache lire et écrire quand tu quitteras l'armée ». Et ça s'est fait ! J'avais organisé des cours comme ça. À d'autres, qui voulaient suivre des cours à l'université, je répondais que c'était plus important que les champs de bataille, et ils y allaient. Mais une fois encore, cela m'a valu une sanction : j'ai été consigné parce que mes effectifs étaient toujours incomplets quand on partait en manœuvres. Il faut avouer que pendant les exercices, il n'y avait plus grand monde à la section : les uns et les autres, que j'avais exemptés, étaient en ville pour des formations diverses. Cette attention à ce que chacun puisse se former ne m'a jamais quittée tout au long de ma vie.

Lorsque j'ai quitté Toulouse, le commandant de la compagnie m'a accompagné à la gare en me disant : « Gilman, vous êtes fait pour être militaire ! » Je lui ai répondu qu'il m'avait sans doute mal jugé. « Non, non, non ! Je vous ai

bien jugé!» Il n'a pas réussi à faire de moi un militaire mais m'avait fait un bon dossier.

### À la montagne

Au moment des «événements d'Algérie», je me demandais si j'allais me laisser mobiliser ou s'il fallait prendre le maquis. Je suis allé voir Jean-Marie Domenach<sup>8</sup>, le patron de la revue *Esprit*, pour en parler, parce que j'aimais beaucoup cette revue et que je partageais les points de vue de Domenach. Il m'a reçu à Paris, dans son petit bureau, 6 rue Jacob. J'ai toujours eu quelque difficulté à décider ce qu'il fallait que je fasse, mais là, finalement, je n'ai pas eu à prendre de décision. Je garde un bon souvenir de l'armée.

J'ai tout de même fait du parachutisme, à Toulouse. Le sport a aussi compté durant toute ma vie. Plus tard après, ce sera la montagne. De plus, j'ai rencontré mon épouse à Toulouse, d'où l'importance de cette période-là. Elle était de santé précaire et le docteur lui a vivement conseillé, non pas le Nord, dont on peut penser que le climat n'est pas des plus propices pour quelqu'un de fragile, mais la montagne: changement de cap!

Que faire en montagne avec un malheureux petit bac? À ce moment-là on pouvait briguer des postes d'instituteurs. On manquait d'instituteurs et un bac suffisait pour être recruté. J'ai écrit à tous les départements de montagne, des Vosges aux Pyrénées atlantiques et c'est l'Isère qui m'a répondu la première. Je me suis donc retrouvé par hasard en Isère où j'ai connu la vie d'instituteur remplaçant, passant de poste en poste pour quelques mois, six mois tout au plus. Je ne vais

---

8. Jean-Marie Domenach (1922-1997). Stagiaire à l'École des cadres d'Uriage, maquisard dans le Vercors, réfractaire au STO... il devient secrétaire de la revue *Esprit*, fondée par son ami Emmanuel Mounier, en 1947 et la dirige de 1957 à 1976.

pas citer tous les villages où je suis passé, mais il y en a deux qui m'ont marqué. C'est d'abord La-Salle-en-Beaumont où un jeune maire venait d'être élu et où nous étions sûrs d'y rester un an. Avec ce jeune maire on a, non pas renouvelé, mais vraiment mis en place toutes les activités du village qui était encore en déshérence à cette période: il n'y avait pas l'eau courante, pas de téléphone, la télévision n'existait pas, sauf dans le café du village où on menait les classes pour regarder les émissions de télévision scolaire. Ce fut mon premier contact avec le monde rural de montagne. La création d'un syndicat intercommunal culturel, l'organisation de nombreuses activités avec les parents d'élèves... tout cela m'a beaucoup intéressé!

Un jour, en nous promenant avec mon épouse, arrivés en haut d'un chemin, nous avons vu une maison contre laquelle un vieux Monsieur était assis. Il y avait devant lui un verger splendide, éclatant de blanc et de rose, car c'était le printemps. Nous discutons avec ce Monsieur, qui avait été professeur dans un lycée technique de Grenoble et qui nous dit: «Maintenant je suis trop vieux et dois quitter cette maison; ça n'intéresse pas ma fille, qui est pharmacienne à Saint-Martin-Le-Vinoux. Si vous trouvez quelqu'un, ou pouvez faire quelque chose de cette maison, allez-y.» Et nous nous sommes démenés pour essayer d'y loger une colonie de vacances ou que sais-je d'autre, mais ça n'a pas marché. Et puis ça a marché quelques années après, puisque nous avons acheté la maison où mon père est venu s'installer, et où je vis à mon tour. Donc l'Éducation nationale nous a rendu un fier service en nous envoyant à La-Salle-en-Beaumont.

L'autre village, c'est celui de Besse-en-Oisans, le plus haut de l'Isère. Là, comme à La Salle, nous étions sûrs de pouvoir y rester quelques années. Personne ne voulait de ce poste dans ce village perdu, là-bas, au fin fond de l'Oisans. D'ailleurs, la plupart des écoles de l'Oisans étaient tenues par des instituteurs

remplaçants, sauf à Bourg-d'Oisans. Et là, rebelote : création d'une coopérative, d'activités diverses, sportives, avec les habitants et ceux des autres villages de la vallée. Au village en dessous, à Mizoën, l'instituteur était Roger Canac qui était aussi guide de haute montagne. J'ai été très heureux de le rencontrer et de faire quelques courses en montagne avec lui. Nous étions d'accord sur les questions de pédagogie, sur la façon de mener nos classes... Nous voyions le monde de la même façon et son compagnonnage était vraiment intéressant. À Mizoën, dans cette région très catholique de l'Oisans, le maire était communiste. Il était électricien, avait travaillé au barrage du Chambon avant la guerre, puis il s'était installé là. C'était un type formidable aussi... Avec lui et Roger, nous avons créé le foyer culturel du Haut-Oisans et mis en place nombre d'activités diverses et variées. On y a même accueilli de nombreuses écoles de Grenoble dont les élèves sont arrivés par centaines, en autocar, pour découvrir la montagne. Je dois ici parler d'une personne, un inspecteur d'académie, qui s'appelait M. Corbeille, qui a toujours accueilli favorablement nos propositions. C'était tantôt scolaires, tantôt parascolaires et souvent compliquées, mais il n'a bloqué aucune de nos initiatives, il faut le souligner.

Rencontrer le monde rural, apprendre à vivre les saisons en montagne, s'adapter à la lenteur du temps ou à sa précipitation quand il y a des travaux urgents à faire... J'étais loin des quartiers ouvriers de Roubaix. Mais je ne me sentais pas du tout en exil ; j'étais content, c'était un autre monde, une autre partie du monde qui me convenait très bien, à moi autant qu'à ma famille. Entre-temps, à La Salle et à Besse, sont nés les deux aînés de la famille. Nous avons connu là une culture paysanne à la veille de sa disparition. J'ai encore vu les fenaisons à la faux, les labours au cheval de trait, les premiers tracteurs arrivaient à peine... À Besse-en-Oisans,

les femmes ramassaient la terre dans des paniers, au bas de la pente, pour la remonter en haut du champ. Les conditions de travail étaient dures. Les conditions de logement aussi dans ce village qui ne bénéficiait d'aucun équipement. Maintenant c'est devenu un village en partie touristique, où les anciens qui y sont restés attachés, retournent finir leur vie.

### Peuple et culture

Un beau jour, je reçois un coup de téléphone d'un ami du Nord, de Roubaix, Bernard Dudek<sup>9</sup>, qui travaillait chez un photographe avec lequel nous avons milité<sup>10</sup>. Il vivait maintenant à Grenoble, quartier des Alpains et me dit : « Je fais partie d'une association qui vient de naître, qui s'appelle Peuple et culture, qui est animée par un certain Docteur Blum-Gayet, dont la femme fut une grande résistante, discrète, mais qui a fait, paraît-il, des choses formidables<sup>11</sup>. On a mis à leur disposition un poste d'instituteur, pour animer la section. Est-ce que tu voudrais l'occuper ? » C'était la première fois que j'entendais parler de Peuple et culture. On a beaucoup hésité car nous n'avions pas envie de bouger. Nous avons pris goût à vivre à Besse et n'avions aucune envie d'aller vivre en ville... Mais plusieurs personnes ont fini par me persuader que ce poste serait intéressant. C'était le cas de François Hollard, un inspecteur de la Jeunesse et des Sports, qui était aussi originaire du Nord. Il était aussi un grand animateur des unions de quartier, et un animateur

---

9. Bernard Dudek était le fondateur et président de la coopérative Baticop les Alpains et il fut l'un des principaux acteurs du Groupe d'action municipale (*Rester libres*, p. 142).

10. Il s'agit d'Honoré Parise (1938-2015)

11. Jean Blum-Gayet réorganise, au début des années 1950, la section iséroise de Peuple et Culture, aux côtés de Léon Ferlet, Louis Meyer, Théophile Platel, Francis Brefort et Aimé Gabillon. Geneviève Blum-Gayet, *Germaine* dans la Résistance, avait rejoint les maquis du Vercors en 1943 et en devint l'un des principaux agents de liaison.

en milieu rural. Lui et Jean Platel<sup>12</sup>, m'ont démontré l'intérêt de ce qui pouvait être fait depuis ce poste, et je me suis laissé faire. Encore un accident dans ma vie ! Nous sommes donc descendus, non pas à Grenoble, parce que ma femme était toujours institutrice, mais à la Motte-Saint-Martin<sup>13</sup>.

Bref, me voilà à Grenoble, dans un nouveau secteur d'activité professionnelle : l'éducation populaire, qui m'a conduit à voir les choses autrement. Auparavant je partageais la vie des autres, je faisais mon métier, d'abord en entreprise puis dans l'enseignement. Ça ne m'empêchait pas de militer pour un certain nombre de choses auxquelles je crois, mais là, il s'agissait d'exercer sa profession tout en étant militant, ce qui n'est pas si simple. Ça supposait de se placer déjà un peu sur le côté de la vie des gens, pour ainsi dire.

L'équipe de Peuple et culture était toute simple. Il y avait ce docteur formidable qui, lui, connaissait bien Peuple et Culture, tandis que moi je n'en avais jamais entendu parler. Je suis allé vite faire un stage à Houlgate<sup>14</sup>, pour voir ce que

---

12. Jean Platel, membre de Peuple et Culture, est alors inspecteur de la Jeunesse et des Sports.

13. La Motte-Saint-Martin est une commune de la Matheysine, dans le canton de La Mure, située à 36 km de Grenoble. Ce séjour en Matheysine, sans doute parce qu'il y retrouve le monde de la mine, explique l'attachement que Bernard Gilman a conservé pour cette région de l'Isère et pour les amitiés qu'il y a liées.

14. La formation des cadres de l'éducation populaire, à partir de la fin des années 1950, se fait de manière privilégiée lors des universités d'été de PEC qui se tiennent, depuis 1958-1959, à Houlgate (Normandie) et Boulouris (Var). Plusieurs stages y sont menés en parallèle (pour animateurs de bibliothèques populaires, de ciné-clubs, de cercles politiques et sociaux etc.), mais un tronc commun de formation et des activités récréatives rassemblent les stagiaires. Les universités d'été se caractérisent par un style de vie collectif et des travaux pratiques. On retrouve le même schéma que celui qui présidait aux sessions de formation des éducateurs populaires en zone française d'occupation à partir de 1947. D'après Marie-Bénédict Vincent, « Démocratiser l'Allemagne de l'Ouest après 1945 : une association française d'éducation populaire sur le terrain, Peuple et Culture », *Le Mouvement Social*, 2011/1 n° 234, p. 83-101. DOI: 10.3917/lms.234.0083. URL: <https://shs.cairn.info/revue-le-mouvement-social1-2011-1-page-83?lang=fr>

c'était, un peu surpris tout de même par ce milieu auquel je n'étais pas habitué, où l'on parlait de choses bizarres, comme de l'entraînement mental : une formation pour apprendre au citoyen à vivre<sup>15</sup> en tant que tel. C'est ainsi que je définirais cet entraînement mental qui, je l'avoue, ne m'a jamais bien convaincu. J'y ai aussi rencontré des gens d'horizons divers que je n'aurais pas eu l'occasion de connaître, des personnalités très différentes, comme Dumazedier<sup>16</sup>, le grand sociologue des loisirs, Cacérés<sup>17</sup>, tous deux venant de la Résistance, et un personnage qui a beaucoup compté pour moi, aussi étrange dans cette compagnie, qui est Joseph Rován<sup>18</sup>. C'était un intellectuel, lui, un

---

15. « [Il s'agissait de] montrer que la démocratisation n'est pas uniquement un processus institutionnel : elle ne va pas sans le façonnement d'un homme démocratique, conscient de ses responsabilités, ce qui suppose une éducation du peuple citoyen. » Marie-Bénédict Vincent, op. cit.

16. Joffre Dumazedier est à l'origine directe de la création de PEC, qu'il a présidé jusqu'en 1967 ; il a été porteur des principales innovations qui en ont fait l'originalité, en particulier l'entraînement mental. De formation littéraire, il s'est orienté vers les sciences sociales qu'il a utilisées dans son action d'éducation populaire. Spécialiste mondialement reconnu de la sociologie des loisirs, il a été directeur de recherches au CNRS et professeur à Paris-Sorbonne. Il a publié de nombreux ouvrages sur le développement culturel et les méthodes d'éducation des adultes. Il est décédé en 2002. D'après Jean-François Chosson. Voir aussi la notice du Maitron, rédigée par Guy Saez.

17. Bénigno Cacérés, fils d'émigrés espagnols, compagnon charpentier devenu docteur en sciences sociales, a eu un parcours d'autodidacte exemplaire. Secrétaire général de PEC pendant longtemps, professeur à l'Institut des sciences sociales du travail, directeur de collection aux éditions du Seuil puis de la Découverte, il a écrit plus de 25 ouvrages sur l'histoire de l'éducation populaire et sur des thèmes liés à l'action culturelle, ainsi que des romans. Il est décédé en 1991. D'après Jean-François Chosson.

18. Joseph Rován, déporté pour faits de résistance, a rejoint l'équipe initiale de Peuple et culture en 1947 à la demande de Travail et culture dont il faisait partie et a en été successivement le vice-président puis le secrétaire général. Journaliste, il est devenu rapidement un spécialiste écouté des relations internationales. Après 1968, il a été nommé professeur à Paris VIII et a joué un rôle moteur dans la construction européenne à partir de l'axe franco-allemand. Il est décédé en 2004. D'après Jean-François Chosson.

ancien juif dont le père s'était converti au protestantisme et qui avait été en camp de concentration, à Dachau. Mais je ne vais pas raconter sa vie, c'était un type extraordinaire! Comment s'entendait-il avec les autres membres de Peuple et culture? Ça a toujours été un mystère pour moi, parce que sa conception du travail, de la vie... me semblait différente. À Dachau, il a connu Edmond Michelet<sup>19</sup>, le futur ministre, dont il a été membre de son cabinet. Ils ont beaucoup travaillé ensemble, pendant la guerre d'Algérie notamment, où ils ont connu des missions difficiles. Il aurait pu faire carrière dans l'administration ministérielle, mais il a préféré Peuple et Culture. J'ai gardé très longtemps le contact avec lui, il est mort il y a deux ans<sup>20</sup>. C'était un homme formidable, un saint d'après moi! [Sur le] plan local, François Hollard, Bernard Dudek, cet ami qui venait du Nord, avec lequel j'avais gardé des contacts, et d'autres, nous formions une petite équipe dont les axes de travail étaient doubles.

Avec Peuple et culture, nous avons démarré des expériences que l'on peut appeler « de développement local » aussi bien dans des quartiers de Grenoble que dans des espaces ruraux. Même si le vocabulaire était différent, il s'agissait bien de mobilisation sociale, d'animation, de construction de projets de territoires... Cette action nous a aussi rapprochés de l'ADELS (Association pour l'éducation locale et sociale) qui répercutait les efforts des pays pour se constituer en mouvement national.

Nous tenions, d'une part, à garder un pied dans le monde rural, ce qui n'était pas la préoccupation de Peuple et culture, sauf peut-être du côté de la Corrèze. Car j'en arrivais du monde rural et François Hollard y exerçait son métier. On

---

19. Edmond Michelet (1899-1970), résistant (Combat), ami du général de Gaulle, homme politique plusieurs fois ministre.

20. L'entretien a eu lieu en 2006.

a donc maintenu nos contacts avec l'Oisans, le Beaumont, les syndicats agricoles et notamment le syndicat des jeunes agriculteurs, dont le président d'alors était Jean Faure<sup>21</sup>, le futur sénateur d'Autrans, avec lequel nous avons organisé un certain nombre de voyages de paysans, en Suisse et en Autriche entre autres. L'un de ces voyages était axé sur les problèmes d'agriculture, un autre sur les problèmes de tourisme. C'était de la question de l'essor touristique qu'il s'agissait : comment faire exister un tourisme rural en Isère ? Nous avons aussi travaillé avec le responsable des gîtes ruraux, etc. Je me souviens avoir assisté à des comices agricoles. On était loin de Peuple et culture ! Et puis nous avons continué de travailler dans l'Oisans, avec Roger Canac<sup>22</sup> entre autres, qui nous a rejoints à la permanence de Peuple et culture pendant un certain nombre d'années. Je crois bien qu'il y a pris ma place quand j'ai intégré le conseil municipal. Lui c'était Peuple et culture dans la montagne ! Et la vraie montagne ! C'était aussi dans l'intérêt de Peuple et culture qui était un peu comme une auberge espagnole. Il y avait une espèce de tronc commun indéfinissable, mais on pouvait y venir de n'importe où. La preuve, c'est que Roger Canac s'y trouvait à l'aise. Cela dit, il y avait tout de même des difficultés car deux tendances coexistaient à Peuple et culture, celle qui sympathisait avec le parti communiste et l'autre qui n'y tenait pas. Mais le miracle, c'était que l'on y

---

21. Alors au CDJA de l'Isère (Centre départemental des jeunes agriculteurs) puis maire d'Autrans de 1983 à 2008, Jean Faure est élu sénateur de l'Isère en 1983 ; il sera réélu et le restera jusqu'en 2011. Il décède en 2022.

22. Roger Canac (1928-2020). Ce grand humaniste, que le géographe Philippe Bourdeau qualifie de « pédagogue-paysan-militant-botaniste-historien-poète-philosophe » est guide de haute montagne et instituteur à Mizoën (Isère) en 1960, tandis qu'il est sollicité par Peuple et culture pour intervenir sur le monde rural et se lie d'amitié avec Bernard Gilman, alors instituteur à Besse-en-Oisans.

travaillait tous ensemble, quelles que soient nos opinions politiques. Ça, c'était vraiment intéressant !

Le plus important, c'est la place que donnait Peuple et culture à la dimension culturelle, dans la formation des adultes. C'était aussi de faire apparaître la nécessité de l'engagement, au temps présent, sous toutes ses formes. Ils y avaient des syndicalistes qui militaient à Peuple et culture.

Je m'interroge encore sur l'engagement politique du mouvement car, lorsque je me suis présenté sur la liste d'Hubert Dubedout, la direction de Peuple et culture n'y était pas favorable. Joffre Dumazedier, disait : « Un permanent de l'éducation populaire n'est pas un partisan ; il ne doit pas s'inscrire comme ça sur une liste électorale ». La personne qui m'a défendu, alors, c'est Joseph Rovan qui disait, lui : « Si, si, si, il faut y aller ! ». Les discussions ont été dures et il a même été question, à un moment donné, que je quitte le mouvement, en tant que permanent.

Ce que je comprenais, c'est que Peuple et culture ne devait pas avoir d'étiquette politique. Il y avait pourtant des gens dans le mouvement qui affichaient nettement leur appartenance politique, au PC ou à un autre parti.

Je crois que ça vient des origines de Peuple et culture dont le slogan de base était quelque chose comme : « Rendre le peuple à la culture et la culture au peuple ». C'est le mot « peuple » qui est important là-dedans. Ça n'avait rien à voir avec ce que j'ai connu après, avec les problèmes des institutions culturelles. C'était de se demander, d'abord, comment vivent les gens ? Quels sont leurs problèmes ? Les problèmes des syndicats d'alpage, par exemple, que nous avons aidés à créer dans le Beaumont, avaient aussi leur place dans notre activité. Ça n'apparaissait pas hors sujet du tout, pour nous, ça revenait à se demander : qu'est-ce qui est important pour des gens de cultures différentes ?

Il y avait donc, d'un côté, ce monde rural et de l'autre, il y avait la ville. Et la ville, compte tenu de ce qu'y faisaient les militants de Peuple et culture, notamment les deux personnes dont j'ai parlé, c'était d'abord ses quartiers. C'est un peu une constante, me semble-t-il, dans ma vie, d'essayer de rester en contact le plus possible avec les hommes, là où ils vivent. Un important travail a donc été fait à partir des quartiers de Grenoble, dont les résultats ont été réinvestis et prolongés ensuite, dans les maisons des jeunes et de la culture. Ces interventions ont connu des formes très variées.

Il faut dire aussi que, dans le quartier des Alps, qui est un quartier réputé très dynamique, habitait aussi François Hollard, cet ami dont j'ai parlé, Bernard Dudek, Denise Belot<sup>23</sup>, qui était adjointe aux affaires sociales et militait pour les droits de la famille dans le quartier, René Lesage, le directeur de la Comédie des Alps<sup>24</sup>, tout nouvellement installé dans ce quartier... Tout cela faisait qu'il y avait là des rapports de vie très intéressants, qui nous ont amenés aussi à travailler et à méditer avec la Comédie des Alps et René Lesage<sup>25</sup> qui faisait partie de notre association. Il avait son petit théâtre, rue du Lycée, un petit théâtre en bois dont personne ne voudrait aujourd'hui. Je parle ici des années 1960-1962.

#### Former les militants de quartier

Dans la ville, nous travaillions surtout avec les unions de quartiers. Avec les maisons de jeunes, nous avions plus de

---

23. Denise Belot fut adjointe socialiste aux affaires sociales dans la municipalité d'Hubert Dubedout. Elle fut aussi l'une des premières conseillères générales de l'Isère, élue du canton 3 de Grenoble. Elle est décédée en 2012.

24. Compagnie théâtrale créée et dirigée de 1961 à 1975, par René Lesage et Bernard Floriet, elle devient Centre dramatique national en 1973 et sera remplacée par le Centre dramatique national des Alps en 1975.

25. René Lesage (1906-1976), comédien et homme de théâtre français, qui a notamment dirigé la Troupe des Tréteaux de la comédie de Saint-Etienne et créé et dirigé la Comédie des Alps avec Bernard Floriet de 1961 à 1975.

difficultés. Nous avons aussi été sollicités par un ancien de Peuple et culture qui y avait travaillé dans les tout premiers temps et s'appelait M. Barthalay. Il était directeur de l'APPS<sup>26</sup>, un centre de formation de jeunes qui existe toujours mais sous une autre appellation, en face de la Maison de la culture. Ces jeunes étaient formés en alternance : une semaine de travail en entreprise et la suivante en centre de formation. On nous avait demandé aussi de les sensibiliser à l'éducation populaire et nous leur avons organisé des stages à Crolles, dans le Vercors... C'était intéressant car très concret. Les jeunes sont dans l'entreprise, ils peuvent donc parler de leur expérience. Je trouve que c'est une formule qui devrait être beaucoup plus développée qu'elle ne l'est. Au niveau des loisirs, au niveau culture, cinéma, lecture..., il y avait des stages. Et puis on a également travaillé avec ACTA (Action culturelle par le théâtre et les arts) et la Comédie des Alpes, sous les formes les plus diverses, autour des spectacles que montait René Lesage, et dans les écoles, avec les clubs de lecture. On créait des clubs de lecture publique. En milieu rural, c'était moins culturel, on y abordait tous les aspects vie locale, le développement et aussi celui du tourisme qui s'amorçait à ce moment-là. On organisait des voyages d'étude, on travaillait avec la chambre d'agriculture sur le développement des gîtes ruraux, et puis aussi sur les fêtes dans les villages...

Nous faisons de l'accompagnement en cherchant toujours à ce que les habitants prennent eux-mêmes en charge leur propre destinée. Commencer par se demander : qu'est ce qui se passe dans mon quartier ? Et voir ensuite ce qu'on pouvait y apporter. Tous les aspects sociaux de la vie de quartier pouvaient être pris en compte : les aspects culturels, les occupations des jeunes et surtout la formation des

---

26. Association professionnelle de promotion sociale.

militants de quartiers. Peuple et culture intervenait plus dans la formation que sur les actions, je dirais, de terrain qui relevaient plus des unions de quartiers, des maisons de jeunes ou des associations. Très vite, c'est-à-dire au bout de deux à trois ans, on a voulu profiter des élections afin de sensibiliser la population et l'amener à faire des propositions. Peuple et culture s'est engagé, non pas dans la préparation des élections, mais dans l'instauration d'un climat propice au débat collectif dans la ville. Mais nous avons aussi été quelques-uns de Peuple et culture, je pense surtout à François Hollard, à créer ce groupe d'action municipale qui avait une dimension plus politique que Peuple et culture.

Peuple et culture, à Grenoble, était connu dans le secteur de l'éducation populaire, mais ce n'était pas un mouvement de masse ! Il était connu parce qu'il participait aux grandes manifestations d'alors : la création de la Comédie des Alpes, puis du centre dramatique, le conflit de Neyrpic... On essayait d'être présents ou, tout au moins, d'apporter le soutien de notre équipe. Nous tenions nos assemblées générales dans la salle de réunion de la chambre d'agriculture. On pouvait y être une centaine. L'équipe qui animait Peuple et culture devait être constituée d'une quinzaine de militants. Il y avait notre solide trésorière, Hélène Mouton, maintenant décédée, Paul Jargot, Gérard de Bernis... Au début, il n'y avait qu'un permanent, moi-même, mis à disposition par l'Éducation nationale, puis ensuite quand nous avons intégré le conseil municipal, je n'étais plus aussi disponible et on a donc créé un poste. À un moment donné, nous avons été cinq ou six permanents : Roger Canac, détaché lui aussi de l'Éducation nationale, René Rizzardo<sup>27</sup>, Broccoli qui

---

27. René Rizzardo (1942-2101). Militant à Peuple et Culture, il est un des élus à la mairie de Grenoble sur la liste menée par le socialiste Hubert Dubedout en 1965. En 1977, il succède à Bernard Gilman en tant qu'adjoint à la culture,

travaillait avec l'APPS, le secrétariat, et Bernard Smagghe<sup>28</sup> qui m'a remplacé. Le siège de l'association se trouvait près de l'église Saint-Laurent, dans un grand et beau bâtiment, prolongé d'un parc, qui jouxtait l'église. C'était un bâtiment de trois à quatre étages, nous en louions un.

Toujours au moment des élections, où je décidais de me présenter sur la liste d'Hubert Dubedout, l'un des membres de notre bureau, Paul Jargot, maire de Crolles, qui était au parti communiste, était opposé à ma décision. Sa position était voisine de celle de Dumazedier, sauf que Dumazedier, lui, refusait tout engagement dans quelque équipe que ce soit. Tandis que pour Jargot, c'était une équipe où le parti communiste n'était pas présent et donc, me disait-il: « Ce n'est pas une bonne équipe de gauche. Tu te fourvoies là-dedans. Tu vas te couper avec les masses militantes et autres ». De Bernis aussi était réticent, je crois. Je me demande si ce n'est pas pour cette raison que Paul Jargot a démissionné de Peuple et culture. La période des élections municipales de 1965 a été assez tendue. C'est François Hollard qui devait être président à ce moment-là, mais l'ancien président Blum-Gayet nous a beaucoup soutenus en nous disant: « Il faut y aller! ». Ce n'était pas courant qu'un professionnel de la culture ou de l'éducation populaire s'engage dans la politique

---

jusqu'en 1983. Il est ensuite expert auprès du ministère de la Culture jusqu'en 1989, et du Conseil de l'Europe. Il conseille également plusieurs municipalités dans leurs politiques culturelles. Avec le soutien de la ville de Grenoble et d'Augustin Girard, directeur du département des études et de la prospective du ministère de la Culture, il fonde l'Observatoire des politiques culturelles en 1988, dont l'objet est l'étude, la formation des acteurs et l'évaluation des politiques culturelles, et le dirige jusqu'en 2002. (Source: Wikipédia)

28. Bernard Smagghe (1930-2012) que Bernard Gilman avait connu dans le Nord est appelé par lui, en 1965, pour lui succéder à la tête de la section iséroise de Peuple et Culture. Bernard Smagghe exerça aussi les fonctions de secrétaire général de PEC pendant trois mandats, jusqu'à l'automne 1989. Il fut aussi élu à Meylan.

et se présente aux municipales. Pourquoi l'avons-nous fait ? Ça nous semblait naturel... En tout cas, pour moi et pour d'autres amis, comme François Hollard, c'était tout naturel. Après avoir dit : il faut faire ceci, il faut faire cela, ce serait bien que ça soit comme ci ou comme ça... le moment nous semblait venu de faire. Et nous avions l'opportunité de le faire, alors faisons-le ! Notre équipe, à Grenoble, était plus une équipe d'action qu'une équipe d'intellectuels, ce qui ne nous empêchait pas de réfléchir. Élus, nous avions une bonne occasion de tester nos idées et de les mettre en application. Et nous l'avons saisie.

On ne peut pas, à mon avis, entreprendre une action si on ne rêve pas d'abord. Et on rêve de voir plus loin et plus grand que la réalité. Plus loin ils regardent et meilleurs sont les hommes. Si vous ne rêvez pas d'un pays lointain, vous n'irez jamais dans ce pays. On commence par rêver, quel que soit l'âge, et puis un jour, on y arrive peut-être. Je crois que la culture ça revient à rêver à un autre monde que le nôtre. Mon rêve, aujourd'hui, car on a le droit de rêver à tout âge, ce serait que le fossé qui se creuse entre le Nord et Sud soit comblé. Ce qui est bien une utopie aujourd'hui quand on voit l'état du monde occidental et celui de l'Afrique<sup>29</sup>.

Et si nous n'y parvenons pas, nos enfants ou nos petits-enfants y arriveront peut-être, car on peut transmettre une utopie. Je me souviens que, lorsque j'étais à l'armée, j'avais sous mon lit une valise pleine de livres que je distribuais et que j'aimais faire partager. J'aimais lire et donc j'aimais partager ce que je lisais. Si on m'avait dit à ce moment-là : « Un jour tu seras responsable dans une ville où il faudra créer des bibliothèques dans les quartiers... », j'aurais sans

---

29. « Les utopies d'aujourd'hui seront les réalités de demain », disait Gabriel Audisio.

doute pris ça pour une utopie. Mais les bibliothèques de Grenoble sont peut-être nées de cette valise, sous mon lit à la caserne. Il faut toujours rêver plus grand que soi. Chacun d'entre nous est trop petit. Quand on est plusieurs, on est déjà un peu plus grand. Et puis nos rêves peuvent encore grandir tout ça.

Encourager les utopies devrait être l'un des axes forts de l'éducation. Il faut apprendre aux gens à sortir de leur petit territoire, à aller sur d'autres espaces, les agrandir... Mes parents disaient de moi, en montrant l'avant-bras, puis le bras : « On lui donne ça, mais il veut ça ! Il en veut toujours plus ! ». Mais c'est vrai : il faut être exigeant. Ce n'est pas de posséder les choses qui compte mais de les construire. Quand on veut connaître le monde, on commence par connaître le quartier voisin du sien, et puis après on va un peu plus loin. C'est cette soif-là, celle d'aller voir ailleurs, qui me paraît intéressante à communiquer. Et encore une fois, pas pour posséder mais pour découvrir. Ce qui n'est pas aussi facile à faire que ça. Après avoir vécu un certain nombre d'années, car je suis plus près de la fin que du début, on peut en conclure qu'on ne sait pas grand-chose. On oublie beaucoup aussi. Il a fallu quand même soixante-quinze ans avant que je découvre l'Amérique latine ! Il y en a qui savent voyager, découvrir le monde sans bouger de leur chambre. Moi je préfère aller voir, tâter et toucher.

1965 était donc l'année des élections municipales à Grenoble. La réflexion sur ce qu'était la vie dans les quartiers qui forment la ville, les problèmes qui s'y posent et les solutions à y rechercher, tout cela était déjà en cours.

Les élections municipales n'étaient pas notre objectif mais tandis qu'elles approchaient, des rencontres étaient organisées. Il faut dire aussi que Peuple et culture, compte tenu des personnes qui y militaient, n'hésitait pas à prendre des

positions politiques. Je dois aussi ajouter que lorsque j'étais à Roubaix, je faisais partie d'un mouvement, le Mouvement de libération populaire, qui n'était pas politique au départ, mais qui est devenu ensuite le PSU<sup>30</sup>. S'y trouvait également un certain nombre d'amis de Peuple et culture.

Les membres du PSU, les partisans de l'éducation populaire, ceux qui se retrouvaient autour des Maisons de jeunes et de la Comédie des Alpes se sont mobilisés et se sont dit : « Profitons des élections municipales pour faire entendre nos voix et formuler un certain nombre de propositions ». Nous n'avions pas alors le projet de nous présenter mais, peu à peu, l'idée a cheminé. Si on présentait une liste, nous disions-nous, nous pourrions nous faire encore mieux entendre. Mais l'idée d'être un jour élus était encore loin de nous.

La rencontre s'est d'abord faite avec les personnes dont je viens de parler et auxquelles il faut ajouter des syndicalistes, notamment ceux de la CFDT, dont certains faisaient partie du PSU. Je pense à des gens comme Georges Boulloud<sup>31</sup>. Je suis peut-être passé un peu vite sur la volonté que nous avions, à Peuple et culture, d'être présents dans la vie sociale et politique de la ville. Par exemple, pendant la guerre d'Algérie. Qu'est-ce qu'un mouvement comme le nôtre pouvait bien faire à propos de cette guerre ? Je me souviens d'une lecture – débat, accueillie par la Comédie des Alpes,

---

30. Le Parti socialiste unifié (PSU) était un parti politique français fondé le 3 avril 1960. Représentant à sa fondation, la deuxième gauche, qui se situait politiquement entre la SFIO sociale-démocrate et le PCF, le PSU était proche du Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste (CERES), aile gauche du Parti socialiste dans les années 1970. Il s'est dissous en novembre 1989. (Source : Wikipédia)

31. Georges Boulloud (1931-2013), un proche, militant ouvrier hors du commun, une forte personnalité issue du quartier Saint-Bruno, fier d'être ouvrier chez Neyptic, leader syndicaliste, dirigeant de la deuxième gauche à Grenoble, élu municipal aux côtés de Dubedout, chrétien convaincu mais rebelle. Cf Pierre Frappat, *Georges Boulloud, le métallo de Dubedout*, PUG, 2015.

rue du Lycée, autour d'un livre de Mohammed Dib, qui a failli mal tourner. Par exemple, aussi, pendant les luttes syndicales. On voulait y être présents et notamment lors du grand conflit Neyrpic qui eut lieu à ce moment-là<sup>32</sup>. On a dit que nous y avions notre place. Et pourquoi? Des gens comme M. Gérard Destanne de Bernis<sup>33</sup> nous ont aussi apporté leur concours pour approfondir notre réflexion sur l'évolution du monde du travail, aux côtés des syndicalistes. Cette présence au monde, qui n'était pas que culturelle, nous importait beaucoup.

La cause de la culture fit son apparition dans la bataille pour la Maison de la culture, autour de la Comédie des Alpes. Il y avait aussi une association avec laquelle nous travaillions : ACTA – Action Culturelle par le Théâtre et les Arts – menée par deux professeurs, Jean Delume<sup>34</sup> et Jean Monnier. Le soutien de la Comédie des Alpes a d'abord consisté à vouloir la doter d'outils de travail plus performants, pour déboucher ensuite sur le projet de la Maison de la culture. Cette réflexion eut lieu avant les élections. C'est dire si le champ d'action de Peuple et culture était large! Ne pas être institutionnalisés nous donnait beaucoup de liberté.

#### Le Groupe d'action municipale (GAM)

Je ne me souviens plus comment Hubert Dubedout est arrivé là, sans doute par l'intermédiaire d'amis de la CFDT

---

32. Le conflit Neyrpic est identifié comme l'un des premiers où des licenciements sont prononcés pour satisfaire l'actionnariat. Plus largement, les grèves et affrontements connaîtront un retentissement national, illustrant la volonté du patronat de réduire les droits syndicaux.

33. Gérard Destanne de Bernis (1928-2010), est un économiste d'inspiration marxiste, professeur émérite de l'université Pierre-Mendès-France à Grenoble. Source : Wikipédia.

34. Maître de conférences de littérature française à l'université de Grenoble.

qui travaillaient au CENG<sup>35</sup>, dont Yves Droulers<sup>36</sup> qui y était ingénieur. On connaît l'histoire de M. Dubedout et du problème de la distribution de l'eau à Grenoble<sup>37</sup>. Un certain nombre de personnes qui travaillaient dans les quartiers se sont organisées et ont créé le GAM<sup>38</sup>, le Groupe d'action municipale. On y retrouvait des syndicalistes de la CFDT, des gens de l'éducation populaire, mais aussi des personnes comme Hubert Dubedout qui, lui, a tout de suite occupé, par son autorité naturelle et sa capacité de travail, une place prépondérante dans l'équipe. Nous nous réunissions au foyer des jeunes travailleurs de la rue des Alliés. Nous étions plusieurs, François Hollard, entre autres, et moi-même, à faire partie à la fois d'un parti politique, le PSU, et du GAM ; nous faisons office de passerelle entre les deux. On nous appelait « les bigames », je ne sais trop pourquoi... Les batailles qui ont été menées ont été diverses : la desserte en eau potable, les luttes syndicales, le problème culturel... Je ne cite là que les batailles les plus spectaculaires et retiens surtout celle qui nous a réunis dans le cadre de la Maison de la culture.

Ça a commencé par la revendication d'une association pour la création de la Maison de la culture de Grenoble, animée

---

35. Ce're d'études nucléaires de Grenoble (CENG). Il a été fondé en 19'6 à l'initiative de Louis Néel, prix Nobel de physique et devient en 1995, sur le polygone scientifique de Grenoble, un centre de recherche du Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

36. Ingénieur au CENG, il en était responsable de la section CFDT, et animateur au sein de l'union départementale de ce syndicat, d'une commission chargée du suivi de la vie politique. (Source : Pierre Frappat, in *Georges Bouloud, le métallo de Dubedout*, op. cit.).

37. On dit que l'eau n'arrivait pas régulièrement dans les appartements, notamment ceux des étages les plus élevés des immeubles de Grenoble...

38. Groupe d'action municipale. Le premier GAM est constitué à Grenoble en 1963 à l'initiative de militants qui considèrent que les partis politiques ne donnent pas de réponses adéquates aux questions sociales du moment.

par les gens de l'ACTA<sup>39</sup> et par Michel Philibert, professeur de philosophie à l'Institut d'études politiques. Ce professeur travaillait déjà à la Maison de la culture de Grenoble, celle qui avait été mise en place à la Libération et qui avait déjà des activités intéressantes. Il faudrait retrouver les documents qui en parlent<sup>40</sup>. Philibert avait été un grand animateur de ciné-club, un homme, comme on dit, « de culture ». Il parlait bien et avait un grand pouvoir de conviction et un sens développé de l'organisation. Grâce à lui, cette association a pu se faire entendre et recueillir de nombreuses adhésions pour réclamer cette nouvelle Maison. La revendication était un peu floue car on peut tout mettre dans une « Maison » ! Mais le préfet, Maurice Doublet, a été sensible à ce projet et a organisé, en pleine campagne municipale, une réunion à la préfecture avec des représentants du ministère de la Culture, qui, sous l'initiative du ministre André Malraux, lançaient des projets analogues dans plusieurs villes de France. Le représentant du ministère était Émile Biasini, un homme fougueux, qui est venu exposer ce que pouvait être une Maison de la culture et avec qui je suis resté ami. Il y avait du monde à la préfecture. Le préfet avait bien senti venir le vent et bien joué son rôle. Le ministère encourageait donc la création de ces maisons mais la municipalité d'alors n'avait pas sauté sur l'occasion. Le projet ne semblait ne pas l'intéresser, coûterait cher, répétait-elle, et n'était pas dans ses perspectives... Le théâtre municipal, le musée, la bibliothèque semblaient lui suffire. Ce projet de Maison de la culture, tenait plus alors d'une revendication culturelle que de la construction proprement dite d'une Maison. On y mettait tout ce qu'on pouvait imaginer : on a

---

39. L'ACTA (Action culturelle par le théâtre et par les arts) est créée à Grenoble en 1964.

40. Cf. *Résister, militer – Défendre les Droits de l'Homme en Isère de la Libération à aujourd'hui*, op. cit., p. 132.

besoin de ceci, on a besoin de cela... tout y était! Tel était le projet de la Maison de la culture au début. La Ville y avait quand même prêté attention en suggérant qu'une partie du stade de glace pourrait être aménagée en maison de la culture, après les Jeux olympiques...

Parmi nous, il y en avait qui se méfiaient un peu des JO, disant que la ville n'y était pas prête, et que ça allait nous coûter cher. Mais nous qui faisons du ski n'étions pas contre. Cependant, les JO se préparaient de leur côté et nous ne nous en préoccupions pas. Seule nous intéressait la vie municipale, la vie de la ville. Nous l'avons fait sérieusement. Au GAM, nous nous réunissions du côté du quartier des Alpains, dans un foyer de jeunes travailleurs. Avec Hubert Dubedout, nous y évoquions les différents problèmes qui intéressaient la cité sans nous intéresser beaucoup aux Jeux Olympiques. Ce qui nous importait, c'est ce qu'on allait dire pendant la campagne électorale. On ne se projetait pas plus loin. Sans spéculer sur une victoire, Hubert Dubedout disait qu'il faudrait profiter de l'événement des JO. Ce qui nous importait c'était d'apporter un certain nombre d'idées. Être élus ne nous venait pas encore à l'esprit, en ce qui me concerne tout au moins.

Et puis les élections sont arrivées et, à notre grande surprise, notre groupe a été élu. Les premiers déçus de cette réussite électorale, si je peux parler de réussite, sont mes enfants. C'était pendant les vacances scolaires, nous devions partir en vacances à la neige et les pauvres petits ont dû attendre le deuxième tour des élections municipales et connaître ensuite la cohue municipale à la mairie.

À la Ville, s'étaient joints à nous, les gens de la SFIO pour qui les questions qui nous intéressaient n'étaient pourtant pas leur affaire. Ils s'en méfiaient même. Mais enfin, il y avait chez eux des gens ouverts et disposés à nous écouter.

Notre équipe était surtout conduite par le GAM et le PSU. Les deux groupes y dominaient avec des leaders comme le maire, Hubert Dubedout, Jean Verlhac, au PSU<sup>41</sup>, Raymond Gensburger<sup>42</sup>, la fourmi active de l'équipe, Georges Boulloud, le syndicaliste fonceur, Yves Droulers qui représentait la CFDT, Denise Belot, une militante des questions familiales et sociales, qui avait beaucoup travaillé dans le cadre des ASF (associations familiales et syndicales)... Tel était le groupe qui a permis de faire tout ce qui a été réalisé par la suite. Quant à moi, je me suis retrouvé adjoint aux Affaires culturelles, sans doute à cause des batailles que nous avons menées, dans le cadre des quartiers, pour les Maisons des jeunes et de la culture ainsi que dans le cadre de l'association pour la Maison de la culture. Et puis parce que j'étais permanent d'une association dont le nom portait le mot « Culture ». Mais je n'avais pas le gabarit pour ça. Dubedout a été formidable de me faire confiance, et pas seulement à moi, aux autres aussi. S'il avait voulu creuser mon *curriculum vitae*, il aurait vu que je n'avais jamais mis les pieds au musée de Grenoble, que je ne connaissais pas grand-chose au théâtre, qu'au point de vue musical, j'aimais

---

41. Jean Verlhac (1923-1995) est un intellectuel catholique de gauche. Résistant, membre des FFI, il devient journaliste militaire après la Libération, puis réussit l'agrégation d'histoire. Il s'engage en politique au croisement des courants catholiques et socialistes. Membre de la direction de l'Union des chrétiens progressistes, il participe par ailleurs au journal catholique de gauche *La Quinzaine* et au Mouvement de la paix. Il lutte notamment contre la guerre d'Algérie et sera gravement blessé lors des manifestations du métro Charonne. Membre actif de l'UGS, il participe ensuite à la fondation du PSU et entre au bureau politique de cette organisation. Adjoint à l'urbanisme de Hubert Dubedout à Grenoble (1965-1983), il a participé à plusieurs grands projets de transformation de la ville comme la construction du village olympique des Jeux olympiques de 1968 ou du quartier de la Villeneuve de Grenoble dont le parc porte son nom. (Source : Wikipédia)

42. Raymond Gensburger (1924-2011), adjoint d'Hubert Dubedout, chargé du personnel, de la formation et du tourisme.

Bernard Gilman par lui-même

plus Yves Montand que Schönberg, etc. Ce que j'apportais, c'est une grande envie de faire, pour les autres comme pour moi. Tout était à réaliser et tout était à prendre, et c'est ce que nous avons fait. Le lendemain, ou le surlendemain, j'ai vite couru au Musée, jeter un coup d'œil sur ce qu'il y avait. C'est vrai, je n'y avais jamais mis les pieds<sup>43</sup>!



Grenoble, deuxième moitié des années 1960. À droite, nouvellement élu, le jeune adjoint à culture de la culture de la Ville de Grenoble. Tous droits réservés.

## De la mairie de Grenoble aux ministères

L'action culturelle est partie prenante d'un ensemble de luttes pour la transformation de la société. Pour ne pas être tronquée, elle devrait être davantage rattachée à d'autres activités sociales, notamment au travail. Aux militants culturels que nous sommes de traduire ces convictions dans nos actions spécifiques. Il serait souhaitable que les militants culturels prennent conscience des luttes entreprises ; par exemple de l'enjeu des problèmes de santé et d'urbanisme ; et il serait également souhaitable que les militants politiques ou syndicaux deviennent sensibles au fait que les luttes

---

43. Après sa visite au Musée de peinture et de sculpture, Bernard Gilman se rend au Musée dauphinois, rue Très-Cloître. Alarmé par l'état des collections, il en ordonne aussitôt la fermeture.

culturelles sont à mener sur le même plan que les autres, dès aujourd'hui. L'action culturelle n'est ni dépolitisée, ni dépolitisante, sans être non plus le cache-pot d'une propagande politique<sup>44</sup>.

Ce que l'on a retenu, je crois, de notre politique à la ville de Grenoble, c'est l'attention que nous avons portée aux quartiers et à toutes les associations qui s'y trouvaient. Les MJC commençaient juste à apparaître. Il y en avait une au quartier Teisseire, me semble-t-il, ou à Anatole France. Au fil des ans, sur les deux mandats auxquels j'ai participé, nous avons dû créer une dizaine ou une douzaine de bibliothèques de quartier et nous les avons dotées des postes de bibliothécaires qu'il fallait. Nous soutenions les initiatives des quartiers, mais veillions aussi au développement et à l'implantation d'équipements plus lourds, comme la Maison de la culture, le Musée de peinture et de sculpture, le Musée dauphinois... La création de la Maison de la culture a joué un rôle important à Grenoble, elle a comme éveillé les Grenoblois à l'importance du phénomène culturel. Elle entraîna une mobilisation très intéressante et très importante dans les associations d'éducation populaire, Peuple et culture, bien sûr, mais aussi les Maisons de jeunes, les syndicats. Ces derniers ont été très présents pendant la préparation du projet de la Maison de la culture.

#### L'effet des Jeux olympiques

Les Jeux olympiques nécessitaient des tremplins de saut, un stade de glace... mais nous en avons profité aussi pour installer la Maison de la culture, le Musée dauphinois. La mobilisation de tous fut réellement effective. Je veux insister

---

44. Bernard Gilman, extrait de l'interview réalisé par Bernard Chardère. In Jeanne Girard et Didier Béraud, *Une aventure culturelle à Grenoble, 1965-1975*, Grenoble, 1979, 221 p.

sur ce point car il semble qu'il en est autrement aujourd'hui où la participation des citoyens et des associations, à la vie de la Maison de la culture, serait moindre. Il est plus facile de mobiliser, c'est vrai, lorsqu'il s'agit d'une création, que pour la gestion courante. Nous accordions aussi beaucoup d'importance au Musée dauphinois parce que nous voulions que le passé soit aussi très présent à Grenoble, dans une ville qui voulait être une ville d'avenir, une ville du futur. Il ne fallait rien oublier des faits qui ont marqué et marquent encore la ville. L'occasion des Jeux olympiques, a aussi permis la réalisation du Symposium de sculpture, à savoir l'intervention d'artistes dans une ville qui était alors en pleine rénovation. Avec tous les équipements olympiques et l'aménagement des quartiers qui se réalisaient, on ne pouvait pas se contenter de laisser les artistes dans les musées. Aujourd'hui, on voit ça partout, mais à cette époque-là, c'était assez neuf.

Je crois qu'il y avait déjà eu un symposium ou quelque chose de ce genre aux Jeux d'Innsbruck. De très nombreuses propositions nous ont été faites, à Grenoble, au moment des Jeux et, entre autres, celle de ce symposium. Quel nom bizarre! Je ne sais pas pourquoi nous l'avons gardé. La conservatrice du musée, Gabrielle Kueny<sup>45</sup>, y a été tout de suite très favorable. Elle aurait été contre, ça aurait été embêtant. « L'art dans la rue » était l'un des slogans de l'époque : « sortir le musée dans la rue! ». Et la rue comptait beaucoup dans nos projets. La rue, c'est tout le monde, ce n'est plus le public ciblé du musée ou de la Maison de la culture. Je n'aime pas ce mot, « public », parce que l'on pense qu'un public est constitué de gens qui se mobilisent pour

---

45. Gabrielle Kueny (1899-1987), tournée vers l'art contemporain et précédemment conservatrice du musée Cantini (Marseille), est conservatrice du musée de peinture et de sculpture de Grenoble de 1955 à 1967.

quelque chose, je lui préfère le mot « population ». Il y en a, comme Geo Boulloud, pour qui la culture était un monde étranger, qui nous ont beaucoup aidés à cerner ceux que nous voulions toucher. Il a reconnu qu'il avait découvert un nouveau monde avec nous. J'ai eu beaucoup de plaisir à le lire<sup>46</sup>. Lui nous a fait découvrir l'importance du sien, que je connaissais tout de même un peu pour en avoir été quand j'étais jeune, à Roubaix.

#### L'art dans la rue

Quand vous êtes chez vous, vous accrochez des choses au mur. Nous ne voyions pas pourquoi nous ne pourrions pas en faire autant dans la ville. Nous avons fait appel à des artistes contemporains parce qu'on ne pouvait pas mettre des œuvres anciennes. Si quelqu'un nous avait donné un Rodin, nous l'aurions pris volontiers! Ce à quoi nous tenions beaucoup, c'est de ne pas choisir les œuvres nous-mêmes. C'était une équipe nationale, dont la conservatrice du Musée de peinture et de sculpture, Mme Kueny devait sûrement faire partie, qui le faisait. Au musée aussi, nous faisons confiance à Gabrielle Kueny, ce dont elle nous a été très reconnaissante. Ce n'était à pas nous, au conseil municipal, de faire ces choix.

La presse nationale s'y est beaucoup intéressée et la presse locale aussi, mais disons, pas de la même façon. Il y a eu beaucoup de discussions dans la ville et aussi des batailles homériques. Le Dauphiné libéré, notamment, n'y était pas très favorable<sup>47</sup>. À un moment donné, la polémique a pris une telle ampleur qu'une partie de l'équipe municipale a commencé à douter: « Faut-il continuer cette politique d'œuvres d'art

---

46. Pierre Frappat, *Geo Boulloud, le métallo de Dubedout*, PUG, 2015.

47. À l'annonce de l'installation d'un stable de Calder, devant la gare, le Dauphiné Libéré titre: « Pas de ça à Grenoble! »

dans la rue? », disait-elle. Nous avons alors profité du passage d'André Malraux à l'occasion de l'inauguration de la Maison de la culture et du Musée dauphinois, pour faire avec lui le tour de quelques œuvres dans la ville, et à la fin, Monsieur le ministre a fait une grande déclaration qui a mis fin à tout conflit et tout débat sur ce sujet.

En juillet et août 1967 en effet, 15 sculpteurs en provenance de 15 pays différents sont invités à Grenoble pour réaliser en présence du public 15 œuvres qui seront installées définitivement en différents endroits de la ville afin d'en faire les points forts du tissu urbain. Cette rencontre, organisée par la municipalité avec l'Université permanente d'architecture et d'urbanisme pour la région Rhône-Alpes à Lyon, soutenue par des entreprises privées (notamment Lafarge, de Wendel, ciment Vicat, Pechiney, diverses entreprises du bâtiment et des travaux publics) et par le département, aboutit à la réalisation de 15 œuvres dans les matériaux les plus divers : pierre, bois, métal, situés, entre autres, dans le parc Mistral, dans le futur village olympique, et à trois entrées routières de la ville. [...] La réflexion entreprise par les responsables municipaux à propos de l'art dans la ville ne devait pas s'arrêter à la confrontation ponctuelle d'œuvres plastiques à l'environnement urbain. Dans un deuxième temps, ils allaient donner pour champ d'activité ou de réflexion aux artistes, l'espace urbain lui-même comme matière à modeler. Pour but : la recherche du bien-être des futurs habitants dans le traitement des volumes et des surfaces.<sup>48</sup>

Notre politique, en tout cas sur le plan artistique et culturel, était basée d'une part, sur le rapport à établir entre le passé et l'avenir, et d'autre part sur l'équilibre à créer entre les quartiers et les équipements plus centraux, desquels

---

48. Jeanne Girard et Didier Béraud, op. cit.

doivent partir les actions culturelles qui innervent la ville. Cela a demandé la création de nombreux postes car au musée, à la Maison de la culture ou dans les bibliothèques, ces postes n'existaient pas. Le contingent de professionnels de la culture a considérablement augmenté avec nous. Ce fut notamment le cas à la Villeneuve de Grenoble, mais nous y reviendrons.

Construire des murs et des bâtiments, lorsque nous en parlions dans l'équipe municipale et discussions des budgets, ça passait encore. Créer des postes, par contre, n'allait pas de soi, car les besoins de fonctionnement des institutions culturelles étaient généralement méconnus. Il y avait des résistances à l'intérieur de l'équipe municipale. Elle était homogène, politiquement parlant, mais plus du tout quand il fallait prendre des décisions.

Je me souviens du brave Père Jacquet qui, boucher de son état, s'occupait avec beaucoup de compétences de la cuisine centrale de Grenoble. On négociait : « D'accord pour l'achat d'une nouvelle machine pour hacher la viande, mais il faut que vous soyez d'accord aussi pour la création de quelques postes de bibliothécaires ». Ça se passait comme ça dans les coulisses, c'était la vie municipale... Il y eut de sacrées batailles à l'intérieur de l'équipe, ce qui est normal à mon avis.

Hubert Dubedout nous a convaincus de l'intérêt des JO en nous disant que c'était une chance pour transformer la ville et pas seulement sur le plan culturel mais aussi pour le réaménagement de l'infrastructure routière, de la gare... Jean Verlhac avait aussi compris très vite que ça ne pouvait être que bénéfique. Il avait du flair, voyait loin et a réussi à nous convaincre. La SFIO<sup>49</sup> était d'accord, me semble-t-il...

---

49. La SFIO, Section française de l'Internationale ouvrière, est un parti politique socialiste qui existe sous ce nom de 1905 à 1969. En 1969, la SFIO devient le Parti socialiste.

Mais c'est le maire qui a compris le mieux tout l'enjeu des Jeux pour transformer la ville. Nous n'étions pas de grands sportifs, même si nous faisons du sport, mais les Jeux olympiques, ce n'était pas vraiment notre affaire. Disons, que nous avons saisi l'occasion.

D'après mes souvenirs, mais je peux me tromper bien sûr, c'était d'abord l'accueil des sportifs qu'il fallait assurer, avec la création du village olympique, du stade de glace nécessaire, des équipements sportifs... Mais prenons l'exemple du Musée dauphinois, les Jeux olympiques pouvaient très bien s'en passer. C'était aussi le cas des bibliothèques ou des maisons de jeunes de quartier. Mais Hubert Dubedout nous avait convaincus qu'il fallait profiter des jeux pour réaliser tout cela.

#### Les musées

On ne peut pas dire que nous avons un programme de politique culturelle très élaboré quand nous avons été élus. Il a fallu attendre un ou deux ans pour en faire état et dire : « *Ce sera comme ça* ». On passait d'une réalité à l'autre et projet à un autre. L'installation du Musée dauphinois est un bon exemple. Pourquoi me suis-je emballé pour ce projet-là ? Pour deux raisons. J'avais visité l'ancien Musée dauphinois, à Sainte-Marie-d'en-Bas, et m'étais dit qu'il ne pouvait pas rester dans cet état mais que nous devions en faire quelque chose. La deuxième était que nous ne pouvions pas non plus laisser l'ancien couvent de Sainte-Marie d'en-Haut se ruiner définitivement. Politiquement, ça voulait dire de se rappeler le passé pour rendre compréhensibles les actions d'aujourd'hui, la Maison de la culture par exemple. Je voulais savoir où j'étais dans cette ville, quelle était son histoire... Nos opposants évoquaient très souvent le passé et nous nous sommes dit qu'il comptait aussi pour nous. Au départ, le Musée dauphinois n'a pas su très bien répondre

à ces objectifs qui étaient de montrer comment nous en étions arrivés là, aujourd'hui, ce qui a été transformé, ce qui s'y passe... Il l'a fait ensuite et le Musée dauphinois est toujours, pour moi, un musée d'avant-garde, devant la Maison de la culture je dirais même.

Je me trompe peut-être, mais je crois que j'en ai fait une affaire personnelle, parce que je ne vois pas d'équipe au départ, autour de ce musée. Je me souviens de l'avoir visité et découvert dans l'état déplorable où il était et il m'a passionné.

« Instinct ou calcul, la nouvelle municipalité sut prendre, dès le début de son premier mandat, la plus importante et la plus significative des mesures quand elle décide de restaurer l'ensemble du site et des bâtiments de Sainte-Marie d'en-Haut et de transférer dans les locaux ainsi restaurés, les collections du Musée dauphinois. On ne dira jamais assez combien ces décisions, outre leur mérite intrinsèque, furent d'une grande valeur symbolique. Elles marquaient la volonté des récents élus sur un programme de gauche, donc de novation, de protéger et de valoriser le patrimoine existant. Il s'agissait en effet de relever des bâtiments dont l'état de délabrement déshonorait la conscience grenobloise, et de soustraire à des conditions de conservation et de présentation déplorables, pour les exposer de façon convenable, des collections qui formaient une part substantielle de cette conscience.<sup>50</sup> »

Je me souviens aussi d'une rencontre que j'avais eue avec Paul-Louis Merlin<sup>51</sup>, qui rêvait d'un campus universitaire sur

---

50. Jeanne Girard et Didier Béraud, *Une aventure culturelle à Grenoble, 1965-1975*, Grenoble, 1979, 221 p.

51. Paul-Louis Merlin (1881-1973), cofondateur du groupe industriel Merlin Gerin, connu pour son charisme et sa capacité de mobilisation. Tandis qu'il projette de faire aménager le campus universitaire de Grenoble sur la colline de la Bastille, Paul-Louis Merlin veut aussi faire restaurer l'ancien couvent de Sainte-Marie d'en-Haut pour en faire un centre international de rencontres universitaires.

la colline de la Bastille. Le pauvre! S'il voyait ce qu'est devenu ce campus aujourd'hui... Mais Dubedout a dû être convaincu puisqu'il a marché. Il faisait très attention aux dépenses. Il a fallu se battre, morceau par morceau, je dirais. L'aile nord, contre la montagne, devait faire l'objet d'une tranche ultérieure, la montée Chalemont aussi. Je me rappelle bien des batailles qu'il a fallu mener pour aménager cette fameuse montée. Nous aurions mieux fait de penser plutôt au téléphérique pour arriver au Musée dauphinois. Mais bon... Erreur de jeunesse! Parce qu'alors, je montais allègrement la montée Chalemont, ce qui n'est plus le cas maintenant!

Dire et montrer ce qu'était la ville de Grenoble hier, retracer son histoire, tout cela tombait sous le sens. C'était la réaction du nouveau Grenoblois que j'étais, qui ne savait pas trop où il était dans cette ville, et qui se disait qu'elle avait eu un passé que nous ne connaissions pas et qu'on ne peut pas vivre sans passé. Il faut savoir d'où on vient pour mieux vivre aujourd'hui et demain, avoir des projets...

Je ne me souviens plus du tout de la réunion du Conseil municipal où nous avons pris la décision de rénover l'ancien couvent pour y installer le Musée dauphinois. Ça s'est fait petit à petit, par grignotage... Au départ, nous avons confié à des chantiers de jeunes le nettoyage du bâtiment.

C'était très délabré. Comment pouvions-nous penser que ça pouvait devenir un musée? Il fallait être jeune pour penser que nous arriverions, car c'était le délabrement total. Peut-être que le sens du passé avait du poids dans nos perspectives d'avenir...

Je crois que personne n'a réellement vu ce projet se réaliser. Il s'est fait comme ça... Non pas en douce mais personne n'avait alors en tête ce que pouvait être un musée. Les soutiens dont je me souviens, sont ceux de l'État, et notamment de la Direction des musées de France. Mais aussi des

soutiens locaux, parce que la notoriété d'Hippolyte Müller<sup>52</sup> et l'importance de ses découvertes et de ses collectes, jouaient encore ici. Et puis il y avait l'état scandaleux dans lequel était le Musée dauphinois de Sainte-Marie-d'En-Bas et que certains avaient raison de dénoncer.

Dans l'équipe municipale, je me souviens de la réaction d'un conseiller municipal, un vieux Grenoblois, qui s'appelait Paul Blanc<sup>53</sup> et soutenait le projet. L'équipe de la SFIO, qui était opposée à la création de la Maison de la culture, ne l'a pas beaucoup attaqué, je crois. Dans mes souvenirs, c'est un projet qui est arrivé sans que personne ne s'en aperçoive vraiment, arraché morceau par morceau. Je négociais avec quelqu'un qui a joué un rôle important dans l'installation du Musée dauphinois, Pierre Quoniam<sup>54</sup> qui était inspecteur des musées et a porté ce projet jusqu'au bout, au niveau du ministère. Pour l'aménagement de la montée Chalemont, je citerai le nom d'un employé municipal qui était au service des travaux et s'appelait M. Chabut. Il est venu me trouver, un jour, en disant : « M. Gilman, vous savez, on a plein de pierres dans nos réserves. Vous savez des grandes pierres grises. On peut faire un escalier<sup>55</sup> ». J'ai dit : « Le maire n'en veut pas. Laissez ça. »- Mais les services techniques ont fini par convaincre le maire en lui disant que ça ne coûterait rien ou peu.

---

52. Hippolyte Müller (1865-1933) fonde le Musée dauphinois en 1906 dans les locaux du petit monastère de Sainte-Marie d'en-Bas, rue Très Cloître.

53. Il s'agit très probablement de Paul Blanc qui habite alors dans l'ancien couvent.

54. Pierre Quoniam (1920-1988) est alors chef de l'inspection générale des musées classés et contrôlés à direction des musées de France. Il devient directeur du musée du Louvre en 1972.

55. Il s'agirait des bordures en granit des trottoirs du cours Berriat, retirées lors d'un réaménagement et réemployées pour la construction des escaliers de la Montée Chalemont.

«Ce qui doit compter pour nous, ce sont les hommes d'aujourd'hui, car pourquoi n'utiliserait-on pas le passé pour éclairer les problèmes d'actualité? Dans une ville comme Grenoble, ville jeune dont la population est pour une bonne part d'implantation récente, il est important de faire connaître un certain enracinement dans l'histoire. Nous avons restauré dernièrement un couvent pour y installer le Musée dauphinois. Il ne s'agit pas que d'un musée d'art et de traditions populaires mais d'un lieu où nous essaierons de situer dans leur contexte historique, les problèmes actuels de la région.<sup>56</sup>»

Oui, les JO ont été une belle opportunité pour Grenoble. Nous avons pu emprunter à des taux de remboursement très légers. Le Musée dauphinois a fini d'être payé, je crois, au bout de quinze ans seulement. Les JO nous ont permis des réalisations qui n'avaient rien à voir avec le sport lui-même mais qui relevaient de l'aménagement de la ville. Hubert Dubedout a su en tirer parti. Ce fut aussi le cas pour l'aménagement du réseau routier, la Maison de la culture... Non seulement nous, mais les ministères tenaient à ce que tout cela soit réalisé pour les Jeux olympiques. À travers une ville, pour eux, c'était le pays que nous mettions en valeur. On a gagné beaucoup de temps! Créer une Maison de la culture, aujourd'hui, avec tout ce que cela comporte, demanderait d'ajouter un chiffre au temps que nous y avons consacré. Tout cela fut réalisé très vite et là, Dubedout et le préfet Doublet ont été très forts. Les JO nous ont permis de remettre une ville en état.

Il y eut un moment qui nous a fait rire avec Jacquet, mon ami boucher. Nous étions tous alignés dans le patio de l'hôtel

---

56. Bernard Gilman, lors d'un colloque sur le développement culturel, organisé dans le cadre du Festival d'Avignon, en juillet 1970. On ne saurait trop insister sur l'importance novatrice de cette vision nouvelle du musée, annonciatrice de la « nouvelle muséologie » et plus de vingt ans avant, du « musée de société ».

de ville et le Général de Gaulle est venu nous serrer la main et nous dire un petit mot comme s'il connaissait chacun de nous. Extraordinaire ! Il donnait l'impression de nous avoir déjà vus. Après, avoir serré la main du Général, ou avant, je ne m'en souviens plus, nous avons reçu un petit rouleau. C'était un diplôme que le ministère de la Jeunesse et des sports remettait aux élus. Mon ami Jacquet m'a dit : « Tu as vu Gilman, je suis sportif ! J'ai mon diplôme de jeunesse et sports. ». Et nous avons bien rigolé car nous n'avions rien fait pour les Jeux, mais vraiment rien. Nous étions tellement occupés par l'ouverture de la Maison de la Culture et l'accueil de toutes les personnalités de la culture. Je me souviens notamment d'avoir accueilli Marcel Landowski<sup>57</sup>, qui était responsable de la musique au ministère. Une belle rencontre, Malraux avait su choisir ses gens.

#### La Maison de la culture

Nous avons aussi mis en route la création d'un réseau de bibliothèques. Les subventions étaient obtenues beaucoup plus facilement et le ministère de la Culture n'était pas débordé de demandes à ce moment-là. Il appréciait aussi d'avoir affaire à une ville dynamique. Et puis, il y avait au ministère, dans les cabinets et les services de la Culture, des gens intelligents, il faut en parler. Malraux, bien sûr, qui a joué le jeu. Mais il y avait aussi des gens très bien. Son directeur de cabinet s'appelait à l'époque Pierre Moinot<sup>58</sup>. C'était un haut fonctionnaire mais sa passion c'était l'écriture et les livres. Je viens de relire un livre de lui, un type formidable. Même chose au niveau des musées : nous n'avions pas affaire à des énarques.

---

57. Marcel Landowski (1915-1999), compositeur français, il est nommé directeur de la musique par André Malraux en 1966.

58. Pierre Moinot (1920-2007), haut fonctionnaire, romancier et académicien, fut directeur de cabinet d'André Malraux de 1962 à 1965.

J'ai vu André Malraux plusieurs fois, pour la Maison de la Culture, pour lui présenter l'architecte<sup>59</sup>, puis quand il est venu à Grenoble inaugurer la Maison de la culture et le Musée dauphinois<sup>60</sup>. Mais je n'étais qu'un adjoint sans importance. Malraux était très bien entouré, tout le monde se pressait autour de lui, et lui donnait son aval, faisait confiance... Pour la Maison de la culture, je le répète, c'était avec son directeur de cabinet que nous avons travaillé le plus.

C'était une vraie maison de culture. Aujourd'hui c'est un théâtre et un lieu de concert, sans plus. Elle n'est plus un lieu de rencontre des arts comme elle l'était à ce moment-là. Alors pourquoi? Les choses devaient se faire en deux temps: un premier pendant lequel la Maison de la Culture montrait ce qu'est la culture, et un second au cours duquel cette culture devait être retrouvée dans la ville. Les expositions maintenant, il y en a un peu de partout mais surtout au musée. Il y avait d'autre part une importante bibliothèque à la Maison de la culture où tous les secteurs de la culture étaient représentés.

La Maison de la culture devait préfigurer Grenoble. C'est-à-dire que ce qui s'y passait, devait profiter, sous des formes diverses, à la ville entière. Ça a eu pour conséquence de vider la Maison de la culture, ce que nous n'avions pas prévu. Mais le directeur, Didier Béraud partageait complètement ce point de vue, et est allé dans ce sens car la Maison de la culture avait alors de multiples activités extérieures. Il faut lire le livre de Didier Béraud, qui est un des meilleurs ouvrages sur les premières années de notre politique culturelle à Grenoble<sup>61</sup>. Ce que nous n'avions

---

59. Il s'agit d'André Wogenscky (1916-2004), disciple de Le Corbusier.

60. Le 13 février 1968.

61. Didier Béraud, *Descente en rappel – Dans le lointain d'une Maison de la Culture*. Ed. du Linteau, 2008, 228 p.

pas su prévoir, c'est que ça n'allait pas très bien se passer à l'intérieur de la Maison. Je vais peut-être dire des choses que je ne devrais pas dire mais pour mener de front toutes les activités de la Maison, il fallait des gens compétents, des animateurs, que nous avons recrutés. À un moment donné, et pour de nombreuses raisons, culturelles surtout, des oppositions se sont manifestées. Les uns n'étaient pas d'accord avec les autres, sur la place à donner à la musique, par exemple, ou sur les rapports que la bibliothèque devait entretenir avec les écrivains... Les conséquences, c'est-à-dire des coûts de fonctionnement devenus vite trop élevés et des rapports internes conflictuels, ont fini par mettre la Maison en danger. C'est alors que nous avons été alertés et notamment par le responsable des finances, Hermann Kuhn, un grand bonhomme sans qui la Maison de la culture n'aurait pas survécu. Il fallait faire des économies et nous les avons faites en réduisant le nombre d'animateurs. C'était peut-être une solution de facilité mais c'est celle que j'ai proposée. Et c'est alors que le poste était vacant, qu'Hubert Dubedout m'a demandé de prendre la direction de la Maison de la culture. J'ai dû faire acte de candidature malgré moi et ma famille, sur pression d'Hubert Dubedout et de René Rizzardo. Ils n'avaient pas d'autre solution me disaient-ils et pensaient qu'avec Gilman, qui avait encore une certaine notoriété, ce serait moins difficile qu'avec un autre qui, automatiquement, aurait pris la porte. J'ai passé là les deux plus mauvaises années de ma vie. Je n'étais pas fait pour cela et n'avais aucune compétence pour diriger la Maison de la culture, mais je l'ai fait.

#### L'ouverture au monde

Au Musée dauphinois, c'était surtout la culture d'ici, dauphinoise, qui comptait au début. Je reconnais que l'ouverture au monde n'a pas été suffisamment prise en

compte, alors. L'ouverture à l'Afrique est venue plus tard. L'idée française était encore forte chez nous. Mais une des démarches dont je suis fier et content, au fond de moi, c'est d'avoir créé l'Association des travailleurs immigrés qui est maintenant l'ODTI<sup>62</sup>. Je me rappelle en avoir parlé entre autres avec le directeur de la maison des jeunes du quartier, la MJC des Allobroges. On a lancé cette association et des gens comme Géo Boulloud et d'autres y ont été sensibles et l'ont rejointe. Mais ce n'est venu qu'après car nous n'avions pas pris tout de suite conscience de l'importance de l'ouverture au monde.

J'aurais dû le faire pourtant, compte tenu de la famille d'où je venais. Mes parents vivaient dans le présent et n'avaient pas hésité à partir vivre et travailler dans les pays lointains. Durant toute sa vie mon père disait : « Là-bas » et nous savions ce que ça voulait dire. Mais il n'a jamais mis les pieds à la Maison de la culture. Il savait ce que ça représentait pour moi et acceptait de venir voir une opérette au théâtre municipal ce dont le directeur, Monsieur Gerbal était très content et très fier, mais ne manifestait pas d'intérêt pour la culture contemporaine. Qu'est ce qui m'y a mené ? Des amis sans doute, Peuple et culture... Peut-être une dame, Mme Kueny, la conservatrice, qui m'a si bien accueilli au Musée de peinture et de sculpture, alors qu'elle se méfiait de moi. Plus tard, elle m'a raconté gentiment qu'elle s'était demandé où aller quand elle a vu arriver notre équipe. Mais on a su tout de suite comment il fallait faire.

---

62. Créée en 1970 par des militants associatifs et syndicaux épaulés par l'équipe municipale d'Hubert Dubedout, l'Office dauphinois des travailleurs immigrés comme on l'appelle alors a pour objectif de soutenir les travailleurs issus de l'immigration dans un contexte marqué par une forte exploitation dans le monde économique et par des conditions de logement insalubre dans le centre ancien de Grenoble. En 2004, l'ODTI devient l'Observatoire des discriminations et des territoires interculturels. (Source : site de l'ODTI)

La seule chose positive, c'est l'attention que nous avons portée aux émigrés et à la réalisation de l'ODTI, aujourd'hui l'Observatoire sur les discriminations et les territoires inter-culturels. Ce fut aussi de travailler avec les Algériens et les équipes culturelles algériennes, avec lesquelles j'avais de bons contacts. Ça a été, me semble-t-il, la seule petite ouverture au monde dont nous avons été capables.

Ce qui est certain, c'est qu'en 1965 nous étions sensibles à ce que j'appellerai la démocratisation de la culture... « La culture pour le plus grand nombre », disions-nous. C'était une visée incomplète, fautive en ce qui concerne cette conception d'un public unique. Nous sommes en fait passés de la notion d'un public indifférencié, rassemblé autour des œuvres, à celle d'une ville aux composantes multiples en transformation permanente. Mais dans les faits, je m'aperçois que ce sont toujours les mêmes groupes qui sont les demandeurs et les bénéficiaires de toutes les propositions, productions ou investissements culturels... Pour ma part, je ne pense pas qu'il y ait lieu de se désespérer en constatant cette soif culturelle d'une certaine classe moyenne. Pourquoi n'en vaudrait-elle pas la peine ? N'en sommes-nous pas ? Elle a un rôle à jouer et des plus importants dans notre société. Ce que je constate aujourd'hui, c'est qu'il existe une attente, un type d'expression populaire auxquels nous n'avons pas été assez attentifs.<sup>63</sup>

Oui, j'ai eu la chance, dans nos choix, d'accepter Didier Béraud<sup>64</sup>. Il était candidat et nous l'avons accepté. Nous choissions quelqu'un, nous le désignons, c'était ainsi. Il

---

63. Bernard Gilman, entretien recueilli par Bernard Chardère.

64. Didier Béraud est recruté en 1967 par la Ville de Grenoble pour diriger la Maison de la culture, inaugurée en 1968. Homme de théâtre, il avait dirigé auparavant la Comédie de l'Est. Cf. Didier Béraud, *Descente en rappel – Dans le lointain d'une Maison de la Culture*. Ed. du Linteau, 2008, 228 p.

n'y avait pas des quantités de candidatures. Dans le cas de Cécil Guitart, par exemple, on cherchait un responsable de bibliothèque. Il y avait M. Vaillant qui avait ouvert une petite bibliothèque et était un homme d'études très compétent dans son domaine. Mais pour diriger les bibliothèques de Grenoble et bénéficier des financements du ministère (Direction des bibliothèques), il fallait quelqu'un qui appartienne au corps des conservateurs de bibliothèques. On m'a signalé qu'il n'y avait qu'un bibliothécaire d'État, qui travaillait dans un quartier de la banlieue de Paris. Alors je suis allé le voir et nous nous sommes vite mis d'accord<sup>65</sup>. Nous avons eu beaucoup de chance dans le choix des gens qui sont venus travailler avec nous. Maurice Besset<sup>66</sup>, pour diriger le musée des beaux-arts, ce fut une autre histoire. Nous avions l'intention de transformer le musée. Lui était conservateur d'État à Paris, au musée d'Art moderne, mais était d'accord pour venir à Grenoble. Mais un jour, le maire a dit que la Ville ne pouvait plus assumer son salaire. Il est donc parti après avoir passé quatre à cinq ans au Musée de Grenoble. C'était à la fin du deuxième mandat. Mais on a eu beaucoup de chance, oui.

Les murs ne sont que les murs. Ce que nous leur demandons, c'est de se faire oublier pour laisser libre cours à l'initiative, à l'action, à l'imagination des animateurs<sup>67</sup>.

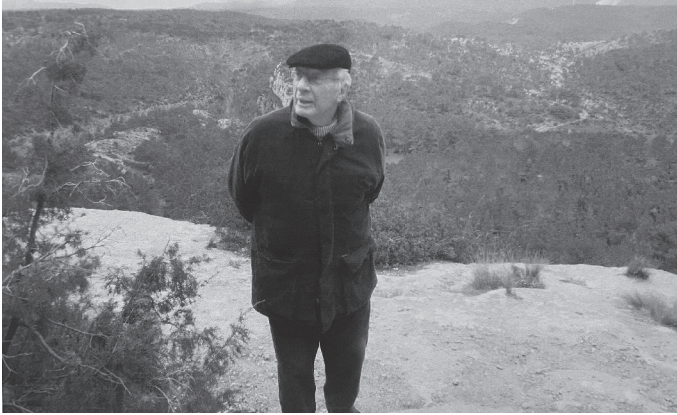
---

65. Cécil Guitart (1944-2010) est rapidement devenu l'un des plus proches amis de Bernard Gilman. À la suite de son décès, en 2010, un ouvrage collectif aborde les multiples facettes de ce personnage très attachant : *Les combats de Cécil Guitart – Une vie pour la culture, 1944-2010*. Ed. Musée dauphinois, 2011, 157 p.

66. Maurice Besset (1921-2008), historien de l'art, il a été conservateur du musée national d'art moderne de 1960 à 1965 puis conservateur du musée de Grenoble. Il a également été professeur à l'université de Genève (1971 à 1991). Il lègue sa bibliothèque de 3 200 ouvrages à la Bibliothèque de Lyon. (Source : Wikipédia)

67. Bernard Gilman, entretien recueilli par Bernard Chardère.

## Bernard Gilman



Bernard Gilman lors d'une balade avec Cécil Guitart. Tous droits réservés.

### Savoir inventer

1965-1971 et 1971-1977 : deux mandats, parce que nous nous étions tous engagés, si nous étions élus, à ne pas en faire plus. Alors d'aucuns en ont fait qu'un, d'autres en ont fait plus de deux. Moi je trouvais que deux, c'était suffisant et que j'y avais donné ce que je pouvais. J'étais quelque peu usé au bout du deuxième mandat, donc je ne me suis pas représenté pour un troisième. Ça ne m'a demandé vraiment aucun courage de prendre cette décision, j'ai trouvé que c'était bien comme ça. Ça demande beaucoup de temps, ma famille et mes enfants en ont souffert, j'en suis tout à fait certain. Et puis, les idées s'usent, la patience et le dynamisme aussi. Il faut savoir laisser la place et j'étais très content de la laisser à René Rizzardo, qui avait déjà pris le relais, d'ailleurs, lors du premier mandat. En tout cas, personnellement, je suis pour le non-cumul des mandats et la limitation de leur durée. On a aussi la tentation de faire un peu siennes les réalisations qu'on a permises. On les croit importantes alors qu'elles ne le sont peut-être plus et on perd aussi de

sa capacité de renouvellement et d'invention. Or je crois que l'une des missions de l' élu, c'est de savoir inventer au fil des ans. Les besoins changent, les attentes changent... et il faut même savoir accepter qu'une de ses propres créations meure. On n'est pas propriétaire de ce qu'on a pu aider à créer. Et puis, à la Ville, je sentais que ça commençait à se fonctionnariser un peu.

Sous les dossiers, sous les chiffres, je cachais souvent un recueil de poèmes. Ces réunions et ces batailles n'avaient de sens que par ce livre caché. Finalement, je n'aurai pas été un élu sérieux. Mais d'ailleurs n'est-ce pas ce qui manque un peu à Grenoble : un certain sens de l'humour ? On y travaille sérieusement, on fait sérieusement de la politique, on se cultive sérieusement, on skie sérieusement... Je suis d'une région, le Nord, plus ingrate et plus difficile à vivre, mais où, justement, me semble-t-il, les gens savent – peut-être pour se défendre – rire de la vie et d'eux-mêmes. Et rire ensemble, ça a plus de saveur.<sup>68</sup>

Mais la continuité fut assurée, parce qu'un certain nombre des membres importants de l'équipe municipale était toujours présent, ne serait-ce que Dubedout, Verlhac, Rizzardo...

Je me rappelle avoir vu René Rizzardo pour la première fois dans nos vieux locaux du PSU. Il y disait des choses très intéressantes. Je l'ai testé, en lui confiant un certain nombre de tâches. Il a quitté son poste d'électricien à l'université, pour nous rejoindre. J'ai tout de suite vu qu'il avait de l'envergure et qu'il pourrait me succéder. Josette, sa femme, m'en a peut-être voulu mais mon choix était le bon et s'est avéré l'être. Il n'avait pas de diplôme particulier mais nous avions la chance, à cette époque, de choisir les gens que nous trouvions

---

68. Bernard Gilman, entretien recueilli par Bernard Chardère.

compétents pour les postes à pourvoir. Aujourd'hui, c'est beaucoup plus compliqué.

Il y a eu certainement des changements après mon départ mais la continuité était assurée. Après, quand l'équipe d'Hubert Dubedout a été battue et remplacée par celle d'Alain Carignon, j'en suis moins sûr. Mais, sur les dispositifs de la vie culturelle que nous avons mis en place et qui se sont trouvés en danger, des oppositions se sont manifestées dans la ville...

Ah oui! Nous nous étions tous engagés à ne faire que deux mandats, Dubedout le premier, il faut reconnaître... Et tous les autres aussi!

#### Des affrontements violents

L'action culturelle coûte de l'argent, certes, de même que la recherche scientifique ou l'éducation. Au sein du Conseil municipal, j'ai dû souvent crisper mes camarades par mon obstination : non point que je tienne le secteur culturel comme le plus important, mais comme aussi important. Il est également le plus vulnérable. Les affrontements furent violents, surtout pendant notre premier mandat (1965-1971) où certains membres de la SFIO d'alors – leur socialisme m'a toujours laissé perplexe – avaient pris les commissions culturelles pour champ de bataille. L'habitude, à l'époque, était d'opposer le sport à la culture. Comme je préfère, personnellement, une randonnée en montagne à n'importe quel spectacle dit culturel, je suis à l'aise pour dire que je ne comprends pas du tout cette prétendue opposition. Quoi qu'il en soit, une partie de l'équipe admettait et soutenait, une autre faisait confiance et m'octroyait carte blanche. Ainsi le maire, que certaines initiatives laissaient pourtant perplexe, pour ne pas dire plus. Je les comprends parfois, ces hésitations, ces

réticences. Il m'est arrivé de défendre une subvention avec énergie alors qu'une partie de moi-même n'était qu'à moitié convaincue. Comment défendre sans arrière-pensée, par exemple, l'achat d'une œuvre d'art alors que son montant aurait assuré le salaire d'un permanent ? Comment ne pas être troublé quand on installe une œuvre d'art dans un quartier – les « totems » de Rougemont à la Villeneuve – en pleine chaleur de juillet, au milieu d'adolescents qui y traînent leur ennui ? Oppositions simplistes, certes : j'ai des réponses toutes prêtes. Sont-elles vraiment bien convaincantes ? [...]

Quand je relis les déclarations que nous faisons à l'époque, il faut reconnaître que nous étions riches de notre fougue et de notre détermination. Nous étions novices, inexpérimentés sur bien des plans. En réalité, ce qui compte, c'est la vie à Grenoble. La vie a-t-elle changé ? Je n'ai pas vraiment de recul pour en juger, pas assez de moyens d'investigation non plus. En fait, je ne crois pas les bouleversements bien profonds ; et même je ne crois pas que la politique culturelle municipale y ait joué un rôle primordial. Il serait bien prétentieux de croire qu'en dix ans une ville peut se transformer profondément. Interrogeons-nous sur les limites de l'intervention municipale. D'abord le champ d'intervention de la ville reste bien étroit. Nous ne pouvons prétendre être toute la vie culturelle d'une ville. Elle existe aussi et je dirais surtout, en dehors des initiatives municipales ou paramunicipales. [...] La vie culturelle, elle est aussi dans ce que les Grenoblois inventent au fil des jours, elle est dans les rencontres, elle est dans les cafés, elle est au fond de chacun de nous. Nous sommes encore libres de nos rêves. Et j'espère ardemment que toute vie culturelle ne passera pas nécessairement par l'Hôtel de Ville. M'inquiète

aujourd'hui le fait que trop d'initiatives y aboutissent ou viennent y transiter<sup>69</sup>.

En 1977, je suis allé enseigner à l'Institut d'études politiques de Grenoble que dirigeait alors Claude Domenach<sup>70</sup>. J'y dirigeais un séminaire sur les politiques culturelles, pas nécessairement celles de Grenoble bien sûr, celles des villes, de l'État. Un certain nombre de mes étudiants ont ensuite fait carrière dans le milieu culturel. Ce fut un moment passionnant. J'avais mené et partagé ce séminaire avec Catherine Tasca qui dirigeait alors la Maison de la culture. C'est Guy Saez, ensuite, qui l'a repris.

Les questions de politique culturelle occupaient alors une grande place à la Ville de Grenoble. C'était aussi le cas à l'université qui s'était beaucoup investie dans la Maison de la culture, entre autres, en la personne de Claude Domenach mais aussi de Dominique Wallon<sup>71</sup>, qui enseignait aussi à l'Institut d'études politiques et a été président de la Maison de la culture, de Georges Couffignal<sup>72</sup> qui était aussi à l'Institut d'études politiques et fut aussi, un temps, président de la Maison de la culture, avant de partir en Amérique latine. Il faudrait y ajouter aussi les membres de l'équipe

---

69. Bernard Gilman interviewé par Bernard Chardère.

70. Claude Domenach (1938-1991) dirigea l'Institut d'études politiques de Grenoble de 1971 à 1988. Il présida la Maison de la culture de Grenoble en 1981.

71. Dominique Wallon a été président de l'Amicale des élèves de l'IEP de Paris (1959), vice-président « Algérie » de l'UNEF (Union nationale des étudiants de France) en 1960 et président de l'UNEF en 1961-1962. Ancien élève de l'École nationale d'administration, il a essentiellement travaillé au ministère de la Culture où il a été, entre 1981 et 2000, directeur du Développement culturel, du Centre national du cinéma et enfin de la musique, de la danse, du théâtre et du spectacle vivant. Entre 1986 et 1989, il a été chargé de la politique culturelle auprès du maire de Marseille. En 2003, il fonde le festival des cinémas d'Afrique du pays d'Apt.

72. Georges Couffignal (1928-2013) a été professeur de science politique à l'université Sorbonne nouvelle Paris 3, Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL) et directeur de ce même institut

de chercheurs, Guy Saez<sup>73</sup>, Mireille Pongy<sup>74</sup> qui, elle, a été permanente à la Maison de la culture.

La direction de la Maison de la Culture, je l'ai dit, n'a pas été une bonne période pour moi. Pour tout dire, je n'étais pas fait pour ça mais je l'ai fait et ai passé deux à trois ans à remettre en ordre les finances de la Maison de la culture, avec l'aide de la ville et, surtout, d'Hermann Kuhn. C'était le directeur administratif de la Maison de la culture et un type formidable, modeste, qui avait été trésorier de l'ACTA<sup>75</sup>. Il travaillait me semble-t-il à Neyrpic avant de venir à la Maison de la culture avec toute une équipe, dont aussi Paule Julliard qui était militante syndicale. Ils furent des collaborateurs extraordinaires, mais ne sont plus de ce monde... Et puis, nous avons dû licencier de sept à dix personnes, c'était loin d'être de gaieté de cœur... Un des plus mauvais moments de ma vie! Une autre difficulté, dans cette Maison, venait de la cohabitation du Centre dramatique, alors dirigé par Gabriel Monnet<sup>76</sup>, et de Georges Lavaudant<sup>77</sup>. J'ai proposé

---

73. Guy Saez, auteur dans le présent ouvrage, est directeur de recherche au CNRS à l'UMR Pacte (Institut d'études politiques de Grenoble).

74. Mireille Pongy, chercheuse CNRS à l'Institut d'études politiques de Grenoble (politiques culturelles).

75. L'association ACTA (Action culturelle par le théâtre et les arts) œuvre à Grenoble de 1958 à 1975 pour l'accès de tous aux manifestations culturelles, théâtrales et autres.

76. Gabriel Monnet (1921-2010), comédien et metteur en scène. À partir de 1975, il dirige le centre dramatique national des Alpes. Sa rencontre avec Georges Lavaudant dont il admire le travail, le conduira à associer celui-ci et l'équipe du Théâtre partisan à la gestion du centre. On le voit dans *Lorenzaccio*, *Palazzo Mentale*, *Maître Puntilla et son valet Matti*, *Les Cannibales*, mises en scène de Georges Lavaudant, et *Hamlet*, mise en scène de Daniel Mesguich. Il réalise en 1980 *La cerisaie* de Tchekhov. « Ma dernière mise en scène officielle » dit-il. Il abandonne volontairement la codirection du centre, le 31 décembre 1981. (Source : ministère de la Culture et de la communication)

77. Georges Lavaudant est un auteur dramatique, acteur et metteur en scène de théâtre français né à Grenoble le 18 février 1947. Au milieu des années

que Georges Lavaudant prenne la direction de la Maison de la culture et du Centre dramatique, ce qui s'est fait. J'ai cru que c'était la seule solution à ce moment-là. Je continue à le croire mais ne dis pas que c'était la bonne puisque le Centre et la Maison ont été de nouveau séparés. Au bout de ces deux à trois ans, Georges Lavaudant ayant repris la direction de la Maison de la culture, je m'en suis allé et me suis retrouvé là, dans la maison où je vis, à La-Salle-En-Beaumont.

### Conseiller technique

C'est ici qu'un beau jour, le directeur de cabinet de Jack Lang<sup>78</sup> m'a demandé si ça m'intéressait de participer aux travaux de l'équipe du ministre. J'ai hésité beaucoup parce que d'une part, Paris n'est pas ma tasse de thé et d'autre part, parce que je devais abandonner ma famille que je ne retrouvais que les week-ends et encore... Mais l'aventure était belle et pleine de perspectives! Et puis, j'ai accepté et ne l'ai pas trop regretté quand même. J'ai appris beaucoup de choses.

J'avais le titre de conseiller technique. On m'avait fait venir dans cette équipe parce que j'étais un peu le représentant de ce que pouvait faire une ville au point de vue culturel. Mes premières missions, je m'en souviens, consistaient à répondre aux régions et à y mettre au point des conventions culturelles. Cela m'a conduit à faire le tour de France avec Jean-Jack Queyranne<sup>79</sup>. On a fait ça à deux et on a bâti des conventions avec chaque préfecture de région. C'était très

---

1960, il participe à la création de la troupe de théâtre du lycée Emmanuel-Mounier à Grenoble. En 1968, il rejoint la troupe du Théâtre partisan, puis codirige le Centre dramatique national des Alpes à partir de 1976, et la Maison de la culture de Grenoble en 1981. (Source: Wikipédia)

78. Jacques Sallois

79. Jean-Jack Queyranne, député socialiste, il a présidé la région Rhône-Alpes de 2004 à 2015.

intéressant et très instructif pour moi de voir comment ça se passait. Là aussi l'expérience de Grenoble m'a beaucoup servi. C'était les balbutiements des politiques culturelles régionales. Et ensuite, des régions, on est passé aux départements puis aux villes. J'ai travaillé avec plusieurs villes dont celle de Montpellier et de son maire, Georges Frêche. Là aussi, ce type de travail, ces contacts ça m'a beaucoup intéressé.

On avait entendu parler de Grenoble, cela mettait nos partenaires en confiance et facilitait les discussions. Je ne venais pas d'un cabinet sans avoir mis les pieds « en province » comme on disait alors. Je venais de « la province ». C'était ainsi que l'on me considérait, me semble-t-il...

Ensuite, le directeur de cabinet m'a demandé de m'occuper de tout ce qui concernait les musées et centres d'art. Ça m'a beaucoup passionné aussi, beaucoup... Une fois encore, je n'avais pas du tout les compétences qu'il fallait dans le domaine artistique, mais enfin je savais ce que devait être, ou ce que je souhaitais que soient en tout cas, les musées, le rôle des musées... Dans les musées de ce moment-là, à l'exception de quelques musées français comme ceux de Marseille, Grenoble ou Saint-Etienne, l'art contemporain n'était absolument pas présent. C'est un des aspects que nous avons voulu développer, avec l'aide de responsables de musées qui y croyaient. Nous avons organisé des réunions dans des villes de province sur ce sujet-là. Et c'était attendu ! La preuve c'est que maintenant c'est très présent ! Je ne dis pas que c'est notre action qui l'a permis, mais enfin... La règle, à ce moment-là, était qu'il fallait attendre que les artistes meurent, et au bout d'une trentaine d'années voir si leurs œuvres tenaient le coup, et si elles pouvaient entrer au musée et être exposées. Maintenant on ne parle plus de cette mesure. Les fonds régionaux d'art contemporain ont été créés à l'initiative de ce ministère par celui qui

m'avait précédé à ce poste et qui était Claude Mollard<sup>80</sup>. Les fonds régionaux d'art contemporain étaient mal vus au départ. Pour tout dire, ils avaient été créés tandis que l'on disait que les musées étaient incapables de s'intéresser à l'art contemporain. J'étais d'un avis contraire et soutenais que l'art contemporain avait aussi sa place dans les musées.

### L'Outre-mer et l'Afrique

Ces pauvres territoires [d'outre-mer] étaient quelque peu abandonnés sur le plan culturel. Par exemple, aucun d'eux n'avait de direction régionale des affaires culturelles à ce moment-là. Il a fallu créer tous ces postes; je m'y suis appliqué. Même situation dans les régions. Je me suis occupé aussi de la création des directions régionales en France.

Mais des territoires d'outre-mer, personne ne s'en souciait. J'ai donc proposé de les prendre en charge, ce qui m'a permis d'en faire le tour et de créer des DRAC en Martinique, en Guadeloupe, à la Réunion...

Je suis même allé à Mayotte, aux Comores! J'y ai été accueilli par un fonctionnaire qui m'a dit: «C'est dimanche, on ne travaille pas!». Il voulait me prêter son bateau pour visiter le lagon mais je lui ai dit que je préférais aller dans la montagne. Et j'ai visité des villages, accompagné par un spécialiste des végétaux et de la gestion de l'eau. Les jeunes, là-bas, doivent quitter très tôt leur famille, mais gardent une petite cabane où ils peuvent inviter qui ils veulent et c'était à celui qui ferait la plus belle cabane. J'ai donc eu l'occasion de visiter quantité de cabanes. Il y avait des choses formidables! Il n'y avait pas de DRAC mais un

---

80. Claude Mollard, ancien membre du PSU, collaborateur de Pierre Mendès France puis de Michel Rocard, il devient haut fonctionnaire dans le secteur public de la culture et de la communication et rejoint le cabinet de Jack Lang en 1981.

élu culturel à qui j'ai dit : « Vous savez, on ne va pas faire mille choses car on n'en a pas les moyens et vous non plus. On va donc tout miser sur le livre, la bibliothèque ». Il est venu me voir à Paris pour sa bibliothèque et j'ai envoyé un architecte la construire, là-bas. Plus tard, je rencontre une dame qui me dit être bibliothécaire à Mayotte et à qui je demande de me raconter ce qui s'y passe : « C'est formidable ! Il y a non seulement la bibliothèque que vous avez faites construire, mais plusieurs autres maintenant ». Je n'étais plus au ministère quand j'ai appris cela mais en ai été très heureux. Il y avait cet élu, là-bas, qui y tenait et est arrivé à ses fins.

En Martinique, j'ai été reçu par l'élue à la culture, une petite dame qui me dit : « on voudrait ceci ». On commence à discuter y compris de ce qu'elle ne demandait pas mais qu'il fallait aussi. Nous nous sommes très bien entendus et sommes devenus amis. Elle s'appelait Madeleine de Grandmaison<sup>81</sup> et a fait plusieurs séjours chez moi, à La Salle. Nous correspondons toujours.

Pourquoi cet intérêt pour les territoires d'outre-mer ? D'abord pour une raison personnelle : j'étais né là-bas au Vanuatu, en Nouvelle-Calédonie. Une bonne raison, comme je l'ai dit, de proposer d'y intervenir lorsque le cabinet du ministre a été sollicité. J'ai donc hérité de ce dossier et ce qu'il m'a fait vivre a été très important pour moi. La Nouvelle-Calédonie, à ce moment-là, connaissait de très graves problèmes. J'y ai rencontré des gens extraordinaires dont Jean-Marie Tjibaou, entre autres. Tout le monde en a entendu parler et connaît le rôle qu'il a joué pour que la

---

81. Madeleine Jouye de Grandmaison (née Nol) est une femme politique française née en 1938, proche d'Aimé Césaire. Conseillère régionale de 1983 à 2010, elle a présidé le Comité martiniquais du tourisme de sa création en 2003 à 2010. Elle est députée européenne de 2007 à 2009. (Source : Wikipédia).

Bernard Gilman

Nouvelle-Calédonie devienne ce qu'elle est. J'ai eu la chance de nouer des liens d'amitié avec Jean-Marie Tjibaou et sa famille. Il m'a beaucoup appris. Ce fut aussi l'occasion de retourner dans mon pays natal et de créer des liens avec les habitants du Vanuatu. Des collaborations se sont organisées, un musée a été créé au Vanuatu. D'autres opérations ont été montées à la Réunion, en Guyane... Cette ouverture et les liens qui se sont créés avec les DOM-TOM, furent très importants. En plus de la mission que j'effectuais au ministère de la Culture, j'avais été chargé par le Premier ministre, qui était Michel Rocard à ce moment-là, des politiques culturelles des territoires d'outre-mer. J'ai bien voyagé et ai beaucoup appris.



« Je suis né là-bas ! ». Photo prise sur une plage de la République du Vanuatu.

Bernard Gilman par lui-même



Centre culturel Tjibaou, Nouméa (Nouvelle-Calédonie). Édifié entre 1995 et 1998 dans le cadre des Grandes opérations d'architecture et d'urbanisme du président François Mitterrand, il est l'une des réalisations auxquelles Bernard Gilman demeura très attaché.

Dans le cadre des accords de Matignon, Jean-Marie Tjibaou avait demandé la création d'un centre de culture kanak. Il y tenait beaucoup. Pour lui, ce centre allait donner à la culture kanak les moyens de s'exprimer et d'accueillir les

autres cultures, celles du Pacifique entre autres. Ce centre a d'ailleurs noué de nombreux liens avec tous les pays du Pacifique dont les cultures sont voisines mais aussi avec la France et bien d'autres pays. Ce projet a tout de même fait l'objet, ainsi que Louis Le Pensec qui était ministre des Territoires d'outre-mer<sup>82</sup> me l'a raconté, d'âpres négociations. Jacques Lafleur<sup>83</sup> ne voulait pas en entendre parler et les accords de Matignon étaient alors en danger. Il a fallu que Jean-Marie Tjibaou plaide longuement sa cause pour finalement l'emporter. Ce fut une chance, aussi, que Renzo Piano l'architecte de Beaubourg, fut retenu pour concevoir ce centre. Tout cela m'a valu de connaître et de voyager avec Piano et puis de suivre la construction de ce centre qui est une très belle réalisation<sup>84</sup>... !

À un moment, j'ai été mis à la disposition du ministère des Affaires étrangères par le ministère de la Culture, à propos d'un certain nombre de projets en rapport avec l'Afrique. Je suis allé à Niamey, entre autres où, avec des personnes d'autres ministères, nous avons fait un rapport sur quatre à cinq musées africains. J'ai beaucoup travaillé, alors, avec Gérard Larôme, du ministère de la Coopération. Il est maintenant ambassadeur de France au Libéria ; j'ai reçu un courrier de lui.

Mais les pays d'Afrique où je me suis le plus investi, c'est le Mali, le Bénin et le Congo démocratique. Au Mali, Alpha

---

82. Louis Le Pensec est ministre des Dom-Tom de 1988 à 1993.

83. Jacques Lafleur est alors député, président de la Province Sud de Nouvelle Calédonie et chef des anti-indépendantistes.

84. Prévu dans les accords de Matignon de 1988, ce centre de la culture kanak a été édifié entre 1995 (le chantier est ouvert le 4 mars de cette année) et 1998 par l'architecte Renzo Piano (dont le projet est choisi en 1991) sur un terrain de 8 hectares cédé à titre gratuit à l'ADCK par la ville de Nouméa le 28 novembre 1991. Le chantier est inscrit dans le cadre des Grands Travaux de la République engagés sous la présidence de François Mitterrand.

Oumar Konaré<sup>85</sup>, que j'avais déjà rencontré à l'ICOM, m'a fait visiter sa coopérative. Il m'a reçu, aussi, alors qu'il n'était pas encore président de la République du Mali mais il ne tenait pas à ce que nous nous montrions beaucoup car sa vie était menacée. Je l'ai aidé à créer une radio au moment où ils ont commencé à se battre pour accéder au pouvoir. C'est mon fils qui l'a montée avec du matériel que nous avons amené dans sa voiture... Et après cette valeureuse bataille, il a été élu président.

De l'outre-mer, comment en suis-je venu à travailler avec le ministère de la Coopération? Tandis qu'il était question de créer des centres culturels français en Afrique, le ministre de la Coopération m'a demandé de faire partie de la délégation qui en était chargée. C'est ainsi que nous avons créé six à sept centres culturels dans des pays africains, avec lesquels, pour certains d'entre eux, j'ai gardé des relations. On m'a également demandé de participer à la formation de responsables culturels de pays africains, à l'Institut culturel africain à Lomé. J'y suis allé faire des sessions et là aussi, j'ai beaucoup appris. Un de mes regrets est d'avoir eu des contacts aussi tardifs avec les pays d'Outre-Mer et d'Afrique. Car je me dis souvent que si j'avais eu cette connaissance des hommes et des pays, acquise au cours de ces missions, avant d'être adjoint à la culture de Grenoble, la politique culturelle de la ville, à mon avis, aurait été tout autre, ou bien très différente. J'ai d'abord pris conscience de l'inégalité des moyens culturels, dans leur capacité à savoir s'exprimer, se faire connaître, se développer... Je suis sûr que le budget culturel de la Ville de Grenoble est beaucoup plus important

---

85. Alpha Oumar Konaré a présidé l'ICOM (*International Council of Museums*) de 1989 à 1992. Il a été président du Mali de 1992 à 2002 et président de l'Union Africaine jusqu'en 2008. Il est l'époux de l'historienne Adame Ba Konaré.

que le budget d'un ministère d'un pays africain. Je l'ai très souvent constaté, au Bénin ou dans d'autres pays. Si j'avais su tout cela avant, j'aurais eu le souci d'inciter chacune des institutions culturelles de la Ville à avoir une ouverture, un partenariat avec un pays du sud. Et pas un partenariat ponctuel, pour un festival de cinéma africain, par exemple, mais un partenariat permanent d'accueil réciproque, de voyages, de formations communes, dans tous les domaines. Le fossé, qui continue à s'élargir entre ces pays et nous, m'effraie un peu<sup>86</sup>. Je crois que l'atmosphère de la ville aurait pu en être changée, ce qui est le cas quand même! Des partenariats existent, mais ils auraient été beaucoup plus efficaces et moins « plaqués » s'ils avaient été conclus dès la création de ces institutions. Il y a trop d'écart, à tout point de vue, entre ces pays dont la richesse culturelle est fabuleuse, et nous. On fait un peu « enfant gâté » quand on revient en France après avoir circulé dans ces pays...

Ensuite, je me suis retrouvé de nouveau au ministère de la Culture, à l'Inspection générale de l'administration, en tant qu'inspecteur général de l'administration! Ça doit faire sourire beaucoup de monde compte tenu de mes compétences en administration... mais enfin c'est ainsi. Mes dernières années au ministère n'ont pas été les meilleures. Heureusement, les missions que m'avait confiées le ministère de la Coopération se poursuivaient, mais au ministère de la Culture... Les ministres avaient changé et j'étais marqué comme ayant été un élu de gauche, un ancien collaborateur de Jack Lang... Je n'étais pas le seul... L'inspection sert un

---

86. C'est avec cette même préoccupation que Bernard Gilman et Cécil Guitart ont ardemment soutenu le projet puis la réalisation de l'exposition *Ce que nous devons à l'Afrique*, présentée au Musée dauphinois d'octobre 2010 à janvier 2012. Cf. Jean-Claude Duclos et Olivier Cogne (dir.), *Ce que nous devons à l'Afrique*, préface de Bernard Gilman et Jean-Claude Duclos, Musée dauphinois, 2010, 190 p.

peu à ça, à donner une fonction à ceux qui n'en ont plus. Mais ce n'est pas le cas de tous les inspecteurs car il y en a qui font du vrai travail. Cependant, j'étais bien content de partir.

### **Militant culturel**

Et je suis arrivé ici, à La Salle-en-Beaumont et je suis très heureux de vivre dans ce petit village et dans cette région où une équipe travaille en partenariat avec l'Afrique. Comme quoi!

Je n'ai jamais été un militant politique. J'ai simplement participé, en tant qu'adhérent à un mouvement, qui a débouché sur la création du PSU, le Parti Socialiste Unifié et m'y a naturellement mené à y adhérer. Il s'agissait plutôt d'un mouvement citoyen, le MLP, Mouvement de libération populaire, de gauche, qui, avec d'autres, ont franchi le pas en créant ce parti politique: le PSU. Je ne vois pas, en tant que membre du PSU, ce que j'aurais pu faire dans les villages où je me trouvais à ce moment-là, à La-Salle-en-Beaumont ou à Besse-en-Oisans. À Grenoble en revanche, je participais à la vie politique, surtout dans le secteur où j'étais, mais aussi quand j'étais à Peuple et culture. Adhérer à un parti me semblait naturel. Chaque citoyen, pour moi, devrait s'engager. À Grenoble, au PSU, où il y avait surtout des militants syndicaux, des gens comme Georges Boulloud, je me suis trouvé très à l'aise. Mais je n'ai jamais été membre du Parti socialiste, sympathisant oui, mais sans plus. Un jour j'ai appris que le PSU de Grenoble était passé en bloc au PS. Mais je n'avais pas été prévenu et leur ai dit: «Je ne marche pas comme ça, comme dans un régiment!» et ça en est resté là.

Le PSU se démarquait de la SFIO que d'aucuns, dont moi, trouvaient dépassée. Ce qui m'intéressait au PSU,

c'était son rapport avec les forces syndicales et l'existence, dans ce parti, d'une forte représentation du monde ouvrier. C'est ainsi que j'ai connu le PSU et apprécié le regard plus neuf, me semble-t-il, que l'on y avait sur le monde et ce qu'il devenait. La SFIO restait encore sur des territoires anciens. Mais ce qui m'intéressait le plus, au PSU, c'était les militants que j'y rencontrais et avec lesquels j'étais à l'aise. Il y avait un dynamisme, une générosité et un appétit pour ce qui était novateur qui m'intéressaient beaucoup, surtout à Grenoble, chez des gens comme Georges Boulloud, Marc Serratrice<sup>87</sup>... Mais j'avais peu de rapport avec les instances nationales du mouvement. J'étais un petit militant, ici, perdu dans mon village.

Du PSU, j'ai surtout retenu la place qu'il donnait aux travailleurs dans la société et pas seulement dans l'entreprise, mais aussi dans la vie sociale, la vie civique, la vie municipale. Et la place qu'il donnait aux jeunes et aux femmes, aussi. Une partie des gens du PSU venait d'associations militantes de quartiers où les femmes tenaient une grande place. C'est probablement ce qui explique pourquoi la place des femmes dans la vie politique y comptait autant. Des personnes comme Denise Belot, par exemple à Grenoble, mais aussi comme Blanche Cottavoz qu'on a oubliées, y jouaient un rôle important.

Le développement de la personne tenait une grande place au PSU et donc la culture aussi. Mais on parlait plutôt d'éducation populaire que de culture à ce moment-là. La culture, alors, c'était « la culture cultivée », comme on dit.

Et nous avons tenté justement, même si cela paraît peut-être un peu prétentieux, de redonner au mot « culture » sa

---

87. Marc Serratrice, ancien résistant (Vercors) fut un responsable syndical (Merlin-Gerin) particulièrement actif et un montagnard chevronné. En 2014 il publie : *Avoir 20 ans au maquis du Vercors*, éditions Anovi.

dimension populaire, ce qu'avait tenté Peuple et culture et, à sa suite le PSU qui s'en est beaucoup inspiré. Cela commençait par redonner aux institutions culturelles cette dimension populaire. Le théâtre municipal était alors considéré comme un peu vieillot. Les centres dramatiques, en revanche, avaient déjà rénové les arts du théâtre et leur avaient donné cette dimension populaire. Je pense notamment à la Comédie de Saint-Etienne où Jean Dasté<sup>88</sup> et Gabriel Monnet avaient beaucoup travaillé dans cette direction. Le PSU était sensible à toutes ces nouvelles démarches. Mais il ne s'agissait encore que de balbutiements, en marge des politiques municipales. Peut-on parler de politiques culturelles municipales à ce moment-là ? Je ne crois pas. C'est une idée qui est née dans les années 1960-1965. Pierre Belleville<sup>89</sup> qui était au PSU, a joué un grand rôle dans ce domaine. Il a écrit un livre sur ce qu'on appelait à ce moment-là « la nouvelle classe ouvrière », où il témoigne de l'importance de ce qui se passait autour de l'entreprise, et pas seulement dans l'entreprise.

C'est mon éducation, dans le milieu dont j'étais issu, qui m'a conduit de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) au PSU, en passant par le Mouvement libération populaire (MLP). Quand je travaillais à Roubaix, j'étais à la CGT et côtoyais des militants communistes mais je ne me suis jamais dit : « Pourquoi je n'irais pas au Parti communiste ? ». C'était le parti qui représentait le mieux la grande masse ouvrière, comme on dit, mais je n'avais pas senti la nécessité d'y adhérer pour être au contact avec elle.

---

88. Jean Dasté (1904-1994), acteur, metteur en scène et directeur de théâtre, il fonde en 1945 à Grenoble, la Compagnie des comédiens de Grenoble qu'il est contraint de dissoudre en 1947, faute d'une aide financière de la municipalité. C'est alors qu'il fonde à Saint-Etienne le Centre dramatique de la Cité des mineurs devenue la Comédie de Saint-Etienne), coopérative ouvrière d'intérêt public régional. (Source : Wikipédia)

89. Pierre Belleville, *La nouvelle classe ouvrière*. Ed. Juillard, 1963.

Pour moi la liberté, c'est d'essayer de réaliser les rêves que l'on a fait dans sa vie. La liberté, ce n'est pas faire ce que l'on veut, dans la mesure où l'on prend conscience, comme mes parents me l'ont inculqué, que l'on n'est pas seul dans ce monde. Comme mes parents et notamment ma mère me l'ont appris, non pas par des discours car on ne parlait pas, ce sont les autres, d'abord, qui sont importants. La liberté, pour soi tout seul, ça n'a pas beaucoup de sens si on n'entraîne pas avec soi le plus possible d'autres. Elle m'a bien appris ça, et j'ai essayé inconsciemment de construire ma vie à partir de cela. Et la liberté aussi, mais ce n'est pas le meilleur côté de moi-même que je découvre là, c'est de ne pas avoir de patron ! J'ai eu un bon patron comme élu avec Hubert Dubedout, qui nous a offert une grande liberté d'initiative tout en restant le patron, en nous demandant de rendre des comptes, non pas comme ça autour d'une table, mais à la collectivité. Et dans ce domaine-là, il nous a appris ce qu'est la liberté, vraiment. Quelques fois, il avait raison, quelques autres fois, il pouvait se demander s'il avait eu raison. Retravailler avec des patrons comme lui ? Oui !

En fin de compte, la liberté, c'est de pouvoir construire quelque chose avec d'autres qu'on a choisi. Moi, j'ai choisi le domaine de la culture. Pourquoi celui-là ? Parce que c'est un domaine où justement, me semble-t-il, le champ de la liberté est des plus vastes. Imaginez, ne serait-ce que le champ de la création artistique... C'est fabuleux ! Tout est possible ! On peut aller très loin et continuer d'élargir le champ, encore et encore. Bon, ce n'était pas mon cas puisque je préparais le terrain où les artistes pouvaient avancer et afin qu'il soit accessible aux non-artistes. Je crois que chacun de nous a une part de sensibilité artistique, qui ne débouche pas nécessairement sur la création, quoiqu'on

puisse être artiste dans le mode de relation qu'on instaure avec ses compatriotes.

On peut être artiste en regardant le monde, le monde de la nature et le monde des hommes. Et ce regard est unique pour chacun. Il peut avoir une dimension artistique s'il s'exprime sous une forme ou une autre, par l'écriture, la peinture ou tout autre moyen d'expression. On ne peut pas le demander à tout le monde, mais quelquefois, lors d'une conversation avec quelqu'un, on a ce contact artistique, même avec des gens de conditions très modestes. Chacun a sa part d'artiste, ne serait-ce que par sa manière de décrire les choses. Je le vois avec mes voisins par la façon dont ils relatent un événement, c'est particulier, c'est personnel, ça a un côté artistique pour moi, au sens culturel du terme.

Être militant culturel, c'est tout simplement satisfaire cette envie de partager ou d'apprendre à partager avec d'autres. Il y a une immense réserve culturelle sur Terre, ne serait-ce que dans les œuvres d'art. Il y a aussi cette réserve culturelle, beaucoup plus vaste encore, constituée du fonds culturel de chacun, qui est sans limites. Alors être militant, c'est être pris de cette envie de partager. Je pense à Pierre Gaudibert<sup>90</sup>. Il était à sa façon militant, lorsqu'il nous montrait des œuvres dans les musées. Pour deux raisons, la première, c'est qu'il prenait le car avec nous, alors qu'au lieu de traverser des pays, il aurait pu rester calmement chez lui au lieu de courir les musées; et la deuxième c'était de nous convaincre de ce qu'il croyait important dans le tableau qu'il nous montrait, convaincre avec des mots très simples les gens qui l'accompagnaient, autour de lui. Son

---

90. Pierre Gaudibert (1928-2006), engagé dans le mouvement Peuple et culture, Il dirige le Musée de peinture et de sculpture de Grenoble de 1978 à 1985. Il lance à Grenoble, dès 1977, la création du Centre national d'art contemporain, devenu Le Magasin.

## Bernard Gilman

militantisme consistait à trouver les mots que chacun pouvait comprendre, sans rien dénaturer de son explication ou du tableau. Parce qu'il savait adapter son discours à ceux qui l'écoutaient. C'est aussi, pour revenir à moi, quand on a la passion du livre, quand on est militant, de se dire qu'il faut que le plus grand nombre possible de gens ait la possibilité de choisir des livres, de les lire, de se les faire expliquer... Il y a souvent des militants du livre, parmi les libraires.

Ah l'expérience! Quel alibi! C'est le gilet dans lequel le notable se cale superbement. Rien ne vaut, j'en suis certain aujourd'hui, les fougues, les audaces, les imprudences de ceux pour qui tout est encore possible, pour qui il n'y a pas seulement qu'un territoire à défendre. Il me semble que je n'ai pas été assez fou ou tout au moins que je n'ai pas su créer un climat suffisamment libéré où toute folie était possible. Quand je dis folie, je dis poésie. Que faut-il faire, par exemple, pour que l'animation d'une ville ne se limite pas à avoir des rues propres mais pour qu'y flotte un parfum de poésie, une atmosphère chaleureuse?<sup>91</sup>

---

91. Bernard Gilman, entretien recueilli par Bernard Chardère.

## Chapitre 2

### Bernard Gilman, une vie de militant culturel

GUY SAEZ

**J**'ai rencontré Bernard Gilman pour la première fois au printemps 1972 lors d'un repas où j'avais été convié par Claude Domenach, alors directeur de l'Institut d'études politiques. J'achevais un mémoire de diplôme d'études approfondies (DEA), clé d'entrée à l'inscription au doctorat sous la direction de François d'Arcy. Celui-ci avait déjà dirigé mon mémoire de diplôme de l'IEP en 1971 et avait demandé à Claude Domenach de participer au jury de soutenance. Mes intérêts de recherche portaient sur la relation entre les politiques urbaines et les politiques culturelles des villes, en pleine expansion, et dont Grenoble était déjà considéré comme l'exemple à suivre et à étudier. Claude Domenach m'avait demandé sur quel terrain je voulais faire ma recherche, et en discutant nous sommes convenus que l'expérience des équipements intégrés de la Villeneuve en construction était un choix pertinent. Lors du repas avec

Bernard Gilman, celui-ci m'avait posé quelques questions. Peut-être était-il rassuré de ma participation à l'association Peuple et culture dont il était lui-même membre et par le fait que François d'Arcy assurerait la direction de ma thèse. Il accepta de m'aider dans mes recherches en m'introduisant auprès des acteurs locaux et nationaux les plus impliqués. J'étais allé à ce repas tendu et intimidé par le renom et l'autorité de l'adjoint à la culture, comme pouvait l'être un étudiant grenoblois, j'en suis sorti en me sentant comme dans un nuage! J'étais d'abord rassuré de pouvoir compter sur des relais importants pour mon projet de thèse mais j'étais surtout ravi et étonné de ce que Bernard Gilman m'accorde sa confiance sur-le-champ. Si j'ai accepté l'invitation de l'association Générations Hubert Dubedout d'évoquer le parcours de Bernard Gilman, c'est je crois d'abord en souvenir de cette première rencontre qui a décidé en grande partie de mon propre parcours dans la recherche et l'enseignement.

Pour cette évocation, j'ai bénéficié des souvenirs et des documents que les proches de Bernard Gilman ont partagés avec moi. Souvenirs de famille, souvenirs d'amitiés, souvenirs professionnels trament en effet une existence, sans pouvoir toutefois la restituer pleinement, car une part échappe toujours pour lui comme pour quiconque. Deux longs entretiens dans lesquels il se retourne vers le passé pour réfléchir sur ses expériences forment essentiellement la trame de mon propos. Il s'agit de l'entretien avec Bernard Chardère en 1977<sup>1</sup> et de l'archive audiovisuelle pour le Musée dauphinois recueillie par Olivier Cogne et Sandy

---

1. Cet entretien de 1977 fait partie des dix dossiers qui compose la restitution de l'enquête *Dix ans d'action culturelle à Grenoble (1965-1975. Éléments pour un bilan)*, publiée par le Service des études et de la recherche du ministère de la Culture et par la Ville de Grenoble dans le cadre de la charte culturelle signée entre ces deux autorités.

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

Barruel en 2006<sup>2</sup>. J'ai également consulté certaines archives personnelles de Bernard Gilman conservées par ses enfants que je voudrais chaleureusement remercier ici. Au-delà de ces précieux documents, il me revenait de prendre appui sur ses actions publiques, ce qu'il a fait et ce qu'il a laissé d'une façon plus analytique. Ces traces, plus ou moins modestes ou imposantes, on doit en effet les relier aux différents contextes politiques, sociologiques et culturels dont elles relèvent pour qu'elles trouvent un sens qui dépasse l'individualité des acteurs et s'inscrivent dans un moment historique. S'il fallait la poursuivre jusqu'au bout et selon les normes rigoureuses du travail scientifique, la tâche serait écrasante. C'est pourquoi, je ne prétends pas ici mener un tel travail ; je souhaite seulement esquisser les aspirations qui l'ont motivé, les thématiques dans lesquelles il s'est reconnu, les dilemmes qu'il a dû affronter pour mieux l'ancrer dans son temps. Son temps c'est celui de l'action des pionniers et militants qui dans l'administration, dans les organisations associatives et politiques et dans les villes écrivent la page inaugurale des politiques culturelles. Au cœur des années 1960, il s'agit d'élaborer les principes qui doivent guider les relations entre l'État et les villes, entre les responsables politiques et les artistes et les autres professionnels d'un monde de la culture en pleine structuration et de publics aux aspirations plus ou moins diffuses. Bernard Gilman représente le type même de l'élite, du militant culturel qui

---

2. Jean -Claude Duclos indique que c'est à l'occasion du centenaire du Musée dauphinois en 2006, que des recherches furent entamées sur l'action de Bernard Gilman. Une partie de leurs résultats apparaît dans la publication de l'une des expositions du centenaire : *Rester libres !*. Ces recherches se sont poursuivies pour aboutir l'année suivante à la publication, par le musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère, *Résister, militer*. Elles ont été reprises en 2015, lors de la préparation de l'exposition du cinquantième des JO.

va au-delà de ce que les moyens, les conventions et les conditions de l'époque imposent. D'où son aura auprès des élus des autres villes de France qui vont prendre Grenoble comme l'exemple à suivre, d'où aussi le soutien décisif qu'il reçoit d'innovateurs au sein des administrations de l'État, qui trouvent dans la ville un terrain pour leurs expériences et un maître d'œuvre hors pair, à tous les sens de ce mot. La première partie de ce texte s'attache à restituer l'action de l'élu, à travers ses deux mandats dans lesquels on peut observer autant de continuités que de ruptures.

La longévité de sa vie professionnelle dans le monde de la culture, les bouleversements dont celui-ci a été l'objet conduisent Bernard Gilman sur des voies nouvelles et inattendues. Une deuxième séquence s'amorce dès le début des années 1980 quand le nouveau gouvernement socialiste fait appel à l'ancien élu grenoblois pour le conseiller dans la mise en œuvre de la décentralisation. Bernard Gilman va participer à la mise en place d'un partenariat généralisé des collectivités locales avec un ministère enfin dynamique. Paradoxalement, c'est moins à une décentralisation des compétences que va s'attacher le nouveau conseiller mais plutôt à généraliser la coopération des différents acteurs. En poussant cette coopération au bout de sa logique, elle débouche sur une territorialisation des politiques culturelles, c'est le projet politique qu'il a poursuivi depuis des années comme élu local et qu'il contribue à institutionnaliser.

Cette logique de la territorialisation est synonyme de diversité culturelle puisque les différentes expressions artistiques sont issues de la mosaïque des territoires, se réfèrent à eux et revendiquent d'y être reconnues. La troisième séquence de la vie professionnelle de Bernard Gilman, toujours au service de l'État, se nourrit de sa conviction qu'il y a un impératif moral et une noblesse à défendre la diversité des

cultures, à les exposer au plein jour, aussi bien en ce qui concerne les territoires ultramarins que les pays d'Afrique qui ont tant à nous apporter si toutefois on consent à mieux comprendre et soutenir leurs cultures. Ces deux séquences sont réunies dans la deuxième partie du texte.

Les trois séquences qui rythment l'activité de Bernard Gilman sont également celles par lesquelles les fondements des politiques culturelles se sont développés et transformés. De la mise en place de la décentralisation à l'ouverture d'un monde métropolisé par le dialogue des cultures en passant par la phase de la territorialisation, c'est tout le spectre de plus d'un demi-siècle de politique culturelle qui se déploie. Je voudrais montrer ici comment il a traversé ces trois temps et comment il a contribué à les façonner.

### **La construction d'un idéal culturel**

Il est périlleux et souvent injuste de ramener ce qui fait la personnalité d'un homme à un trait de caractère ou à une action marquante. Pour Bernard Gilman, qui a traversé tant de milieux sociaux, culturels et politiques, la gageure serait encore plus grande. Pourtant, s'il fallait ne retenir qu'un mot, celui de militant s'imposerait à l'évidence. Poursuivre sa vie durant un même idéal, décliné sous différentes formes, partagé au sein de multiples milieux sociaux, et s'incarnant dans les diverses situations auxquelles il a été confronté au cours du temps, telle serait l'image approchée qu'il serait bon de garder du militant. Tant dans les influences reçues de sa formation auprès d'associations d'éducation populaire que dans ses deux mandats municipaux à Grenoble, c'est bien en militant qu'il affine progressivement ses instruments d'action et ses principes intellectuels, avec une pratique toute personnelle du recul, de la mise à distance qui préserve son équilibre.

### Les années de jeunesse

Bernard Gilman, issu d'une famille roubaisienne modeste installée lors de sa naissance aux Nouvelles Hébrides<sup>3</sup> (aujourd'hui le Vanuatu), grandit à Pérenchies petite ville désormais englobée dans la métropole lilloise. Il rencontre l'action militante à travers le christianisme social, vivace dans le Nord. À la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), puis à la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), il s'imprègne de l'énergie des milieux populaires. S'il quitte tôt les études, il obtient un CAP de fraiseur et fait l'expérience de la condition ouvrière dans une usine de Roubaix. Mais l'action des organisations de jeunesse et des syndicats ne suffit pas. Il entend élargir son horizon en participant à de plus vastes combats, notamment contre le colonialisme et la guerre d'Algérie. Il adhère à de petits partis, pépinières d'élites politiques pour des temps à venir, comme le Mouvement de libération du peuple (MLP) puis l'Union de la gauche socialiste (UGS) et enfin le Parti socialiste unifié (PSU). Dans ces différentes organisations politiques, plutôt portées vers le débat intellectuel, il n'oubliera jamais les attentes et aspirations à une culture ouvrière, tout comme Pierre Belleville, autre inlassable militant (avec le même parcours du MLP au PSU en passant par l'UGS) et l'un des meilleurs connaisseurs de la culture populaire<sup>4</sup>, beau-frère de son épouse Danièle. Il quitte l'usine, devient instituteur dans les Alpes iséroises, à Besse-en-Oisans, La-Salle-en-Beaumont notamment où l'air pur des montagnes paraît plus indiqué pour la santé de Danièle. Un retrait, là-haut

---

3. On retrouvera plus loin le tropisme ultra-marin qui ne l'a jamais quitté. Il disait aussi : « Mes parents m'auraient-ils offert un peu de leur esprit d'aventure... ? » Bernard Gilman, *Témoignage in Résister Militier*, Grenoble, musée de la Résistance et de la déportation, 2007, p. 127.

4. On lui doit notamment, *Une nouvelle classe ouvrière*, Paris, Julliard 1963 ; l'ouvrage comporte un chapitre sur Grenoble.

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

sur la montagne ? Oh non ! Outre les grandes randonnées, qu'il pratiquera sa vie durant, il découvre des milieux sociaux en pleine transformation. Un deuxième temps de vie très intense se déploie alors, où, avec les paysans, les ruraux, il s'active pour donner corps à une vision nouvelle que porte l'association Peuple et culture à laquelle il adhère au début des années 1960 : le développement culturel. En 1962, il est détaché de l'Éducation nationale pour devenir « permanent » de Peuple et culture dans le département de l'Isère. S'amorce alors une période d'intense mobilisation des forces vives d'un milieu rural menacé qu'il s'agit d'aider dans ses projets de développement territorial impliquant le tourisme, la pluriactivité et l'ouverture au partage de la culture. Il s'agit de relier<sup>5</sup> divers acteurs et lignes de travail entre elles : animateur, organisateur (avec l'aide de François Hollard au Comité d'expansion de l'Isère et celle de Roger Canac à Bourg-d'Oisans, autres acolytes de Peuple et culture), innovateur, il fait preuve d'un dynamisme remarquable en favorisant la synergie des élus, des planificateurs, des animateurs et des sociologues. Il fait connaître l'expérience du Foyer culturel de Beaumont au cours de nombreux colloques et stages de formation<sup>6</sup>. Les méthodes déployées s'inspirent largement des conceptions du développement

---

5. Relier est une association créée par Peuple et Culture en 1984 pour développer le même type de travail que faisait Bernard Gilman vingt ans plus tôt en Isère. Elle se présente ainsi : « Mieux vaut mettre en valeur l'intelligence du local qu'encourager les modèles élitistes. Aujourd'hui, il est nécessaire de montrer et soutenir le développement d'autres activités à la campagne. Mais il est aussi urgent, face aux interrogations de notre société, de donner un sens à ces pratiques. S'installer à la campagne, monter une entreprise rurale, c'est d'abord et avant tout faire le choix d'un mode de vie. » <http://www.reseau-relier.org>

6. En 1964, il trouve le temps de mettre en chantier un livre sur la montagne qui sera publié sous la seule signature de Roger Canac dans la collection de Peuple et Culture aux éditions du Seuil (janvier 1968).

culturel selon Joffre Dumazedier, sociologue en vue et président de Peuple et culture.

Premier mandat : le « déferlement »  
de la politique culturelle

Dès son installation à Grenoble, avec ses voisins du quartier des Alpains, il participe notamment avec François Hollard et Denise Belot, futurs colistiers à la municipalité, à la vigoureuse mobilisation que mène l'Union de quartier pour bénéficier d'équipements collectifs, vigueur militante qui se transmet rapidement à l'ensemble des Unions de quartier les plus récentes de la ville.

« Il faut dire aussi que, dans le quartier des Alpains, qui est un quartier réputé très dynamique, habitaient aussi François Hollard, cet ami dont j'ai parlé, Bernard Dudek<sup>7</sup>, Denise Belot [...], et militait pour les droits de la famille dans le quartier, René Lesage, le directeur de la Comédie des Alpes, tout nouvellement installé dans ce quartier... Tout cela faisait qu'il y avait là des rapports de vie très intéressants, qui nous ont amenés aussi à travailler et à méditer avec la Comédie des Alpes et René Lesage qui faisait partie de notre association.<sup>8</sup> »

La rencontre avec le Groupe d'action municipal (GAM), créé par Hubert Dubedout et des membres du PSU ouvre la période la plus riche de son activité, la plus publique et sans aucun doute la plus reconnue. Il adhère au GAM en 1964 et milite résolument à l'association Pour une Maison de la culture où il rencontre les animateurs de l'association ACTA qui maintient les idéaux de la décentralisation artistique et

---

7. Bernard Gilman connaissait Bernard Dudek depuis sa jeunesse dans le Nord. C'est cet ami, membre de Peuple et Culture, qui le met en relation avec l'association en 1961.

8. Voir supra « Bernard Gilman par lui-même ».

les promesses de la Libération. Il sera toujours reconnaissant – il en parlait avec beaucoup d’émotion – de la confiance que lui fait le nouveau maire Dubedout en le nommant adjoint aux Affaires culturelles en 1965. Le poste s’avère vite un défi car il n’existe pas à proprement parler ni de modèle de l’ élu à la culture ni de programme à mettre en œuvre, c’est donc sur une page à peu près blanche qu’il faut écrire un nouveau chapitre de l’histoire culturelle de la ville, sans être assuré d’une cohérence doctrinale ou politique. C’est pourtant dans ce contexte improbable qu’il va exprimer la plénitude de ses talents. Mais quelle serait dans cette municipalité composite et peu cohérente politiquement l’orientation à privilégier ? La boussole de Bernard Gilman indiquait deux nords : « L’ élu que j’étais venait d’un mouvement d’éducation populaire et il oscillait entre l’importance de celle-ci et l’importance de la création, s’efforçant de concilier les deux. » Ces deux pôles, qui avec le temps ne cesseront de s’éloigner l’un de l’autre, sont en réalité mêlés et quelquefois indistincts dans les milieux, les associations, les réseaux des années 1960. L’éducation populaire ne se conçoit pas sans l’amour et la révérence à la culture et la création artistique serait impossible sans sa médiation par les animateurs de l’éducation populaire. Peuple et culture a fait de ce positionnement une doctrine ; elle a été largement diffusée et a rencontré un assez large consensus.

Une politique d’investissement dans la culture

Le premier mandat est largement consacré à l’investissement qui avait été négligé sous les municipalités précédentes<sup>9</sup>.

---

9. Lucien Ratel, auteur d’un ouvrage intitulé *Hubert Dubedout, le bâtisseur*, Grenoble, Éd. de Belledonne, 1996, rapporte ces propos du maire de Grenoble : « J’ai connu en 1965 un Grenoblois frustré en raison de l’inadaptation de sa ville à la mission qui était celle de son industrie, de ses laboratoires de recherche, de son tourisme ; cette frustration a aujourd’hui disparu. » p. 53.

De ce temps, Bernard Gilman disait « ce fut la période la plus facile... Il y avait l'enthousiasme<sup>10</sup> ». L'enthousiasme qui accompagne les constructions nouvelles sur la page de la culture quasi vierge, est vécu sur un mode épique, avec l'élan des pionniers. Avec des professionnels qu'il choisit dans son réseau, le plus souvent extérieurs à la ville, il obtient le transfert du Musée dauphinois dans le magnifique ancien couvent Sainte-Marie d'en-Haut, auquel Jean-Pierre Laurent venu du musée-château d'Annecy donne immédiatement un éclat national. Il appuie la direction de Didier Béraud à la Maison de la culture en 1966 en mission de préfiguration<sup>11</sup>. Celle-ci, inaugurée en grande pompe en février 1968 pour les Jeux olympiques d'hiver, est alors l'équipement culturel moderne le plus important de France.

Parallèlement, il met en route la construction de nombreux équipements socioculturels de quartier avec une rapidité qui étonne des Grenoblois qui les attendaient depuis 20 ans. Débute également la construction d'un réseau de bibliothèques longtemps sans équivalent ailleurs. Le symposium de sculpture à l'été 1967 est un engagement fort en faveur de l'art contemporain et un événement national. Il sera d'ailleurs décrié par une partie de la population agacée par ces « ferrailles » et les « gilmaneries ». Ce mot, lancé comme une critique par le journaliste du Dauphiné libéré R.-L. Lachat, hostile à l'équipe Dubedout en général et à son adjoint à la culture en particulier, fit florès. Il s'en était accommodé, au point d'avouer en 2014, ce mot « je l'aime beaucoup ».

---

10. Bernard Gilman, Entretien Chardère, p. 6.

11. Marjorie Glas, « Didier Béraud, premier directeur de la Maison de la Culture de Grenoble. 1966-1972 », *Revue d'histoire du théâtre*, n° 179, 3, 2018. Didier Béraud a lui-même raconté son parcours et son expérience grenobloise dans un livre intitulé *Descente en rappel : dans le lointain d'une Maison de la Culture*, Nîmes, Éd. du Linteau, 2008.

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

Ces nombreuses réalisations ne sont pas toujours accueillies avec enthousiasme par ses collègues (non-GAM) du conseil municipal. Il a relaté les efforts qu'il lui a fallu fournir pour les convaincre alors que, dans le cas du Symposium de culture, par exemple, l'acte de foi envers l'art contemporain dépassait leur entendement. Mais l'audace dont le nouvel élu fit preuve sera saluée par les critiques d'art et soutenue par le ministère. Le Symposium inaugure toute une série d'initiatives d'art contemporain urbain dans les villes françaises.

Notons que cette initiative n'aurait pu exister sans le soutien et le regard d'expert de Bernard Anthonioz, alors chef du service de la création artistique au ministère. Il en va de même pour le coût de la Maison de la culture alors que comme le reconnaît Bernard Gilman, les problèmes de stationnement paraissent à ses collègues plus urgents que ceux du théâtre<sup>12</sup>. Bien entendu ce dynamisme culturel, qui semble aller de pair avec le dynamisme urbain, industriel et universitaire de Grenoble attire l'attention. Grenoble passe pour une « ville test » ; les Français sont invités à devenir 50 millions de Grenoblois. La politique culturelle de Grenoble passionne les élites modernisatrices dans l'appareil d'État et retient tout particulièrement l'attention du ministère des Affaires culturelles. Nul doute que « le déferlement de la politique culturelle » développée par Bernard Gilman<sup>13</sup> incite également d'autres grandes villes de France à se lancer dans l'aventure de la politique culturelle et contribue à la notoriété de l' élu.

Au demeurant, ce déferlement s'inscrit dans une longue suite de narrations qui ont fait de Grenoble, depuis Henri

---

12. Témoignage de Bernard Gilman in *Les Rencontres d'Avignon*, p. 171.

13. Expression forte de Pierre Frappat, *Le mythe blessé*. Paris, Éd. A. Moreau, 1979, p. 166.

Duhamel et Henri Ferrant, les inventeurs de la notion de Grenoble capitale des Alpes françaises. On n'oubliera pas de mentionner ici le géographe Raoul Blanchard qui l'a placé au cœur du Sillon alpin<sup>14</sup> en passant par le physicien Louis Néel et le mathématicien Jean Kunztman qui en font un centre de recherche scientifique de rang international, Grenoble se reconnaît et est reconnu comme la ville des « prototypes », le terme est employé par le scientifique Louis Néel comme par le militant de Peuple et culture Joffre Dumazedier en 1945<sup>15</sup>. Et une ville de montagne, bien qu'elle soit située dans une vallée de basse altitude. Le tropisme montagnard très fort dans l'imaginaire de la ville transforme l'amour de la montagne en brevet de territorialité pour ceux qui n'étaient pas natifs de la ville. Raoul Blanchard ne disait-il pas d'un collègue qu'il estimait peu : « ce n'est pas un mauvais géographe » mais « c'est un piètre montagnard ». Bernard Gilman fut lui aussi un vrai montagnard et il trouvera dans la création du Parc naturel régional du Vercors en 1970, la correspondance la plus exacte de l'ardeur militante avec laquelle il avait animé le développement territorial en Beaumont et Oisans. La collecte ethnographique systématique entreprise par J.-P. Laurent et le Musée dauphinois en 1978-1980 mettra en valeur le patrimoine iconographique et les mémoires orales du Vercors. On rappellera qu'il fallut aller chercher Bernard Gilman au fond d'une crevasse où il avait chuté lors d'une randonnée sur le plateau de Beure dans le Vercors à l'hiver 1974. Souvenir plus dramatique, Hubert Dubedout

---

14. VPaul et Germaine Veyret, *Grenoble capitale alpine*, Grenoble, Arthaud, 1968 et Philippe Veitl, *L'invention d'une région : les Alpes françaises*, Grenoble, PUG, 2013.

15. Guy Saez, « Grenoble, Capital of the Alps, Innovative City », in Ilja Van Dame (dir.), *Cities and Creativity from the Renaissance to the Present*, London, Routledge, 2018, p. 177-196.

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

a payé de sa vie son amour de la montagne. Cet amour de la montagne, partagée dès son arrivée dans la région avec son ami Roger Canac, Aveyronnais et guide de montagne, conduira Bernard Gilman à se faire gardien du refuge de Font Turbat dans le Valjouffrey avec sa famille plusieurs étés de suite.



Refuge de Font Turbat, Valjouffrey (Isère). Archives familiales. Bernard Gilman tint ce refuge avec sa famille au point de répondre, à la fin de sa vie, lorsqu'on lui demandait sa profession : « gardien de refuge ».

### La création d'un réseau

On trouve à différentes époques, habillé d'une sémantique qui évolue dans le temps, un clivage persistant au sein du ministère entre ceux qui anticipent le rôle croissant des villes et ceux qui considèrent que toute la politique culturelle doit rester centralisée. Dans les années 1960 jusqu'au début des années 1970, Bernard Gilman trouve au ministère des personnalités qui promeuvent, avec la notion de développement culturel, une synthèse approchée des deux courants.

C'est le cas de son compagnonnage avec Augustin Girard<sup>16</sup>. Bernard Gilman participe régulièrement aux Rencontres d'Avignon<sup>17</sup> de 1964 à 1970 sous la houlette de Jean Vilar et d'Augustin Girard, alors chef du Service des études et de la recherche au ministère. De cet incubateur pour la naissance des politiques culturelles, voilà ce qu'il en disait en 1997 : « Ces Rencontres ont joué un rôle dans le travail que la municipalité de Grenoble a mené avec le ministère, et notamment avec le service d'Augustin Girard. Nous avons conscience de la nécessité que des études et recherches puissent accompagner notre action. Sous l'influence de Peuple et culture et de Dumazedier, je me suis attaché les services d'une sociologue dès mon arrivée à la mairie. L'existence du Service des études et recherches était une aubaine pour nous et la connivence avec Augustin Girard a été immédiate.<sup>18</sup> » Si de son propre aveu il n'avait guère trouvé matière à réflexion sur la politique culturelle au sein de la municipalité ou de son parti, il se nourrit ailleurs. Après Peuple et culture et les Rencontres d'Avignon ce sera le groupe de l'Atelier qu'il décrit ainsi : « c'est plutôt dans l'action d'un groupe informel, constitué par des amis – une quinzaine – venus de divers horizons que j'ai trouvé de quoi nourrir ma réflexion.<sup>19</sup> » Les Rencontres d'Avignon comme plus tôt Peuple et Culture et plus tard le groupe de l'Atelier

---

16. Guy Saez, « Augustin Girard, l'homme du développement culturel » in Geneviève Gentil et Michel Kneubühler (dir.), *Le fil de l'esprit, Augustin Girard, un parcours entre recherche et action*, Paris, La Documentation française, Comité d'histoire du ministère de la Culture, 2011, p. 43-68.

17. Entretien à propos des Rencontres d'Avignon : <http://chmcc.hypotheses.org>. Voir *La Naissance des politiques culturelles et les Rencontres d'Avignon 1964-1970*, textes réunis par Philippe Poirier, Paris, La Documentation française, Comité d'histoire du ministère de la Culture, 1997, p. 511.

18. *Ibid.*, p. 511-512.

19. Bernard Gilman, Entretien avec Bernard Chardère, hiver 1976-77, p. 2

sont des cénacles, des sociétés de pensée, aujourd'hui on les nomme *think tank*, qui lui conviennent parfaitement. Ce sont des lieux d'apprentissage, de formation et de réflexion où on se fait confiance, ce sont aussi des nœuds importants de réseaux utiles pour se connecter rapidement aux mondes de la politique, de l'administration et des arts. Il y retrouve ses amis de Peuple et culture, qui y sont en nombre à Avignon, Michel Debeauvais, Georges Jean, Gabriel Monnet, Paul Chaslin, Maurice Imbert et Joffre Dumazedier. C'est là, par exemple, qu'il noue des liens solides avec Émile Biasini, chargé au ministère de la Culture et de faire avancer le dossier de la Maison de la culture, et ainsi de « mettre en route l'engrenage du développement culturel local<sup>20</sup> ». Il y rencontre également Didier Béraud qui sera le premier directeur de la Maison de la culture en 1968 et Bernard Richard qu'il nommera à la tête du théâtre municipal.

En tant que réseau, lieu d'échanges et de formation, les Rencontres d'Avignon jouent un rôle décisif. Au sein des débats entre élus, intellectuels, artistes et professionnels prend véritablement naissance l'idée d'une politique culturelle des villes ; elle est fortement marquée par le « modèle grenoblois ». Bernard Gilman avait particulièrement apprécié qu'Hubert Dubedout l'accompagne pour la session de 1966. Et c'est à Grenoble, à l'invitation du maire que se tiendra la session des Rencontres de 1969. Bernard Gilman sait dès lors toute l'importance de s'entourer d'intellectuels et d'artistes, même si l'homme d'action a quelquefois une relation ambivalente avec les universitaires. La coopération de la ville avec l'État est la clef de ce modèle qui allie pragmatisme et innovation. De sorte que, comme le dit Catherine Tasca, entre la fin des années 1960 et le début des années 1970 : « La

---

20. Émile Biasini, Intervention, *Les Rencontres d'Avignon 1966*, p. 17.

référence alors était Grenoble, avec Bernard Gilman<sup>21</sup> ». Jacques Rigaud, inspirateur de la politique de développement culturel comme directeur de cabinet de Jacques Duhamel (1971-1973) est très conscient du rôle que peuvent jouer les villes et des faiblesses ou réticences de son ministère. Il y répond par la création d'une structure interministérielle, le Fonds d'intervention culturelle, qui ouvre la voie à la prise en compte d'expériences et d'innovations comme le réclame Bernard Gilman.

L'apprentissage de la coopération avec l'État

Ces premières réalisations n'auraient pas été possibles hors du contexte des Jeux olympiques de 1968 qui ont associé étroitement les services de l'État et la municipalité de Grenoble<sup>22</sup>. L'État a investi massivement et a choisi de faire de Grenoble, pour l'occasion, un emblème de la modernisation de la France gaulliste. L'emballement médiatique a rivé sur Grenoble tous les yeux des Français<sup>23</sup>. Le pragmatisme du maire et celui de son adjoint ont fait le reste. En 1945, Peuple et Culture voulait faire de Grenoble « une ville de prototypes » culturels. Mais en 1964, à la veille de l'élection municipale Grenoble est très en retard en ce qui concerne ses équipements urbains, et en décalage avec son dynamisme démographique et économique. À la Commission des équipements urbains du V<sup>e</sup> plan, on a pris conscience de ce décalage que la municipalité et l'État veulent résorber pour offrir au moment des Jeux olympiques la meilleure

21. Catherine Tasca, Dialogue avec Bernard Faivre d'Arcier, op. cit., p. 46.

22. Olivier Cogne (dir), *Grenoble 1968, Les jeux olympiques qui ont changé l'Isère*, Grenoble, Glénat, 2018.

23. Claude Glayman, *50 millions de Grenoblois*, Paris, Robert Lafont 1967; Dominique Dubreuil, *Grenoble, ville test*, Paris, Seuil, 1968. En février 1968, *Paris Match* écrit : « [Avec Grenoble] la France découvre qu'elle a une métropole »; Albert Rousseau, Roger Beaunez, *L'expérience de Grenoble*, Éd. Ouvrières, 1971, préface de Hubert Dubedout.

image possible. Le but est atteint puisqu'en 1968, Grenoble est perçu comme une « ville test », une « métropole de l'an 2000 » pour *Paris Match*.

Bernard Gilman voit dans les JO l'opportunité de lier sport et culture au service du développement urbain. Il déclare en 1965 : « Les Jeux devraient être intégrés dans le programme culturel de la municipalité car ce ne peut être seulement une manifestation sportive. D'ailleurs, je souhaite qu'il n'y ait jamais de séparation entre le secteur culturel classique et l'éducation populaire.<sup>24</sup> » La dimension intégratrice entre sport et culture qu'il évoque s'inscrit dans le droit fil des thèses sur la civilisation du loisir de Dumazedier<sup>25</sup>. Pour le sociologue, la dynamique de l'urbanisation rend « désirables » les pratiques de loisir qui doivent être à la fois disponibles et accessibles, ce qui suppose une politique d'investissement. Les IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> plans, sur lesquels il avait eu avec d'autres membres de Peuple et culture, une influence considérable avaient bien pris en compte cette désirabilité à travers la production d'équipements sportifs, culturels et socioculturels. Ils avaient également souligné que le nécessaire effort de coopération entre les villes et l'État devrait passer par une relance de la décentralisation.

Autrement dit, Grenoble semble être le contraire d'une ville où règne « l'esprit de province » que les élites modernisatrices de l'État veulent combattre. Rappelons que Malraux voulait faire disparaître « ce mot hideux de province » et l'inauguration de la Maison de la culture lui en donne l'occasion. Un an auparavant, l'initiative du Symposium de sculpture avait déjà spectaculairement cassé l'image de

---

24. Entretien journal *Le Progrès*, 29 mars 1965, cité par Pierre Frappat, *Le Mythe blessé*, Paris, A. Moreau, 1979, p. 219.

25. Son ouvrage majeur *Vers une civilisation du loisir ?* paraît aux éditions du Seuil en 1962.

« ville de province ». C'est aussi l'occasion de retracer sinon renouer avec les espérances de la Libération, la création de la première maison de la culture, l'expérience de Jean Dasté et de sa troupe Les Comédiens de Grenoble. Michel Philibert et Herman Kuhn étaient de cette première aventure que, au-delà de ses 3 500 adhérents, les piliers d'ACTA Jean Delume et Pierre Monnier, ont su actualiser en soutenant la compagnie théâtrale de René Lesage et Bernard Floriet. Si bien que pour eux la création de la Maison s'inscrit dans une logique sociale et culturelle locale, dans la mémoire du Peuple et culture de 1945 autant que dans la volonté du ministère de « placer » à tout prix ses établissements de prestige dans les villes.

Bernard Gilman le dit clairement lors d'un débat en 1968 : « J'ai tendance à penser, sans minimiser le rôle de certaines individualités, ni celui des pouvoirs publics que ces derniers ont plus suivi l'action qu'ils ne l'ont précédée. Il a fallu qu'un certain nombre de créateurs, d'artistes expriment, soit un état d'insatisfaction profonde, soit un doute sur leur fonction sociale pour que des gens sensibles et conscients comme l'était Jeanne Laurent, cherchent et trouvent le moyen d'agir.<sup>26</sup> » Bernard Faivre d'Arcier rappelle que généralement « le concept de maison de la culture était une sorte de maquette de papier qui ne prenait guère en considération l'environnement géographique et humain... Il revenait ainsi aux municipalités de s'engager à observer de manière stricte les statuts types.<sup>27</sup> » Guy Brajot, ancien

---

26. Bernard Gilman, « Débat sur la culture », *La Nouvelle critique*, n° 10, 1968, p. 19.

27. Bernard Faivre d'Arcier, Témoignage in Philippe Poirrier, René Rizzardo, *Une ambition partagée, La coopération entre le ministère de la Culture et les collectivités territoriales (1959-2009)*, Paris, La Documentation française, Comité d'histoire du ministère de la culture, 2009, p. 185-186.

directeur du théâtre et des maisons de la culture au ministère, renchérit : « C'est clairement l'État, et lui seul qui définit la politique et la propose aux municipalités.<sup>28</sup> »

On observe tout le contraire dans le cas grenoblois dont la singularité s'explique en effet par la prise en compte de cet « environnement humain » par l'histoire des acteurs et la mémoire locale de la première maison de la culture de 1945, et par la détermination à imposer des choix particuliers. D'ailleurs, pour Michel Philibert c'est un ensemble vaste et démocratique qui a pris en main la gestion de la Maison et qui a imposé, de façon dérogoratoire aux statuts types ministériels, une forme plus démocratique avec la participation de nombreuses associations et des syndicats. Bernard Gilman est plus net encore « Nous n'avons pas accepté la Maison telle que nous la proposait le ministère et nous nous sommes construit notre Maison.<sup>29</sup> » Les responsables du ministère auraient alors dit « Très bien, vous voulez essayer, alors essayez!<sup>30</sup> »

Tant sur le plan de ses statuts, de son programme comme de ses directeurs, Bernard Gilman et son réseau ont su installer, à travers les négociations sur la Maison de la culture, une forme de coopération avec l'État appelée à se généraliser<sup>31</sup>. Grenoble sort de l'indistinction de la « périphérie » ou pire de la « province » pour s'affirmer en tant que localité, porteuse d'une volonté affirmée, d'une singularité reconnue dans un dialogue avec l'État qui a

---

28. Guy Brajot, *Témoignage*, idem, p. 181.

29. Bernard Gilman, « Débat sur la culture », op. cit., p. 22.

30. Propos rapporté par Michel Philibert, « Débat sur la culture », op. cit., p. 21.

31. « Si cette politique a réussi, cela a tenu à la volonté forte de l'État mais aussi largement à l'engagement très souvent volontariste des équipes municipales, très souvent socialistes, marquées par l'expérience grenobloise. » Rodolphe Pesce, *Témoignage*, in Philippe Poirrier, René Rizzardo (dir), *Une ambition partagée*, op. cit., p. 148.

cessé d'être asymétrique. La relation qu'a nouée la Ville avec les services du ministère des Affaires culturelles est en réalité un contrat gagnant-gagnant. Contrairement à d'autres villes<sup>32</sup> qui ont marqué leur réticence à accepter une coopération trop polarisée au profit de l'État et qui ont rejeté les orientations artistiques et culturelles qu'il proposait au motif qu'elles seraient trop élitistes ou trop « parisiennes », les responsables grenoblois ont fait le choix de s'investir pleinement dans cette coopération. Elle a donc logiquement bénéficié d'une attention particulière du ministère pendant une trentaine d'années.

On comprend dès lors que Grenoble soit l'exemple inévitable de la construction, année après année, contrat après contrat, du système complexe de coopération culturelle<sup>33</sup>. Cette option et cette philosophie seront poursuivies au moment où sont discutées les orientations de la grande réforme de décentralisation de 1982. Voici ce qu'écrivait Dominique Wallon passé au ministère quelques mois après avoir quitté la présidence de la Maison de la culture de Grenoble : « L'État se propose d'organiser les relations avec les collectivités locales sous la forme d'un développement concerté fondé sur la discussion et le contrat. Il compte aussi assumer toutes ses responsabilités pour compenser les retards pris dans l'équipement culturel de la France.<sup>34</sup> »

---

32. On fait référence ici à la création de la Fédération des communes pour la culture, rassemblant des villes hostiles à la politique culturelle de Malraux et Biasini. Philippe Urfalino, *L'invention de la politique culturelle*, chapitre « L'échec d'une contre-politique culturelle », Paris, La Documentation française, 1996.

33. Philippe Poirrier, René Rizzardo (dir), *Une ambition partagée*, op. cit.

34. Dominique Wallon, note du 13 novembre 1981 citée par Pierre Moulinier « Naissance et développement du partenariat contractuel dans le domaine culturel », in Philippe Poirrier, René Rizzardo, *Une ambition...*, op. cit., p. 47-92, p. 48.

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

Priorité à l'action, priorité à la parole de l'artiste, et priorité à la dynamique locale qui sait trouver les relais indispensables à la réussite de l'action, tels sont les principes qui guident l'élu local à ce moment. Il a souvent souligné sa surprise de la victoire municipale de 1965 et son « impréparation<sup>35</sup> » à exercer un mandat électif aussi exigeant. Il a répondu au défi qui l'attendait – et il faut bien reconnaître que l'essentiel de l'équipe municipale était de même impréparée – par ces principes simples qui trouvaient alors une profonde résonance dans la ville.

Le débat sur l'animation socioculturelle

Phillipe Urfalino a montré qu'un des facteurs à l'origine de la politique culturelle moderne a été non seulement la rupture avec ce provincialisme mais surtout le rejet hors des préoccupations de l'action culturelle des modèles et pratiques de l'éducation populaire et de l'animation socioculturelle qui l'a remplacé<sup>36</sup>. Une dévalorisation systématique de l'amateurisme de l'éducation populaire opposé à la qualité artistique professionnelle prônée par le ministère n'entraîne assurément pas dans les vues de Bernard Gilman et de ses amis militants à ce moment-là et sans doute jusqu'à la fin des années 1970. Durant ses deux mandats d'adjoint à la culture, il aura tenté de conjurer l'existence d'un dualisme dans la politique de la culture pour concilier une action sur le patrimoine et la création avec l'animation délivrée par les équipements de quartier. Cette articulation entre les deux grands champs du monde culturel, il ne l'a certes pas inventée; elle résulte à la fois des convictions qui sont

---

35. « Je n'étais en rien préparé à cette mission... Aucun d'entre nous n'avait l'expérience du métier d'élu. » Bernard Gilman, *Témoignage, Résister Militaire*, op. cit., p. 130.

36. Philippe Urfalino, *L'invention de la politique culturelle*, Paris, op. cit., p. 118 sq.

issues de sa socialisation politique et culturelle auprès de Peuple et Culture, de réalités profondes de la vie culturelle grenobloise<sup>37</sup> et d'un clivage persistant au sein même du ministère de la Culture.

La première de ces réalités s'enracine dans les années de la Libération. À Grenoble, nombre des membres de l'association pour l'action culturelle (ACTA) ont le souvenir de la première Maison de la culture fondée en 1945 par les militants de Peuple et Culture. Ils ont vécu l'espoir que la troupe des Comédiens de Grenoble fondée par Jean Dasté soit reconnue comme centre dramatique national par Jeanne Laurent. De plus, les « prototypes » culturels proposés par Peuple et Culture appellent à une « culture commune » pour lutter précisément contre les séparatismes de classe. L'éducation populaire n'est alors ni en marge ni opposée à l'art qu'il soit classique ou contemporain, surtout à Peuple et culture qui compte dans ses rangs de nombreux artistes, dont certains, comme Henri Cueco qui deviendra un ami de Bernard Gilman. La nouvelle association Pour la Maison de la culture de 1964 a eu l'intérêt de regrouper et de cristalliser une série d'aspirations diffuses.

Ces deux courants se sont rejoints aux élections municipales de 1965 pour développer une animation de quartier, et en même temps pour une action culturelle plus générale. Il s'agit du même mouvement que celui qui a apporté les centres dramatiques nationaux en province une décennie plus tôt et que E. Copfermann a justement décrit : « Pour tenir bon, les pionniers des centres dramatiques devaient se

---

37. Sur cette situation, Grenoble n'est pas isolée, c'est le cas, par exemple, de Dijon, Annecy ou Rennes. Philippe Poirrier, « Histoire des politiques culturelles des villes », *Vingtième siècle*, n° 53, 1997, p. 129-146 ; Guy Saez, « Politique de style, politique de ville, Grenoble et Rennes devant la culture », *Les Cahiers de l'animation*, n° 41, 1983, p. 53-89.

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

chercher des alliés du côté de ceux qui, eux aussi aspiraient au changement de la société. Ce furent les associations culturelles, mouvements de jeunes et d'éducation populaire, comités d'entreprise...<sup>38</sup> » La seconde réalité est inscrite dans la vie quotidienne de Bernard Gilman : « C'est un peu une constante, me semble-t-il, dans ma vie, d'essayer de rester en contact le plus possible avec les hommes, là où ils vivent.<sup>39</sup> »

Comme il le dit lui-même, c'est donc logiquement que Bernard Gilman, incarnant ces deux courants, s'est retrouvé de cette façon conseiller municipal. Cependant, quand il revient plus longuement sur cette période dans l'entretien Cogne, cette logique apparente laisse entrevoir un débat plus profond qui dans ces années opposait deux versions du militantisme. En 2019, disait-il à Cogne : « Je m'interroge encore sur l'engagement politique du mouvement car, lorsque je me suis présenté sur la liste d'Hubert Dubedout, la direction de Peuple et Culture n'y était pas favorable ». Joffre Dumazedier disait : « Un permanent de l'éducation populaire n'est pas un partisan ; il ne doit pas s'inscrire comme ça sur une liste électorale<sup>40</sup> ». Peuple et culture avait fait un dogme d'une action « transpartisane », dogme quelquefois écorné, et par Joffre Dumazedier lui-même quand, président de l'association, il avait fait un bout de route avec le parti communiste. Paul Jargot, maire de Crolles, alors proche du Parti communiste, avait soutenu la position de Dumazedier, non pas par refus qu'un militant culturel embrasse la vie politique mais parce qu'à ses yeux l'équipe

---

38. E. Copfermann, « Enjeux politiques et sociaux du théâtre populaire » in R. Abirached (dir.), *La décentralisation théâtrale, Le Premier Age 1945-1958*, tome 1, Actes Sud-Papiers, 1992, p. 143-153, p. 147.

39. Bernard Gilman, Entretien Cogne, p. 12.

40. Idem, p. 11.

candidate, avec le GAM ne pouvait pas vraiment être de gauche puisque le Parti communiste n'en faisait pas partie.

Joseph Rovan, « un type extraordinaire<sup>41</sup> », avait été le seul des dirigeants de PEC à l'encourager à y aller. Mais la position dogmatique devait échouer devant le fait que même s'il menait campagne pour des élections, le GAM ne pouvait pas être traité comme un parti comme un autre, tant on avait du mal à percevoir en lui l'amorce d'une territorialisation de la politique et de l'action publique. Pour ajouter au brouillage des lignes, il était formé de personnalités qui adhéraient déjà à un parti national (le PSU pour la plupart des leaders), un choix un peu incongru, et il restait un parti local, ce qui dans la culture politique française est particulièrement rare<sup>42</sup>.

Sa mission est claire désormais : « Ce qui me semblait le plus important, c'était la jonction du secteur culturel et du courant socioculturel ». Précisons que cette volonté est affirmée un an après que le ministère des Affaires culturelles ait transféré la tutelle des organismes d'éducation populaire dont il avait la charge au secrétariat d'État à la Jeunesse et aux sports.

Il s'agissait de tramer une politique culturelle solidaire entre les quartiers et le centre-ville, penser les liens entre les différents types d'équipements, proposer en somme une

---

41. Idem, p. 10. Je ne peux que rejoindre ici l'admiration de Bernard Gilman à l'égard de Joseph Rovan. C'est lui qui m'a fait découvrir *Peuple et Culture*, quand lycéen de 17 ans, il m'avait sélectionné pour participer à une des premières sessions de formation de « conseiller de séjour » de l'Office franco-allemand à Berlin en février 1966. J'eus par la suite de nombreuses occasions de travailler avec lui, toujours avec la même admiration. Voir sa notice biographique dans le dictionnaire Maitron : <https://maitron.fr/rovan-joseph-rovan-joseph-adolphe-ne-rosenthal-joseph/>

42. Jean-Claude Colliard, « La territorialisation de l'offre politique » in Françoise Dreyfus (dir), *Nouveaux partis, nouveaux enjeux*, Ed. de la Sorbonne, 2000, p. 75-97.

vision d'ensemble de la ville et de sa culture. C'est la leçon que Bernard Gilman mais aussi François Hollard et Hubert Dubedout tirent des recommandations de la Commission des équipements urbains du V<sup>e</sup> Plan en 1964. L'adjoint à la culture précise sa conception d'une symbiose de l'action culturelle avec les politiques urbaines dans le journal municipal en 1971 : « Nous considérons l'action culturelle comme le moyen d'une immense prise de conscience d'une ville qui s'interroge et s'exprime [...] Notre force c'est d'avoir cru que l'urbanisme, l'action sociale, l'école, c'étaient aussi des terrains d'action culturelle.<sup>43</sup> » Il réitère en 1977 son idée d'une liaison étroite entre plusieurs sphères d'action publique et la culture :

« L'action culturelle est partie prenante d'un ensemble de luttes pour la transformation de la société. Pour ne pas être tronquée, elle devrait davantage être rattachée à d'autres activités sociales, notamment au travail. Aux militants culturels que nous sommes de traduire ces convictions dans nos actions spécifiques. Il serait souhaitable que les militants culturels prennent conscience des luttes entreprises, par exemple de l'enjeu des problèmes de santé et d'urbanisme ; et il serait également souhaitable que les militants politiques et syndicaux deviennent sensibles au fait que les luttes culturelles sont à mener sur le même plan que les autres, dès aujourd'hui.<sup>44</sup> »

Certes la notion d'animation globale que porte Bernard Gilman ne va pas trouver de théoriciens capables de la systématiser et de la diffuser, mais la particularité de la politique culturelle de la première municipalité Dubedout fut bien de comprendre la dynamique de la société d'alors,

---

43. Bernard Gilman, *Correspondance municipale*, janvier 1971, cité par Jeanne Girard, Didier Béraud, *Une aventure...* op. cit., p. 66-67.

44. Bernard Gilman, Entretien Chardère, p. 11-12.

d'y inscrire la ville en alliant le prestige des spectacles de la Maison de la culture aux plus modestes échanges entre des classes du village de la Salle-en-Beaumont avec celles du quartier Village olympique, en détectant l'envergure d'artistes comme Georges Lavaudant ou Jean-Claude Gallotta et en opérant avec audace l'intégration des équipements collectifs à la Villeneuve.

La question du public de l'action culturelle : l'inévitable petite-bourgeoisie

On est alors à l'apogée du mythe de Grenoble qui s'était construit sur le plan politique par le surgissement d'hommes et de femmes aux profils inusités, et de pratiques nouvelles. L'élection de Hubert Dubedout et du GAM avait sidéré les commentateurs politiques et mit l'accent sur de nouveaux objets politiques. D'abord l'accès de la « nouvelle classe salariée technicienne<sup>45</sup> » à l'exercice du pouvoir, l'espoir d'une modernisation de la gauche avec l'élection de Pierre Mendès France en 1967, une politique urbaine « territorialisée » empruntant le chemin d'une « décolonisation » des communes françaises, un rapport nouveau des chercheurs à l'action publique<sup>46</sup> et, bien entendu, une politique culturelle cohérente et consistante. Toutes ces problématiques étaient au cœur de la Rencontre socialiste de Grenoble du 30 avril 1966. Des représentants des clubs (Jean Moulin, Citoyens 60, Tocqueville...), de revues

---

45. Georges Lavau, « Réflexions sur le "mythe" de l'élection grenobloise », *Revue française de science politique*, n° 5, 1965, p. 958-963.

46. « La participation de nombreux chercheurs en sciences sociales grenoblois au projet d'un urbanisme démocratique a constitué sans contester l'une des originalités de l'expérience municipale » écrit Bernard Bruneteau dans « Le "Mythe de Grenoble" des années 1960 à 1970. Un usage politique de la modernité », *Vingtième siècle*, n° 58, 1998, p. 111-126, p. 119. On reviendra plus loin sur le fait que ce sont aussi des chercheurs, grenoblois ou non, qui mettront à mal le mythe dès le début des années 1970.

de gauche (*Témoignage chrétien, Esprit, L'Observateur*), rejoignent le PSU à Grenoble pour tenter de forger un socialisme moderne : « En refusant d'emblée toute considération concernant les programmes à court terme et la perspective des élections législatives, les organisateurs de la rencontre consacrent le style "club" et les méthodes des "sociétés de pensée"<sup>47</sup> ». Le choix de Grenoble pour ces assises de rénovation de la gauche s'imposait dès lors que les Grenoblois apparaissent comme les tenants d'un socialisme ni dogmatique ni empirique<sup>48</sup> ». Pour autant, comme le rappelle Michel Hollard<sup>49</sup>, l'un des organisateurs locaux du PSU, les orientations de cette rencontre ont été décidées au niveau national, ce qui reflète, malgré la volonté insistante de Hubert Dubedout de plaider pour la décentralisation, un syndrome centralisateur encore vivace. Cette impression sera vite effacée par la publication du rapport « Décoloniser la province » par Michel Rocard<sup>50</sup> qui donne le coup d'envoi d'un regain décentralisateur en France. Le style politique qui se dégage de ces initiatives, de l'esprit qui anime ces « modernisateurs » correspond en tout point à l'idéal militant de Bernard Gilman. Le goût

---

47. Janine Mossuz, « La rencontre socialiste de Grenoble », *Revue française de science politique*, 16-5, p. 967-974, p. 968.

48. René Mouriaux, cité par Janine Mossuz, op. cit., p. 970.

49. Michel Hollard, « Mendès le Grenoblois », Journée IEP de Grenoble, 13 juin 2014. Il ajoute : « Une fusion s'est confirmée entre l'image de Grenoble, incarnée par la municipalité Dubedout, et celle d'une gauche cherchant des voies nouvelles indépendamment de ce qui pouvait se concevoir au niveau national à la SFIO, à la Fédération de la gauche socialiste ou au Parti communiste », p. 8.

50. « Décoloniser la province », rapport général proposé par le comité d'initiatives aux délibérations des colloques sur la vie régionale en France. La couverture porte le nom de Georges Servet (pseudonyme de Rocard à ce moment). Le rapport a été republié avec les commentaires de Georges Gontcharoff, Jean Le Garrec et Michel Rocard, *Cahiers de IST*, éd. Bruno Leprince, 2013.

pour les petites structures plutôt que les grands partis, des projets à mettre en œuvre plutôt qu'une doctrine à proclamer, des innovations de terrain plutôt que des motions de synthèse d'estrade. Puisant à plusieurs courants, entre GAM et PSU via la médiation de Peuple et culture, on peut le reconnaître dans cette formulation, en forme de légère pique, qui vise ses amis du PSU « Volontiers moraliste, concrète, réformiste, la démarche initiale du GAM tempère on ne peut mieux le verbalisme idéologique souvent inflationniste.<sup>51</sup> »

Comme l'a écrit Gil Emprin, les élites culturelles grenobloises « ont joué un rôle majeur dans la représentation de Grenoble comme une ville de province exceptionnelle dans la France des années 1970, période d'un âge d'or culturel grenoblois<sup>52</sup> ». Peuple et culture est alors le « terreau des élites grenobloises ». Mais l'image est plus complète si on lui ajoute le rôle de synergie des élites politiques essentiellement menées par le PSU et « l'équation personnelle » pour reprendre une formule gaullienne, d'une personnalité comme Hubert Dubedout, lui-même porteur d'une « pensée en action » comme l'écrit P. Frappat<sup>53</sup>. En dépit de leurs origines sociales et de leur formation fort différentes, l'entente entre Bernard Gilman et H. Dubedout, est fondée sur leur estime mutuelle, sur la confiance réciproque. Sans doute cela tient-il à leur commun côté « paradoxal » de leur rapport à la politique d'une part et à leur rapport entre pensée et action d'autre part.

---

51. Bernard Bruneteau, op. cit., p. 114.

52. Gil Emprin, *Les élites culturelles à Grenoble des années 1940 à 1980*, 2020, p. 1, <https://hal.science/halshs-02892808>

53. Pierre Frappat, *Hubert Dubedout. Une pensée en action*, Grenoble, PUG, 2016.

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

### Le second mandat : innovations et limites de la politique culturelle

Le second mandat s'ouvre dans un contexte totalement différent de celui des années 1960. Mai 68 est passé par là avec son cortège de remises en cause politiques et culturelles. L'innocence n'est plus de mise. Dans une conférence à Peuple et Culture à Paris le 14 janvier 1971, Bernard Gilman tire le bilan du premier mandat à deux mois des élections municipales de mars 1971. Il revient sur l'état d'esprit du début de ce premier mandat en reconnaissant : « Nous n'avions pas suffisamment d'expérience pour prétendre avoir une politique ». Il est, dit-il, difficile de définir une politique culturelle sauf à rendre compte d'une ambition générale : « Nous considérons l'action culturelle comme le moyen d'une immense prise de conscience d'une ville qui s'interroge et qui s'exprime<sup>54</sup> ». Bien que les innovations culturelles suscitent débats et tensions, « c'est une évidence pour tous, le public actuel n'est pas celui que nous cherchons<sup>55</sup> ». Pourtant Grenoble continue d'avoir une politique culturelle innovante avec l'installation des ballets de Félix Blaska qui inaugure une brillante période pour la danse contemporaine qui sera poursuivie par Jean-Claude Gallotta, avec un modèle d'animation de la ville entière *La Ville en fête* qui sera beaucoup copié, la création d'un Ensemble instrumental. L'implantation du Théâtre populaire maghrébin confié à Mohammed Boumeqrha en 1973 est également une première en France... Mais c'est la création de la Villeneuve et de ses équipements intégrés qui va focaliser l'attention et les débats les plus vifs. Quant au public, il est impératif de mieux l'observer et le connaître, ce sera l'objet de la grande enquête *Dix ans d'action culturelle*.

---

54. Bernard Gilman, Conférence « La ville et la culture », Peuple et Culture, Paris 14 janvier 1971, p. 3.

55. Idem, p. 4.

L'expérience de la Villeneuve

Le projet des équipements intégrés de la Villeneuve de Grenoble illustre parfaitement la double démarche que Bernard Gilman avait choisie. D'un côté, utiliser toutes les possibilités tactiques, tous les réseaux pour faire avancer le projet au sein des administrations d'État, de l'autre faire de la vision stratégique locale une ressource pour imposer une action publique particulièrement innovante au début des années 1970. La construction des quartiers qu'on appelle alors la Villeneuve Grenoble-Echirolles, notamment du premier d'entre eux, L'Arlequin, est un symbole à plusieurs titres.

L'idée d'équipements intégrés avait connu une première réalisation avec l'opération d'équipements de Yerres dans l'Essonne portée par Paul Chaslin dans laquelle plusieurs membres de Peuple et culture étaient directement impliqués. Didier Béraud, directeur de la Maison de la culture y fait allusion déjà en 1968, en imaginant l'apport de ce genre d'innovation au développement culturel. À Grenoble même, au nouveau quartier du Village olympique une expérimentation est en cours pour programmer un groupe scolaire « ouvert sur la vie de la cité, les problèmes critiques, la vie artistique<sup>56</sup> » au moment de l'inauguration de la Maison de la culture.

Le programme de la Villeneuve est, en premier lieu, une opération d'aménagement urbaine d'une ambition inédite pour l'époque car elle mêle des registres d'action publique différents dont chacun déplorait qu'ils fussent traités séparément alors que la réalité urbaine est une. Sans doute se trouvait-il en France des aménageurs, des urbanistes, des architectes, des élus, des animateurs pour partager ce diagnostic mais c'est bien l'équipe municipale de Grenoble qui l'a mise en chantier pour la première fois à cette échelle.

---

56. Bernard Gilman, « Débat sur la culture », op. cit., p. 24.

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

Il s'agit, en second lieu du test des idées que l'esprit de Mai 68 avait répandu dans plusieurs groupes sociaux, en particulier dans une petite bourgeoisie « moderniste » : vision d'une ville combattant les ségrégations spatiales, sociales, d'habitants capables de prendre en main leur devenir, notamment en s'appropriant par la participation et la cogestion des instruments de leur développement et d'engager leur propre expression culturelle via une vie associative intense. Le slogan socialiste des années 1970, « changer la ville, changer la vie » résume assez justement ces aspirations, tout en évoquant immédiatement les innombrables controverses auxquelles il a donné lieu.

Pour Bernard Gilman, l'opération Villeneuve est l'occasion de mettre à l'épreuve des convictions mûries tout au long des années 1960, à travers ses rencontres, ses lectures, son expérience d'animateur et d'élu, même si elle est encore courte. Il y voit l'opportunité de lier à grande échelle cette fois, urbanisme et culture dans une véritable « politique de ville » : « l'action culturelle doit prendre de nouvelles formes d'expression [...] est-ce que construire un quartier ou une ville n'est pas un acte éminemment culturel<sup>57</sup> ? » Il reviendra plus longuement sur cette idée en la précisant dans l'entretien avec Bernard Chardère.

La gageure consiste à associer en une même structure plusieurs équipements relevant d'administrations différentes dans un même ensemble, d'y permettre une large participation autour du principe de la diversité culturelle. Il s'agit d'un effort inédit de décentralisation et de transversalité dans l'élaboration d'un programme urbain<sup>58</sup>. En ce sens, les

---

57. Entretien *in* revue *Grenoble*, n° 23, octobre 1970, cité par Jeanne Girard et Didier Béraud, *Une aventure culturelle à Grenoble*, op. cit., p. 64.

58. Marie Charlotte Alain, « L'Éducation nationale et le refus de la forme scolaire, Contrôler ou encourager les initiatives (1930-1981) », *in* Julien Cahon

équipements intégrés témoignent d'une grande ambition et forment un coup d'essai qui anticipe ce qui se fera après la réforme de décentralisation de 1982-1983.

Le programme que défendent Jean Verlhac, premier adjoint au maire et responsable de l'urbanisme, et Bernard Gilman en octobre 1969 est définitivement mis au point en mars 1970. Il est présenté comme un enjeu national de la volonté de changement ; à ce titre, il est également porté par un Comité de coordination interministériel pour les équipements intégrés (qui deviendra en octobre 1971 la Commission interministérielle pour les équipements intégrés) avec des fonctionnaires très favorables au projet et qui s'en feront les avocats auprès de leurs administrations. On y trouve des membres ou des proches de Peuple et Culture comme Jean Ader et Jean Hassenforder<sup>59</sup> qui avaient été impliqués dans la première expérience d'équipements intégrés à Yerres dans l'Essonne. Peuple et Culture avait participé à cette expérience et l'avait soutenu, notamment via Paul Chaslin et Jean Ader<sup>60</sup>, qui sera un très précieux relais de l'expérience de la Villeneuve au ministère de l'Éducation.

---

et Youenn Michel (dir.), *Refus et refusés d'école*, Grenoble, PUG, 2020, p. 145-156.

59. Les besoins culturels des jeunes et la réforme de l'enseignement secondaire étaient une préoccupation constante de PEC. Joffre Dumazedier, Jean Hassenforder, *Éléments pour une sociologie comparée de la production, de la diffusion, de l'utilisation du livre*, Paris, Cercle de la librairie, 1962 ; Jean Hassenforder, *L'innovation dans l'enseignement*, Paris, Casterman, 1972. Il rend ainsi hommage aux Grenoblois : « La municipalité de Grenoble mérite à cet égard notre reconnaissance. Il est intéressant de noter le rôle important que peuvent exercer les autorités locales en matière d'innovation. », p. 131.

60. La collaboration entre Jean Ader et Bernard Gilman est antérieure à l'affaire de la Villeneuve, car J. Ader était à PEC depuis 1948 et fut président de Culture et développement en 1968, association créée par PEC pour développer les liens avec l'Afrique. Et postérieure puisqu'ils se retrouvent en 1982 à la DDC où Jean Ader sera chargé de la relation avec l'Éducation nationale.

Le projet de la Villeneuve, sa construction et ses premières années de fonctionnement ont été passionnément commentés par différents milieux culturels, urbains, politiques. Il a suscité un débat politico-idéologique d'ampleur nationale quand a enflé la polémique contre le GAM et la politique urbaine et culturelle de Grenoble organisée par le Parti communiste. En focalisant le débat sur l'expérience de la Villeneuve, celle-ci se trouvait propulsée au premier plan de l'actualité nationale. Les promoteurs du projet ont eu à gérer une critique pesante qui mettait en cause la production « technocratique » du programme et dans le même temps – sans craindre la contradiction – accusée d'inspiration « gauchiste ». À cela s'ajoutait l'accusation de vouloir la mort de l'école et la fin de la démocratie par la promotion de la participation. Nous reviendrons plus loin sur tous ces lourds arguments qui accusaient la Villeneuve de Grenoble d'être l'exemple même de l'idéologie « réformiste » dont était accusé le GAM. On s'apercevra très vite également, que derrière le GAM, c'est le parti socialiste qui était pris pour cible.

Évaluer et apprendre des critiques

Il fallait donc parer à ce flot de critiques, en tenant compte qu'aux enthousiasmes des années 1970-1972 ont succédé des diagnostics d'échec les années suivantes. Mais le pragmatisme et la lucidité dont font preuve à ce moment Bernard Gilman et Jean-François Parent, le responsable de l'équipe Villeneuve à l'agence d'urbanisme, sont à souligner. Non moins importante était la réponse, en forme d'autocritique, à apporter à l'afflux de sociologues qui se sont répandus à travers la ville pour « tout simplement chercher dans les tentatives d'animation une illustration de leur théorie<sup>61</sup> ». En décembre 1972, un document intitulé « Réflexions sur les

---

61. Bernard Gilman, Entretien Chardère, p. 32.

équipements de quartier<sup>62</sup>» émanant de l'Agence d'urbanisme met en doute la capacité des équipements créés dans tous les quartiers de la ville d'accomplir les fonctions qui leur avaient été assignées. J.-F. Parent pointe ainsi les premières difficultés et en 1975, il publie avec la sociologue Eva Radwan une évaluation sans concession des obstacles administratifs rencontrés et des erreurs sociologiques commises. Il pointe notamment l'illusion qu'une intégration administrative puisse créer une unité d'action, comme dans le cas du CEPASC : « Appartenir à une même organisation ne suffit pas à créer des contacts entre les secteurs et ne sert souvent qu'à justifier et renforcer le mythe d'une unité [...] L'analyse de la Maison de quartier de l'Arlequin laisse apparaître que, malgré l'innovation et les objectifs "progressistes" de l'animation, l'équipement est en réalité conçu pour une certaine classe moyenne, pour une même classe moyenne.<sup>63</sup> »

Tout en admettant un échec dû au décalage structurel entre la classe moyenne et la réalité sociologique du quartier, les auteurs tirent la leçon qu'il convient d'être conscient de « tous les problèmes culturels ; sociaux et psychosociologiques qu'il faudra résoudre même si la base économique est modifiée<sup>64</sup> ». Il existe également une limite structurelle à l'innovation, c'est sa capacité à modifier durablement la culture administrative française. Lancé d'abord selon une stratégie du court-circuit qui a permis aux Grenoblois et au petit groupe de ses soutiens nationaux d'inventer l'intégration, le projet

---

62. Le rapport « Réflexions sur les équipements de quartier », Agence d'urbanisme de l'agglomération de Grenoble, 1973, suivi d'un autre rapport « Enquête sur la population du quartier de l'Arlequin », Société d'aménagement de l'Isère, 1973, sont synthétisés par Jean-François Parent et Eva Radwan dans l'article de 1975 paru dans *Espace et Sociétés*.

63. Eva Radwan et Jean-François Parent, « Le quartier de l'Arlequin à Grenoble, » *Espaces et Sociétés*, n° 16, 1975, p. 85-108, p. 97.

64. Idem, p. 107.

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

a manqué de relais dans les administrations déconcentrées, trop bousculées par ces procédures inédites.

La critique, qui vaut aussi comme autocritique, signale une limite du volontarisme pratiqué jusqu'ici. Il est remarquable que Bernard Gilman, au nom du collectif promoteur de la Villeneuve, assume les « erreurs qui ont été commises », notamment « La rue – autre idée-force – est un loup<sup>65</sup> » alors qu'il n'en est pas directement responsable.

Pour ce qui est de sa responsabilité directe, les équipements collectifs et l'animation, il reconnaît que la volonté de maîtrise du processus et l'omniprésence des professionnels élevées au rang de *Deus ex machina* ont en quelque sorte paralysé l'énergie des habitants. En revanche il met au compte des réussites le travail de partenariat entre les différentes administrations qui se sont coordonnées pour rendre possible l'ensemble des équipements intégrés. Mais comme nous venons de l'indiquer cette réussite au moment du projet ne survit pas à l'épreuve du temps. Il ajoute : « Et surtout, c'est la première fois que l'équipe municipale tente d'élargir ses responsabilités vis-à-vis de l'école. C'est le coin enfoncé dans la gigantesque masse de l'Éducation nationale [...] [pour] réinsérer l'école dans une société – une société d'adulte.<sup>66</sup> »

Une grande leçon est tirée : on ne peut plus faire confiance à l'idée que des solutions urbanistiques innovantes, une programmation d'équipements audacieuse et une animation globale facilitent à tout coup l'éclosion d'une âme du quartier, la rencontre, la déségrégation.

Les premières observations de la vie sociale et culturelle à la Villeneuve ont montré que la mixité sociale dépend davantage

---

65. Bernard Gilman, Entretien Chardère, p. 35.

66. Idem, p. 36.

des différences « des modes de vie et (des) normes culturelles des habitants plutôt que des innovations architecturales : il n'y a donc pas de véritable mixage social sur le quartier, car là où il existe sur un plan physique, on n'y trouve pas une vie sociale.<sup>67</sup> » La position du Centre de culture ouvrière préconisait des structures socioculturelles plus légères appuyées sur le bénévolat. Pierre Belleville, un de ses principaux animateurs et beau-frère de Bernard Gilman, écrit en 1973 un article fortement inspiré de l'expérience de la Villeneuve, dans lequel il critique la notion de quartier comme « cadre spatial de l'animation<sup>68</sup> » et lui préfère « l'unité de voisinage » plus homogène socialement et moins vaste physiquement. Bernard Gilman reconnaît dès ce moment que pour favoriser des relations il faut qu'elles naissent « peu à peu du désir et de la volonté des habitants.<sup>69</sup> » C'est aussi la conclusion à laquelle se rallient les concepteurs du deuxième quartier alors en construction, les Baladins. On imagine à quel point les échanges entre les beaux-frères ont dû être intenses à ce sujet.

Le deuxième enseignement, qui sera un thème de réflexion permanent pour Bernard Gilman, se trouve dans les formes de domination culturelle qu'exerce la petite-bourgeoisie. Il s'est d'ailleurs exprimé dès 1971 dans un entretien où il reconnaît le caractère de classe de toute politique culturelle<sup>70</sup>. Bien entendu, ce thème est largement développé par de nombreux sociologues, qu'ils utilisent des grilles de lecture issues des travaux de Pierre Bourdieu, de Michel Foucault ou encore de Louis Althusser. Grenoble et sa politique culturelle ont

---

67. « Enquête sur la population du quartier de l'Arlequin », op. cit.

68. Pierre Belleville, « Le cadre spatial de l'animation », *Critique socialiste*, n° 15, 1973.

69. Bernard Gilman, Entretien Chardère, p. 36.

70. Bernard Gilman, Entretien « Les communes et l'action culturelle », *Grenoble*, revue municipale, n° 117, janvier 1971.

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

servi de terrain à la caractérisation de changement d'attitudes et d'orientation politique au sein des classes moyennes ; la notion de petite bourgeoisie « nouvelle » ou « moderne », bien qu'imprécise à la fois sur le plan théorique et statistique, est assez suggestive pour rendre compte des aspirations de groupes sociaux qui grâce à un « capital culturel » de plus en plus consistant souhaitent repenser le monde en dehors de la tradition marxiste<sup>71</sup>. Ce sont ces groupes sociaux qui ont une soif culturelle telle qu'ils sont devenus à la fois les meilleurs soutiens et les premiers bénéficiaires de la politique culturelle. Bernard Gilman souhaite en 1978 qu'il y ait plus de reconnaissance des diversités et de la multiplicité des aspirations des groupes sociaux, qu'il ne faut jamais ramener à un « public unique ». Mais en même temps, l'aspect dynamique qui imprègne la mobilisation de ces groupes sociaux justifie le rôle qu'ils jouent.

Il explique : « Pour mon compte, je ne pense pas qu'il y ait lieu de désespérer en constatant cette soif culturelle d'une certaine classe moyenne. Pourquoi n'en vaudrait-elle pas la peine ? N'en sommes-nous pas ? Elle a un rôle à jouer et de plus en plus important dans notre société.<sup>72</sup> » Dans un fameux discours de 1872, Léon Gambetta avait choisi Grenoble pour y évoquer les « couches sociales nouvelles » appelées à construire la République. Il les décrivait comme « une génération neuve, ardente quoique contenue, intelligente, propre aux affaires, amoureuse de la justice, soucieuse des droits généraux<sup>73</sup> ». En 1968, ce portrait a peu vieilli.

---

71. Le thème est alors largement présent dans les travaux de Jacques Ion, Bernard Miège, Francis Godard, du Cerfi, etc. Pour une réévaluation contemporaine voir Élie Guéreau, *Le Déclin de la petite bourgeoisie culturelle*, Paris, Raisons d'agir, 2023.

72. Bernard Gilman, Entretien Chardère, p. 9.

73. Léon Gambetta, *Discours prononcé à Grenoble, le 26 septembre 1872*, Paris, Éd. E. Leroux, p. 18-19.

Lors d'un débat à propos de l'ouverture imminente de la Maison de la culture, Jean Giard, au nom du PCF, reprenait la même formule mais cette fois pour dénoncer les « nouvelles couches sociales [qui] sont surestimées dans le rôle qu'elles jouent au détriment de la classe ouvrière<sup>74</sup> ». À un siècle de distance, la même pièce du théâtre politique se rejoue.

Un point d'orgue : l'enquête *Dix ans d'action culturelle*

Autre innovation de taille qui doit une fois de plus son existence à la bonne entente entre Bernard Gilman et Augustin Girard : la mise en chantier d'une vaste évaluation de dix ans de politique culturelle. Cette enquête mobilise des personnes et des financements municipaux avec un fort soutien financier et intellectuel du Service études et recherche du ministère pour qui c'est également une première. Augustin Girard la commente ainsi « L'action culturelle de Grenoble a créé une situation originale sinon exemplaire... la coloration résolument sociale de cette politique donne à cette expérience une valeur de test.<sup>75</sup> » La décision de procéder à ce qui est une innovation aussi bien pour la recherche que pour une politique culturelle de ville est à mettre en relation avec les conséquences que la polémique de la Villeneuve a eue sur les acteurs de la vie culturelle grenobloise qui s'interrogent sur les contenus et les finalités de la politique. Elle est aussi une réponse, sur leur propre terrain, aux sociologues que Bernard Gilman fustige ainsi : « Quant à ceux qui débarquent au petit matin et passent quelques heures, quelques jours à peine, de combien de jugements définitifs ne sont-ils pas les auteurs ? On a beaucoup écrit sur Grenoble, trop sans doute et trop vite.<sup>76</sup> »

---

74. Jean Giard « Le cas Grenoble », *La Nouvelle critique*, n° 10, 1968, p. 11.

75. Augustin Girard, « Avertissement », *Dix ans d'action culturelle*, p. 1.

76. Bernard Gilman, Entretien Chardère, p. 12-13.

Bien entendu, il a été le premier à être sollicité pour commenter les résultats de l'enquête. L'entretien qui accompagne le bilan des *Dix ans d'action culturelle* est un exemple des paradoxes qui le caractérisent. Il dit « Je n'ai pas le goût des bilans, des analyses, des regards jetés derrière soi. Par nature je préfère me plonger dans le présent et imaginer, rêver l'avenir.<sup>77</sup> » On ne peut le croire qu'à moitié, il peut, certes, préférer l'action à venir au retour sur le passé, il n'en est pas moins convaincu qu'un regard réflexif est nécessaire, peut-être pas en lui-même mais à l'action à venir. Les enquêtes de 1973 sur la Villeneuve que nous évoquons plus haut en sont une première preuve. D'ailleurs, c'est ce qu'il signifie avec regret quand il avoue, un peu plus loin : « les moments de réflexion m'ont manqué », parce que la vie municipale est faite d'urgences constantes.

L'enquête des *Dix ans* en est la seconde preuve. Elle doit également mettre un terme à toute une série de discussions qui restaient un peu confuses, sans assise empirique solide. Rappelons que cette enquête sans précédent conduite sous la direction de Pierre Gaudibert (qui prendra ensuite la direction du musée des Beaux-Arts) et Philippe Avenier inaugure une longue tradition d'évaluation des politiques culturelles<sup>78</sup>. Elle est une preuve supplémentaire des bons rapports entre Grenoble et le ministère, plus particulièrement entre Augustin Girard et l' élu grenoblois.

La grande question qu'il se pose à propos de cette évaluation ne rejoint peut-être pas les enjeux de test méthodologique du Service études et recherche du ministère. Elle concerne le sens et la portée de l'intervention municipale, ou plus précisément du volontarisme en politique. L'enquête

---

77. Idem, Entretien Chardère, p. 1.

78. Philippe Avenier, Jean-Pierre Bernard, Gérard Rannaud, Guy Saez, « Dix ans de politique culturelle à Grenoble », *Silex*, n° 2, p. 7-37.

lui permet de constater d'abord un succès paradoxal : la municipalité est devenue l'institution où convergent la plupart des initiatives culturelles des habitants, trop peut-être. Elle est ainsi soumise à une injonction de réponse positive qu'elle ne peut évidemment pas satisfaire, ce qui entraîne déception et ressentiment de la part des quémandeurs. En somme, le succès d'une politique entraîne une surcharge de demandes qu'on ne peut satisfaire, ce qui a pour conséquence une frustration qui peut muter en critique, voire en délégitimation de cette politique. Puisque la porte est si étroite, Bernard Gilman ne peut que faire preuve de modestie en reconnaissant qu'une large partie de ce qui fait la culture d'une ville échappe à la décision politique. Soit elle se fabrique en surface et au rythme rapide des contenus des industries culturelles, soit elle se trame souterrainement et plus lentement à travers la vie quotidienne. C'est à cela que les « engrangeurs d'aujourd'hui (chercheurs, archives municipales ou départementales, musées, etc.) » devraient être sensibles pour préparer la « mémoire populaire » de demain<sup>79</sup>.

Au passage il donne un aperçu de son *ars politica* et du rapport entre le sérieux de la politique et le pas de côté plus léger qu'il faut faire pour rester soi-même : « Au cours des séances épiques de la commission des finances, summum de la vie municipale, j'ai joué un double jeu : bagarreux, têtu, rusé, consterné quand "ça" ne passait pas, donnant l'impression de m'engager à fond. En fait je gardais un certain regard amusé. Sous les dossiers, sous les chiffres, je cachais souvent un recueil de poèmes. Ces réunions et ces batailles n'avaient de sens que par ce livre caché.<sup>80</sup> »

---

79. Bernard Gilman, Entretien Chardère, p. 7.

80. Idem, *ibidem*.

Mais pour dynamique et innovante qu'elle ait été, l'évaluation laisse entrevoir aussi une action culturelle imprécise dans son projet et pointe certaines insatisfactions des acteurs de terrain. Le cœur de l'enquête, aussi ce qui a le plus retenu l'attention, est le rapport rédigé par P. Gaudibert sur la perception que les acteurs culturels ont de la politique culturelle de Grenoble. Ils affichent en effet une insatisfaction qui est difficile à caractériser précisément, encore plus peut-être à justifier. Les acteurs culturels se félicitent de la diversité et de l'importance de l'offre culturelle publique à Grenoble, ils sont conscients de la singularité de la ville à ce sujet mais en même temps ils peinent à percevoir une cohérence parmi toutes les réalisations de la décennie passée. Ce n'est pas tant les décisions qui ont été prises qui sont soumises à la critique que la façon dont elles ont été prises. Bernard Gilman est d'ailleurs le premier à déplorer l'absence d'une méthode de décision d'une politique publique, fut-elle municipale. Le manque de temps, l'évanescence des critères de choix, l'accumulation de demandes incessantes, les conflits internes tant dans l'équipe municipale que parmi les acteurs culturels eux-mêmes, toutes les routines, autant de facteurs qui limitent la visibilité d'une action publique. Dès lors que la maîtrise du processus échappe à l' élu comme aux collectifs, c'est un sentiment de lassitude qui prend le dessus. Il résume sans ambages son état d'esprit d'alors : « Oui, j'étais las. J'avais envie de ne plus être regardé comme un coffre à subventions possibles.<sup>81</sup> » Plus tard il dira : « j'étais quelque peu usé au bout du deuxième mandat<sup>82</sup> ». Je crois qu'il faut ajouter aux raisons qu'il allègue, une autre dimension qui s'inscrit dans le combat idéologique avec le parti communiste d'alors.

---

81. Idem, p. 2.

82. Bernard Gilman, Entretien Cogne, p. 28.

Le projet de la Villeneuve, sa construction et ses premières années de fonctionnement, a été passionnément commenté par différents milieux culturels, urbains, politiques. Il a suscité un débat politico-idéologique d'ampleur nationale quand a enflé la polémique contre le GAM et la politique urbaine et culturelle de Grenoble organisée par le Parti communiste. Revenons un instant sur cette polémique pour compléter ce qui en a été dit plus haut. En focalisant le débat sur l'expérience de la Villeneuve, celle-ci se trouvait propulsée au premier plan de l'actualité nationale. Les promoteurs du projet ont eu à gérer une critique pesante qui mettait en cause la production technocratique du programme. Dans le même temps et sans craindre la contradiction, il a été sous les feux de l'accusation de « gauchisme » : il voulait la mort de l'école par l'animation et la fin de la démocratie par la promotion de la participation. Alors que l'encre de la signature du Programme commun de gouvernement de la gauche était encore toute fraîche (1972), tous ces arguments expéditifs faisaient de la Villeneuve de Grenoble l'exemple même de l'idéologie « réformiste » dont était accusé le GAM, idéologie partagée par le parti socialiste qui annonçait vouloir « changer la ville [pour] changer la vie ».

Il faut en effet rappeler que lors des accords pour la constitution d'une liste de gauche aux élections municipales de 1971, le PC local n'a pas voulu participer à une alliance avec le GAM, accusé d'être une entreprise contre les partis, et contrairement aux accords nationaux il n'a pas voulu au second tour retirer sa liste au bénéfice de l'alliance PS-GAM arrivée en tête. Ce sont les instances nationales du PC qui entérinent ce retrait, comme l'annonce le journal *L'Humanité* le 17 mars 1971. Malgré cette déconvenue, le PC met en œuvre un fort dispositif politique et intellectuel pour dénoncer, au-delà du cas exemplaire de la Villeneuve,

tous les principes politiques fondateurs du GAM et de la « deuxième gauche » réformiste.

Rappelons également que le programme commun de gouvernement de juin 1972 est signé sans le PSU. Il n'a pas du tout été un facteur de stabilisation de la politique grenobloise puisque la fédération locale du PC a accueilli fraîchement l'investiture donnée par le PS à H. Dubedout pour les législatives de 1973. Ne pouvant critiquer de front le PS en raison de son alliance toute neuve, le PC redouble d'efforts contre le GAM alors que celui-ci est en voie de disparition. C'est donc bien le PS, ou une fraction importante du PS, qui est visée, celle qui met en œuvre une politique urbaine et culturelle pour les classes moyennes, réformiste, participative, en somme la plus attachée au slogan « changer la ville, changer la vie ». Les questions qu'aborde le PC sont donc bien des questions d'orientation politique nationale dont Grenoble est le terrain d'affrontement le plus exemplaire. Sur le plan doctrinal, il s'agissait d'en finir avec le thème de la « ville pilote » qui invisibilise la classe ouvrière et ses combats.

Un grand colloque est organisé par la revue intellectuelle du PC *La Nouvelle critique* et le Centre d'étude et de recherche Marxiste en 1974. Intitulé *Pour un urbanisme*, le colloque se tient à Grenoble au stade de glace où il attire près de 1 200 participants. Jean Giard<sup>83</sup> et Alain Arvin-Berod, en sont les animateurs locaux. C'est « un événement sans précédent dans l'histoire des partis politiques français.<sup>84</sup> »

---

83. Il avait alerté dès 1968 sur le danger que faisait peser la « nouvelle gauche » grenobloise sur le parti communiste in « Le cas Grenoble », *La nouvelle critique*, n° 10, janvier 1968. Il sera adjoint aux finances dans l'équipe municipale d'Union de la gauche en 1977.

84. Vanessa Grossman, *Pour un urbanisme...*, 1974, « Les communistes français et le tournant urbain », in Dimitri Manessis et Guillaume Roubaud-

C'est l'occasion de faire la synthèse d'un travail de fond impulsé par des chercheurs communistes et marxistes<sup>85</sup> dans le cadre du CERM depuis quelques années. Le cadre théorique présenté laisse entendre que les forces technocratiques, de concert avec le gauchisme issu de Mai 68 sont susceptibles de ruiner le régime des partis, d'abolir la démocratie représentative et l'autorité des élus par la participation et d'attenter à la science en voulant substituer une pédagogie *animationiste* à l'École de la République. La critique du PC, aussi lourde que violente, a été un fardeau supplémentaire dans la besace déjà bien chargée de Bernard Gilman. Il savait qu'il n'y aurait plus aucune marge pour lui, par exemple sur l'idée hardie d'une démocratie infracommunale, si l'équipe municipale intégrait des communistes aux élections municipales de 1977.

Mais à ces considérations idéologiques nationales et politiques locales s'ajoute une hostilité personnelle à l'égard de Bernard Gilman qui se traduit par des propos très violents de la part des communistes : « Mais ce qui, à notre sens, est plus grave, c'est que délibérément M. Gilman ait voulu supprimer le choix culturel, ait voulu imposer « ses » formes d'art : cette « dictature culturelle comme pour toutes les dictatures, ne s'embarrasse pas de la concertation, ni de la participation des citoyens à l'élaboration de la politique municipale.<sup>86</sup> » Ils se trouvent également des alliés de la SFIO pour enfoncer le clou. Ainsi les propos du premier adjoint au maire, Albert Royer sont également une critique

---

Quashie, (dir), *Empreintes rouges, Nouvelles perspectives pour l'histoire du communisme français*, Presses universitaires de Rennes, 2018, p. 132-142.

85. Il s'agit entre autres, des sociologues Jean Lojkine, Edmond Preteceille, Christian Topalov, Francis Godard, François Ascher, ce dernier en poste à l'Institut d'urbanisme de Grenoble.

86. CERM cité par Jeanne Girard et Didier Béraud, op. cit., p. 153.

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

*ad hominem*: « “Ta” politique culturelle à la mairie, mon cher Gilman, a été jugée certes dynamique, mais trop “personnelle” ou personnalisée. Tu n’as pas assez le souci du travail en équipe. Tu donnes l’impression de te méfier de tes collègues et de vouloir dans une certaine mesure les placer devant le fait accompli ou les entraîner sans avoir assez éclairé la route.<sup>87</sup> »

Voilà qui explique, en plus d’une position stricte à l’égard du cumul des mandats, pourquoi, sans regret, il ne sollicitera pas un nouveau mandat en 1977. Il lui fallait se ressourcer, retrouver « les fougues, les audaces, les imprudences de ceux pour qui tout est encore possible – pour qui il n’y a pas seulement un acquis, un territoire à défendre. Et puis Grenoble, derrière un vernis d’avant-gardisme, commençait à devenir trop sage.<sup>88</sup> » L’énergique militant tournerait-il la page d’une ville devenue trop sage? Un an après ce jugement peut-être un peu hâtif il aura l’occasion de replonger au cœur d’une mêlée fort agitée par la crise de la Maison de la culture comme nous le verrons plus loin.

Les valeurs d’une éthique politique

S’il y a un rôle à jouer pour un élu chargé des affaires culturelles, cela passe par deux attitudes complémentaires qui dessinent une sorte d’éthique politique. D’une part, cesser de croire qu’on est autorisé à « agir pour les plus défavorisés » car « il y a tout un pan de la vie populaire qui nous est étrangère. Pouvons-nous imaginer et inventer pour d’autres?<sup>89</sup> » Le modèle « aller au peuple » ou « se faire peuple », comme on en débattait dans les universités populaires au

---

87. Lettre de Albert Royer à Bernard Gilman, février 1971, cité par J. Girard et D. Béraud, op. cit., p. 153-154.

88. Bernard Gilman, Post-face, Entretien Chardère, p. 2

89. Idem, Entretien Chardère, p. 9.

temps de l'affaire Dreyfus, serait une façon hypocrite de s'aligner sur les positions des classes populaires en échappant à l'accusation d'agir pour ses propres intérêts. Mais si on affirme l'essence des classes moyennes comme des classes modernes qui élaborent des goûts nouveaux à mi-chemin entre des pratiques trop élitaires ou trop traditionnelles, on tend plutôt à fonder une esthétique plutôt qu'une éthique.

Peut-on sortir de ce dilemme entre éthique et esthétique en embrassant la culture comme totalité de la vie quotidienne? Il s'agit alors d'affirmer une universalité nouvelle qui, au contraire de la culture bourgeoise (et on le verra plus loin dans l'évolution de Bernard Gilman, occidentale), se situe à rebours de la dictature du prolétariat et fait fond sur la multiplicité et les différences. Déplacée du cadre étouffant de l'esthétique bourgeoise, la culture est installée au cœur de la vie quotidienne qui devient elle-même système esthétique.

En somme l'art et la vie réconciliés, la culture rendue au peuple, c'est tout l'esprit de Peuple et culture qui s'exprime ici<sup>90</sup>. Bernard Gilman y ajoute une manière concrète, matérielle, de transcrire ces idées à travers une territorialité vivante. Les individus et les groupes sociaux doivent être appréhendés dans leur rapport à un territoire. Ce que démontrent les formes d'animation rurale qu'il a développées plus jeune, les politiques d'équipement de quartier à Grenoble et les initiatives qui viendront plus tard comme le combat pour la création du centre culturel Tjibaou en Nouvelle-Calédonie, c'est la conviction profonde que les groupes sociaux doivent « marquer » leur territoire.

---

90. Guy Saez, « Mythe des origines et filiations ambiguës : la naissance de Peuple et Culture », in Jean-William Dereymez (dir), *Être jeune en Isère 1939-1945*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 169-188.

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

En ce sens, « l'animation, incessante fabrique de territoire<sup>91</sup> » fait que toute politique culturelle et toute action collective sont territorialisées et que « tout art est local<sup>92</sup> ». Si Bernard Gilman n'est ni un doctrinaire ni un théoricien de l'urbanisme culturel que l'on commencera à caractériser vers la fin des années 1980, il en a une intuition assez complète sur deux de ses trois aspects essentiels.

Le premier concerne, comme nous venons de le montrer, à travers tous les choix qu'il a faits, le projet d'une culturalisation de la politique urbaine. Celle-ci se démarque largement de la tradition de l'art ornemental, employé comme décor urbain, comme embellissement de la ville. La Maison de la culture n'a pas pour vocation première d'embellir l'espace, bien que sa monumentalité y pourvoie incontestablement, mais de signifier un certain rapport entre la vie urbaine et la culture. Les œuvres du Symposium de sculpture en 1967, dans la mesure même où elles provoquent une dispute sur leur valeur esthétique, ont une autre fonction que d'être belles. « Notre force, disait-il en 1971, c'est d'avoir cru que l'urbanisme, l'action sociale, l'école seraient aussi des terrains d'action culturelle.<sup>93</sup> » La conception qui se dégage ici est celle que la sociologie culturelle-urbaine appellera le *cultural planning*<sup>94</sup>, développée principalement à partir des années 1980 au Royaume-Uni qui se répandra à travers le monde dans les premières années du XXI<sup>e</sup> siècle.

---

91. Guy Saez, « Fabriquer des territoires : les quartiers à Bologne, Turin et Grenoble », *Cahiers de l'aménagement du territoire*, n° 6, 1981, p. 11-28, p. 12.

92. Bernard Poche, « Tout art est local. De l'art comme jeu sur la forme au territoire comme forme sociale », *Espaces et Sociétés*, n° 69, 1992, p. 55-76.

93. Bernard Gilman, Conférence, *La ville et la culture*, op. cit. p. 4.

94. Graeme Evans, *Cultural Planning: an Urban Renaissance?*, London, Routledge, 2001.

Concevoir une action politique qui donne une consistance à cette philosophie, c'est s'exposer à bien des désillusions. Si Bernard Gilman se montre agacé par les commentateurs qui ont cru que la politique d'équipements visait à « reconstituer une communauté de village<sup>95</sup> », c'est qu'il est parfaitement conscient des contraintes de la vie urbaine moderne qui « font éclater cette territorialité de quartier. Il faut donc relativiser cette notion.<sup>96</sup> »

Comment sortir de ces difficultés ? En mariant l'audace à la prudence. La prudence vient de l'expérience concrète de la vie de quartier où les groupes ont tendance à se cloisonner, ou certains usent de leurs atouts pour dominer les autres : « Je n'accorde pas systématiquement aux quartiers toutes les vertus de la démocratie<sup>97</sup> ». L'audace serait d'envisager une autre formulation du rapport à la démocratie et à la politique dans une grande ville. Quand il dit : « tant qu'une authentique décentralisation de pouvoirs et de moyens ne sera pas opérée, il n'y aura pas de véritable démocratie de quartier », il pense à l'expérience italienne avec les villes de Bologne ou Turin<sup>98</sup>. Les élus de l'ex-GAM et certains élus socialistes de 1971, comme René Rizzardo, avaient été impressionnés par les réformes italiennes qu'ils avaient découvertes dans des voyages d'étude, souvent organisés par Peuple et culture. L'aspiration à la participation voit triompher à Bologne notamment un *quartierismo* qui aboutit en mars 1974 à une forme d'institutionnalisation des conseils de quartier. Désormais les conseillers de quartier sont nommés proportionnellement au nombre de voix obtenues par chaque parti dans chaque quartier. Cette « proportionnelle de quartier »,

---

95. Bernard Gilman, Entretien Chardère, p. 32.

96. Idem, p. 33.

97. Idem, p. 35.

98. Guy Saez, « Fabriquer des territoires », op. cit.

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

soutenue par le Parti communiste italien, donne lieu à de nombreux projets de décentralisation infracommunale. Si certains élus grenoblois sont séduits par cette avancée de la participation, ce n'est pas le cas de leurs collègues communistes entrés dans l'équipe municipale aux élections de 1977. Ils y mettent leur veto et le projet sera abandonné; il faudra attendre les débats relatifs à la loi de démocratie de proximité du 27 février 2002 pour voir en France une timide institutionnalisation des conseils de quartier.

L'ensemble des réflexions que Bernard Gilman mène à la fin de son mandat explique qu'en 1977 il ne se représente pas aux élections municipales. Auprès de Dubedout, René Rizzardo poursuivra, à sa façon, le travail amorcé en laissant une trace profonde dans le monde culturel. Bernard Gilman se consacre alors à capitaliser son expérience et son expertise, par exemple auprès du Conseil de l'Europe pour lequel il écrit un court ouvrage dont la pertinence défie le temps : *Le Musée, agent d'innovation culturelle*<sup>99</sup>. Il accepte en 1979, après des sollicitations pressantes, une mission périlleuse : remettre à flot la Maison de la culture de Grenoble. Une opération sans doute nécessaire mais difficile, dont il tirera quelques leçons pour l'avenir de la décentralisation culturelle.

Les limites du volontarisme municipal

Avant d'aborder son action pour dénouer la crise de la Maison de la culture, on peut s'arrêter, sur deux enseignements que Bernard Gilman a dégagés de son expérience municipale et qu'il a voulu formaliser, sinon théoriser, car ce terme ne lui aurait sans doute pas convenu. Certes, on trouve dans diverses interventions des vues plus ou moins partielles sur la façon dont il conçoit une politique culturelle

---

99. Bernard Gilman, *Le musée, agent d'innovation culturelle*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1977.

de ville et son rapport aux autres institutions publiques, l'État, la région, mais pas encore un discours d'ensemble. Il reprend et synthétise un certain nombre d'analyses qu'il fait dans ses réponses à Bernard Chardère dans un texte coécrit avec Catherine Tasca en mai 1978. Rappelons-le, l'un comme l'autre n'exercent plus de responsabilité à Grenoble à ce moment-là. Catherine Tasca a quitté la direction de la Maison de la culture après les élections municipales de mars 1977, et Bernard Gilman n'est plus élu. Ils ont tous deux réfléchi à la question, notamment en animant ensemble à la demande de Claude Domenach le séminaire « Politique culturelle » du diplôme de l'Institut d'études politiques de Grenoble<sup>100</sup>. Réflexion qu'ils poursuivent en participant aux travaux de L'Atelier, petit groupe qui s'est réuni entre 1974 et 1980 où se retrouvent des amis fidèles. Leur tâche : préparer l'arrivée de la gauche socialiste au pouvoir avec « l'ambition – ou la prétention – de formuler des axes de politique culturelle et d'anticiper ce qui pourrait advenir si la gauche venait un jour au pouvoir<sup>101</sup> ».

Bernard Gilman a souvent remarqué que les attentes des habitants à l'égard de la municipalité étaient démesurées par rapport aux compétences et pouvoirs réels des institutions communales, ce qui entraînait une charge de travail asphyxiant et, forcément, des désillusions de la part des habitants insatisfaits. Le court texte qu'il écrit avec Catherine

---

100. Ils quittent ce séminaire en 1977 et Claude Domenach me propose d'en prendre la relève à la rentrée de 1977-1978.

101. Catherine Tasca, dialogue avec Bernard Faivre d'Arcier, *Administrer la culture... avec passion !* Paris, Éd. La rumeur libre, 2021, p. 123. Ce groupe composé, entre autres personnalités, outre Catherine Tasca et Bernard Gilman, de Bernard Faivre d'Arcier, Pierre Gaudibert, Jérôme Clément, Jean Digne, Didier Béraud, Henri Cueco ; il a publié une revue *Les Cahiers de l'Atelier*. Voir également Catherine Tasca, avec Xavier Merlin, *Un choix de vie*, Paris, Plon 2001. La livraison n° 3 (1979) de la revue, coordonnée par Bernard Gilman et Catherine Tasca s'intitule « Un Plan culturel pour les communes ».

Tasca en mai 1978<sup>102</sup> témoigne du recul qu'il a pris avec ses fonctions d' élu mais aussi le souhait de contribuer à une meilleure compréhension de la démocratie locale. S'agissant de la politique culturelle, il note qu'elle doit surmonter des obstacles inévitables comme l'hétérogénéité partisane de l'équipe, les perceptions différentes des problèmes selon les générations et la situation socioprofessionnelle des élus. Les choix que les élus doivent trancher sont tributaires des équilibres et arbitrages entre ces différentes contraintes. C'est particulièrement vrai pour ce qui est d'assumer les héritages des municipalités passées car « une politique ne se lit pas d'un mois ou d'une année sur l'autre mais bien à travers plusieurs décennies<sup>103</sup> ». Voilà qui doit tempérer les ardeurs des plus pressés !

Le grand débat de la fin des années 70 met aux prises deux conceptions de l'action culturelle. S'il est courant de considérer la dynamique culturelle à travers les couples d'opposition culture populaire / culture bourgeoise, populisme / élitisme, culture de masse / contre-culture, animation socioculturelle / création artistique, etc., il convient de rappeler que la tentative de l'éducation populaire et plus précisément de Peuple et culture a été de dépasser ces oppositions binaires pour promouvoir une *culture populaire commune* à tout un peuple. Les proclamations du manifeste de 1945 sont, selon moi, très éclairantes pour comprendre le parcours et les positionnements de Bernard Gilman. « La culture populaire ne saurait être qu'une culture commune à tout un peuple : commune aux intellectuels, aux cadres, aux masses [...] Il faut la vivre ensemble pour la créer. [...] La « culture désintéressée » se désintéresse un peu trop de la vie

---

102. Bernard Gilman, Catherine Tasca, « Les limites du volontarisme municipal », in *Dix ans d'action culturelle*, mai 1978, 9 p.

103. Idem, p. 2.

[...] La culture vraie ne se limite pas à la sphère des idées, elle conduit à un art de s'exprimer et a un art de vivre.<sup>104</sup>» L'humanisme allié ici au volontarisme est une sorte de bréviaire du militant culturel, modelé par PEC.

On a déjà vu à quel point au début de son premier mandat, l'adjoint à la culture était attaché à l'équilibre entre les équipements d'animation socioculturelle et une action culturelle plus classique. Ses conceptions ont évolué non pas vers un « pluralisme faussement égalitaire » mais au profit d'un « front culturel diversifié ». Il faut entendre par là que la diversité des publics qu'on veut atteindre est une réalité sociologique sur laquelle il n'est pas légitime de plaquer des discours univoques.

D'autre part, il convient de respecter la diversité fonctionnelle d'une politique culturelle faite de création, de formation, d'animation, de diffusion, réalités solidaires qui se déclinent elles-mêmes différemment selon les grands champs d'intervention : livre, musées, théâtre... La complexité qui caractérise maintenant la politique culturelle est un défi à la fois intellectuel, organisationnel et institutionnel pour lequel les municipalités sont encore trop faiblement équipées.

Le défi intellectuel et politique de la gestion de la diversité est sans doute le plus exigeant. En effet, on ne peut y répondre par une sorte de pluralisme neutre qui ne peut conduire qu'au saupoudrage des moyens, à une forme de neutralisation dans l'expression des différences, et au bout du compte à un certain conservatisme. Bernard Gilman est bien conscient que le droit à la différence se heurte au mur des inégalités sociales et économiques et qu'une simple adaptation de la politique de l'offre culturelle, par une

---

104. *Un peuple, une culture*, Manifeste de Peuple et culture, 1945, (chapitre Lignes d'action).

action sur les tarifs ou la multiplication des équipements, ne peut que produire des résultats décevants. Aussi faut-il « redistribuer les cartes », c'est-à-dire donner aux groupes « les moyens de leur propre expression<sup>105</sup> », notamment celle des minorités nationales et étrangères. En imaginant des formes d'action qui leur soient spécifiques, en modifiant à leur profit la répartition des moyens. Ce sont en somme les principes d'une municipalité entrée dans la spirale vertueuse du développement culturel.

Sur la question des instruments d'action publique, il se montre très sceptique à l'égard des formes actuelles de gestion directe par les municipalités. Les procédures bureaucratiques, les routines professionnelles et l'inadaptation des statuts de la fonction publique territoriale, sources de raideurs corporatiste et syndicale, ne conviennent pas au rythme qui est celui du monde culturel. Le manque de souplesse et d'adaptabilité des personnels appartient à des « temps révolus ». Il faut donc veiller à moderniser les formations, réfléchir aux relations du couple politique-technicien qui a tendance à marginaliser les usagers.

La leçon qu'il tire du rôle accru de l'Agence d'urbanisme, qu'il a par ailleurs toujours soutenue, se lit dans ces propos. Parmi les solutions qu'il préconise, on trouve le rappel des fondements d'un bon management public, par exemple l'existence d'un véritable cahier des charges pour toute subvention municipale, l'accroissement des services d'information et de documentation, la présence de chargés de mission, médiateurs entre l'équipe municipale et les services traditionnels. On voit ainsi que l'exercice de réflexivité auquel il se prête est en même temps promotion d'une prospective de politique culturelle à laquelle il

---

105. Idem, p. 8.

s'attachera de près ou de plus loin à l'image de son plaidoyer pour de nouveaux instruments de gestion et de formation. Il passera le flambeau à René Rizzardo<sup>106</sup> et participera à la politique ministérielle de développement culturel dès 1982, avec un effort constant pour mettre en lumière les cultures minoritaires postcoloniales,

Le musée agent d'innovation sociale et de développement culturel

Bernard Gilman a évoqué à plusieurs reprises sa passion pour le Musée dauphinois qui, avec la Maison de la culture a été son premier grand engagement de politique culturelle. Mais autant l'affaire de la Maison de la culture était une cause mobilisant de nombreuses personnalités et organisations dans la ville, autant celle du Musée dauphinois restait confidentielle. C'est pourquoi on comprend qu'il dise « j'en ai fait une affaire personnelle [...] c'est un projet qui est arrivé sans que personne ne s'en aperçoive vraiment<sup>107</sup> ».

Sur les plans thématiques et muséographiques, l'impulsion que lui donne Jean-Pierre Laurent qu'il était allé chercher alors que ce brillant conservateur s'était déjà fait remarquer avec ses expositions au château d'Annecy lui convient parfaitement. Si Bernard Gilman a ressenti la nécessité de s'investir dans l'évolution du Musée dauphinois, c'est parce que comme tout néo-grenoblois, il manquait des repères indispensables pour bien connaître la ville et sa région et qu'il avait saisi tout le parti qu'on pouvait tirer

---

106. On fait référence ici à deux grands chantiers, celui de la formation et du conseil aux collectivités territoriales qui aboutira à la création de l'Observatoire des Politiques Culturelles en 1989 dont René Rizzardo est le premier directeur et celui de l'Établissement public de coopération culturelle institué par la loi du 4 janvier 2002 (Catherine Tasca étant ministre de la Culture) dont il a été un inlassable avocat.

107. Bernard Gilman, Entretien Cogne, p. 22.

de la muséographie innovante de Jean-Pierre Laurent. Du côté des beaux-arts, les grands projets de rénovation du musée n'ont pas manqué : Maurice Besset son directeur de 1969 à 1975 voulait installer un nouvel équipement sur le site de la Bastille, plus tard Pierre Gaudibert y imprima sa marque. Ils ont conduit Bernard Gilman à élargir sa vision d'un monde muséal alors en pleine transformation. Il se méfiait pourtant des attentes trop diverses adressées aux musées : « Nous demandons trop aux musées. Nous voulons à la fois qu'ils n'abandonnent pas leurs fonctions traditionnelles : l'enrichissement des fonds – l'étude et la recherche – la présentation des collections et en même temps nous souhaiterions les voir beaucoup plus présents dans la ville.<sup>108</sup> »

Le catalogue de ces attentes s'est encore alourdi aujourd'hui avec la demande d'un musée participatif qui deviendrait une agora et l'effet des technologies qui le transforme en fablab. Dans le rapport pour le Conseil de l'Europe qu'il a rédigé sur le sujet<sup>109</sup>, il reprend la notion de développement culturel qui avait été popularisée par Peuple et Culture avant d'être institutionnalisée, de manière éphémère, par la politique culturelle de Jacques Duhamel au début des années 1970. Que le musée devienne un agent de développement culturel, c'est une idée exigeante qui se décline sur trois plans.

En premier lieu, le musée devrait être beaucoup plus attentif à la création telle qu'elle se fait. Le succès des galeries d'art contemporain détachées des musées vers la fin des années 1970 et dans les années 1980 est un problème pour l'institution, qui apparaît comme dépassée par la marche du monde. D'ailleurs Grenoble n'échappera pas à ce problème

---

108. Idem, Entretien Chardère, p. 18.

109. Idem, *Le Musée, agent d'innovation culturelle*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1977.

d'une sorte de dualisme dans l'art plastique avec la création d'un Centre national d'art contemporain autonome appelé le Magasin, qui dans ses premières ébauches dues à Pierre Gaudibert devait être en liaison étroite avec le musée des beaux-arts. Dans l'esprit de Bernard Gilman, le musée devrait être en partenariat étroit et permanent avec tous les musées d'une ville et toutes les initiatives d'art urbain.

En deuxième lieu, ne pas oublier que le musée est un centre d'éducation, de formation des artistes et des amateurs, ce qui sous-entend que ses méthodes doivent être adaptées à ses différents usagers.

Enfin, le musée se doit à ses publics, c'est-à-dire qu'il est sensible à leur accueil, à leur diversité, et à ses besoins aussi bien de formation que d'expression devant les œuvres, ce qui suppose une réflexion sur la médiation et les médiateurs. Il rejoint ainsi un bouillonnant mouvement de modernisation de la muséographie, de l'élargissement du rôle du musée dans la société dont la loi du 4 janvier 2002 sur les Musées de France à laquelle Catherine Tasca était très attachée reprend les principaux aspects.

Les perspectives ainsi dessinées ne s'appliquent que très partiellement au Musée de peinture de la place de Verdun. Au cours des années 1960 et 1970, celui-ci, selon Jean-Louis Schwartzbrod (conseiller municipal délégué à la culture de 1971 à 1983), est « en contradiction avec toutes les exigences de la muséographie moderne », les collections dorment dans les réserves et on se lasse d'attendre les aménagements<sup>110</sup>. Bernard Gilman ajoute que l'action du musée est étroitement limitée à son cadre physique, et il ne participe pas à la politique culturelle de la ville. Par exemple, il n'intervient pas hors de ses murs pour conseiller sur la culture

---

110. Note de Jean-Louis Schwartzbrod au cabinet du maire, 13 mars 1973.

visuelle de la ville, pour former les animateurs scolaires. Les limites viennent à la fois de la conception vieillie du travail de conservation et du statut juridique du musée qu'il aimerait voir évoluer. En 1973, l'équipe municipale sait que le projet d'un nouveau musée de peinture, dont on débat depuis 1969, n'obtiendra pas une aide suffisante de l'État. C'est une désillusion pour lui mais il n'abandonne pas tout espoir. En témoigne le poids qu'il met, alors qu'il n'est plus élu, à la nomination de Pierre Gaudibert à la direction du musée en 1978 et l'impulsion qu'ils donneront ensemble à l'ouverture sur les cultures du monde et à la mise en route du projet du Centre national d'art contemporain.

La Maison de la culture, transition de Grenoble  
vers le Ministère

Dès les premiers résultats de l'enquête *Dix ans d'action culturelle* connus, Bernard Gilman est confronté à un dilemme qu'on peut définir sur deux plans. En premier aspect, les maisons de la culture ont été en crise chronique dès leur apparition, on n'y peut pas grand-chose car ses maux ne dépendent pas des décisions d'une équipe municipale, il faut en prendre son parti. En second aspect, les maisons sont à l'origine d'une dynamique artistique et culturelle qui maintenant les dépasse, il faut donc redimensionner leurs missions. Mais si on s'attache à redéfinir leur rôle et leur statut, alors on accroît les crises dont elles souffrent déjà.

Le diagnostic qu'il porte en 1977 concerne avant tout une forme de fuite en avant des activités, une multiplicité de propositions qui témoigne certes de l'attractivité de l'institution mais qui trouve ses limites dans le développement de services et activités culturelles organisées ailleurs, de façon plus souple et plus ciblée. Il le perçoit ainsi : « On trouve chez certains une véritable boulimie culturelle. À les entendre, il n'y en a jamais assez. Il s'agit d'une fuite

en avant – certains animateurs y succombent.<sup>111</sup> » Le dynamisme quelque peu vibrionnant des animateurs qui, avec leurs publics fidélisés<sup>112</sup>,aturent à la fois les capacités organisationnelles de la maison et mettent en cause sa stabilité intellectuelle en ouvrant des débats continus sur le sens de leur action, produit des conséquences néfastes.

S'ajoute à cette instabilité une pression constante des employés sur leurs conditions de travail et leurs salaires qui met en péril l'équilibre budgétaire. De ce point de vue, il regrette que les syndicats de la Maison se comportent dans une institution culturelle comme s'il s'agissait d'une entreprise capitaliste. La loi de Baumol s'exerce alors à plein régime et l'économiste qu'est le président Dominique Wallon ne peut que constater ses effets sur le terrain. La crise financière prend alors une ampleur qui dépasse les difficultés de trésorerie habituelles. L'accroissement de la masse salariale (plus de quatre-vingts salariés) n'est plus compensé par la hausse des subventions et met en péril les dépenses de production de spectacles.

Revenant sur cet épisode 30 ans plus tard, il en livre l'analyse suivante : « Ce que nous n'avions pas su prévoir, c'est que ça n'allait pas très bien se passer à l'intérieur de la Maison. Je vais peut-être dire des choses que je ne devrais pas dire mais pour mener de front toutes les activités de la Maison, il fallait des gens compétents, des animateurs, que nous avons recrutés. À un moment donné, et pour de

---

111. Bernard Gilman, Entretien Chardère, p. 23.

112. Dans le volet « Perception de l'offre culturelle de la ville de Grenoble de l'enquête » des *Dix ans*... les rapporteurs Jacques Antoine et Philippe Avenier, écrivent : « La perception de l'offre culturelle de la ville de Grenoble est globalement très favorable et se traduit par des indicateurs de satisfaction et d'impact élevés. Si ce résultat est dû à l'action des responsables, il ne faut cependant pas oublier qu'il résulte aussi d'une structure de public *a priori* très réceptive à cette action. »

nombreuses raisons, culturelles surtout, des oppositions se sont manifestées. Les uns n'étaient pas d'accord avec les autres, sur la place à donner à la musique, par exemple, ou sur les rapports que la bibliothèque devait entretenir avec les écrivains... Les conséquences, c'est-à-dire des coûts de fonctionnement devenus vite trop élevés et des rapports internes conflictuels, ont fini par mettre la Maison de la culture en danger. C'est alors que nous avons été alertés et notamment par le responsable des finances, Hermann Kuhn, un grand bonhomme sans qui la Maison de la culture n'aurait pas survécu.<sup>113</sup> »

La nécessité d'un plan d'économies s'imposait ; il entraînerait logiquement une restructuration de la Maison. À qui confier la tâche ? Tous les responsables de la ville et du ministère se tournent alors avec insistance vers Bernard Gilman, qui déclare n'avoir ni l'envie ni les compétences pour diriger une maison de la culture. « J'ai dû faire acte de candidature malgré moi et ma famille, sur pression d'Hubert Dubedout et de René Rizzardo. Ils n'avaient pas d'autre solution, me disaient-ils, et pensaient qu'avec Gilman, qui avait encore une certaine notoriété, ce serait moins difficile qu'avec un autre qui, automatiquement, aurait pris la porte. J'ai passé là les deux plus mauvaises années de ma vie. Je n'étais pas fait pour cela et n'avais aucune compétence pour diriger la Maison de la culture, mais je l'ai fait.<sup>114</sup> »

Des activités qui avaient pourtant suscité l'intérêt des Grenoblois à l'ouverture comme la bibliothèque, la discothèque, l'artothèque sont supprimées et migrent dans les nouvelles médiathèques, comme celle de Grand Place. Rappelons ici qu'à son ouverture en 1968, l'artothèque de

---

113. Bernard Gilman, Entretien Cogné, p. 26.

114. *Idem, ibidem.*

la Maison de la culture est unique en France, celle du Havre inaugurée en 1961 ayant fermé en 1965. L'artothèque de Grand Place, au sein de la nouvelle médiathèque que dirige alors Cecil Guitart prend le relais et devient un modèle qui va inspirer de nombreuses initiatives en France. Sa responsable Éliane Lecomte sera chargée de mission par le ministère de la Culture pour en suivre le déploiement<sup>115</sup>. L'animation scientifique trouvera un meilleur développement dans le nouveau Centre de culture scientifique, technique et industriel qui ouvre en 1979, le premier en France après le Palais de la Découverte de Paris en 1937. La plupart des grandes villes suivront ce modèle par la suite.

« Il fallait faire des économies et nous les avons faites en réduisant le nombre d'animateurs. C'était peut-être une solution de facilité mais c'est celle que j'ai proposée. Et c'est alors que le poste était vacant, qu'Hubert Dubedout m'a demandé de prendre la direction de la Maison de la culture. » Parmi les choses qui, du point de vue de Bernard Gilman, ne sont pas bien passées, il faut s'arrêter sur le fait que la maison de la culture a été un haut lieu du débat français qui a opposé les tenants de l'animation contre ceux de la création artistique<sup>116</sup>. Dès que le centre dramatique des Alpes codirigé par Gabriel Monnet, un ami de Peuple et culture,

---

115. Juliette Lavie, « Transposer à l'échelle nationale une expérience pilote. De la galerie de prêt d'œuvres d'art de la bibliothèque Grand'Place de Grenoble aux Artothèques publiques (1976-1986) », *Nouvelles de l'estampe*, n° 268, 2022.

116. La revue *Les Cahiers de l'animation* a été le lieu d'expression de ces débats ; voir en particulier Pierre Gaudibert, « Animateurs et créateurs à Grenoble », n° 22, 1978 ; Geneviève Poujol, « La généalogie du débat "socioculture-culturel" (1960)1980) », n° 30, 1980, p. 3-14 ; Guy Saez, « Politique de ville, politique de style (Grenoble et Rennes devant la culture) », n° 41, 1983, p. 53-90 ; Guy Saez, « L'impossible intégration de l'éducation populaire dans l'action culturelle (1970-2000) », 20 avril 2015, <https://chmcc.hypotheses.org>

très expérimenté pionnier de la décentralisation, et le jeune Georges Lavaudant, s'est imposé sur la scène artistique, la crise d'identité de la maison s'est cristallisée autour de questions matérielles opposant les deux institutions, comme le planning d'utilisation des locaux et l'organisation du travail. Cette opposition devait aboutir à une phase plus aiguë autour de dissensions sur les orientations artistiques et culturelles désirables.

Aussi, le colloque organisé pour le 10<sup>e</sup> anniversaire de la maison au printemps 1978 se déroula-t-il dans une atmosphère électrique où partisans et adversaires d'une réorientation de la politique culturelle se sont affrontés en un débat confus<sup>117</sup>. Le choix du nouveau directeur, appuyé par le ministère, de nommer le tandem du centre dramatique à la tête de la Maison de la culture dénoue la crise. Il est lourd de conséquences en ce qu'il préfigure la politique de Jack Lang de « l'artiste aux postes de commande » et celle que Dominique Wallon va mener à partir de 1982 pour moderniser les grandes institutions de décentralisation.

### **Un éclaireur au ministère**

Le nouveau gouvernement socialiste installé en mai 1981 se dote avec Jack Lang à sa tête d'un ministère de la Culture restructuré, offensif et bien financé.

#### **Vers une politique nationale de coopération et de décentralisation**

Jacques Sallois, directeur de cabinet de Jack Lang, fait appel à Bernard Gilman pour le conseiller dans la mise en œuvre de « nouvelles formes de décentralisation ». La nomination officielle intervient le 2 septembre 1981 en

---

117. Allan Geoffroy *et al.*, *Sueurs froides à la Maison blanche. La Maison de la culture de Grenoble : éléments pour un débat*, Grenoble, La Pensée sauvage, 1981.

même temps que celle de Dominique Wallon, chargé de mettre en place la nouvelle Direction du développement culturel (DDC). Celui-ci cumule la fonction de secrétaire général du Fonds d'intervention culturelle, que Bernard Gilman connaît bien parce qu'il a été en quelque sorte le soutien de nombreuses innovations qui ne pouvaient se mener dans les directions classiques du ministère<sup>118</sup>. Avec Jacques Laemlé, ancien responsable de la communication à la Maison de la culture de Grenoble, chargé de mission à la DDC, et d'autres amis grenoblois, ainsi que le lyonnais Jean-Jack Queyranne, ils vont étendre le partenariat entre les collectivités publiques et la logique de coopération. Bernard Gilman, qui avait dit en 1968 souffrir de « cette forme d'aumône qui consiste à arracher des petits bouts de subventions [qui] interdit toute action globale dans une ville » a maintenant en mains un instrument et des moyens financiers puissants pour rationaliser les rapports entre les collectivités locales et l'État. L'instrument de cette politique, ce sont les conventions de développement culturel<sup>119</sup> qui se généralisent bientôt à de nombreuses collectivités, dont les régions qui deviennent des collectivités de plein exercice. Il en connaît bien le mécanisme puisque ces conventions sont héritières des chartes culturelles mises en place par le secrétaire d'État à la culture, Michel Guy, à partir de 1974. Bernard Gilman avait insisté pour que la Ville de Grenoble signe avec le ministre la charte, dont la philosophie reposait sur deux éléments clés. D'une part, contrairement à la sectorialité d'autres contrats avec le ministère, la charte

---

118. Jean-Michel Djian, « Politique d'innovation culturelle et vie associative », *Les Cahiers de l'animation*, n° 43, 1983, p. 25-42.

119. Pour des analyses développées de la logique de coopération et les conventions voir les contributions de Pierre Moulinier, Philippe Poirrier et Guy Saez in P. Poirrier, R. Rizzardo (dir), *Une Ambition partagée*, op. cit.

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

embrasse une politique globale, qui se doit donc d'être cohérente, d'autre part elle est un engagement réciproque sur plusieurs années. En 1977, il déclarait : « Si un jour un gouvernement de gauche est au pouvoir, il ne pourra jouer que la carte d'une authentique et profonde décentralisation du pouvoir et des moyens.<sup>120</sup> »

La question avait été également longuement évoquée avec ses amis de L'Atelier en parallèle avec le nécessaire élargissement de la politique culturelle devant se muer en une politique multiculturelle. « La culture d'une société est faite des cultures qui caractérisent les différents groupes qui la composent [...] la politique de développement culturel ne peut se limiter à des actions de diffusion, si étendues soient-elles. Et surtout la démocratisation présuppose que les œuvres capitales ainsi proposées au plus grand nombre correspondent à son attente.<sup>121</sup> »

### Capitaliser sur l'expérience

Il y avait donc au moins trois bonnes raisons pour que Bernard Gilman s'engage pleinement dans l'action ministérielle du développement culturel. En premier lieu, la nouvelle DDC était chargée de rencontrer les élus locaux de tout niveau pour les inciter à se lancer dans une contractualisation de leurs politiques locales avec le ministère désormais doté de moyens financiers conséquents. Pour cette stratégie de mission, l'ancien élu réunissait tous les atouts : une expérience approfondie des mécanismes des politiques culturelles locales, c'est-à-dire des leviers à actionner comme de leurs limites ; une relation personnelle avec de nombreux élus locaux

---

120. Bernard Gilman, Entretien Chardère, p. 37.

121. *Cahiers de l'Atelier*, n° 1, 1978, cité par Pierre Moulinier, « La démocratisation culturelle dans tous ses états », Comité d'histoire du Ministère de la Culture, 28 avril 2011, p. 12.

qui de surcroît reconnaissent son expertise ; l'assurance d'œuvrer au sein de la direction avec des collègues dont le style de travail et le militantisme étaient en rupture avec les habitudes administratives ; une connivence avec les directeurs régionaux des affaires culturelles (DRAC). Ceux-ci, chargés de la gestion de l'interface entre le ministère et les collectivités montent alors en puissance. On reconnaissait aussi à Bernard Gilman une intuition rarement prise en défaut sur les bénéfiques politiques que tant le ministère que les collectivités pourraient tirer des conventions.

« J'avais le titre de conseiller technique. On m'avait fait venir dans cette équipe parce que j'étais un peu le représentant de ce que pouvait faire une ville au point de vue culturel. Mes premières missions, je m'en souviens, consistaient à répondre aux régions et à y mettre au point des conventions culturelles. Cela m'a conduit à faire le tour de France – avec Jean-Jacques Queyranne<sup>122</sup>. On a fait ça à deux et on a bâti des conventions avec chaque préfecture de région. C'était très intéressant et très instructif pour moi de voir comment ça se passait. Là aussi l'expérience de Grenoble m'a beaucoup servi. C'étaient les balbutiements des politiques culturelles régionales. Et ensuite, des régions, on est passé aux départements puis aux villes. J'ai travaillé avec plusieurs villes dont celle de Montpellier et de son maire, M. Frêche. Là aussi, ce type de travail, ces contacts m'ont beaucoup intéressé.<sup>123</sup> » Transférer un savoir et des compétences acquises sur le plan local au niveau d'une administration nationale met Bernard Gilman face à ses interlocuteurs élus locaux dans la position idéale du facilitateur. Il avait reconnu à plusieurs reprises que si l'administration avait tous les défauts de la bureaucratie,

---

122. Jean-Jack Queyranne est à ce moment adjoint au maire de Villeurbanne, il sera élu Président de la région Rhône-Alpes en 2010.

123. Bernard Gilman, Entretien Cogné, p. 32.

il existait en son sein quelques fonctionnaires plus hardis que les autres : « C'est une contradiction de notre système, certains projets ont pu être réalisés parce que nous avons rencontré au sein des administrations des gens qui, comme nous, croyaient à ces projets.<sup>124</sup> »

Parmi les tâches qui incombaient au conseiller technique il y avait celle de participer à la sélection des futurs directeurs régionaux des affaires culturelles et de les aider à mettre en place le cadre de coopération, les principes et procédures, avec les collectivités locales. De l'aveu de Dominique Wallon, alors responsable de la DDC, Bernard Gilman a beaucoup puisé dans le vivier qu'était cette nouvelle administration pour choisir les futurs DRAC. De manière générale, ses qualités d'éclaireur, sa capacité de « contrebandier » de trouver des solutions là où la bureaucratie ne voit que des impossibilités, son sens tactique ont laissé une trace profonde. Au total, ce fut un grand succès. Et pour le conseiller ministériel une grande satisfaction de revenir à Grenoble organiser la cérémonie de la toute première signature d'une convention culturelle, avec la Ville et en présence du ministre Jack Lang, le 24 avril 1982<sup>125</sup>. Sur le plan quantitatif on compte près de 500 signatures de conventions à l'actif de la DDC. Il y eut bien entendu quelques critiques et même des retraits de partenariat avec quelques villes comme Nantes ou Compiègne, à la suite des élections municipales de 1983. Si la droite revenue au gouvernement après les législatives de 1986, supprime la DDC c'est surtout parce qu'elle est un marqueur idéologique de la gauche. Elle conserve pourtant son principal instrument puisque de 1986 à 1991, le rythme

---

124. Idem, Conférence, *La ville et la culture*, op. cit., p. 7.

125. Jack Lang inaugurerait ce même jour la fresque commandée à Eduardo Arroyo dans le cadre de l'opération « 13 murs peints en France », *Le marché aux chapeaux* sur un mur aujourd'hui démolit du Lycée Stendhal.

de signature des conventions avec les collectivités locales reste très élevé.

L'ouverture vers la démocratie culturelle

Une deuxième incitation à l'engagement dans la politique de la DDC s'explique par le type d'interventions artistiques et culturelles qu'elle met en place, dans le sillage de ce qui avait été l'esprit du Fonds d'intervention culturelle que Bernard Gilman avait beaucoup apprécié. Il ne s'agit plus de convier les publics à un festin culturel déjà tout prêt mais d'aller vers « la culture des autres<sup>126</sup> », au plus près de publics dont les demandes avaient été jusqu'ici ignorées. L'introduction au sein de la politique culturelle de ce que les sociologues commencent à nommer multiculturalisme se fera par un programme de « diversification des activités culturelles ». Dominique Wallon définit ainsi le sens de la politique de la DDC : « aider les pratiques effectives de la population, avec la richesse de leur diversité mais aussi leur position inégale par rapport à l'accès aux langages et formes les plus élaborées<sup>127</sup> ». Sur un plan plus général, on assiste à l'émergence des cultures régionales et communautaires comme objets de politique publique, ce qui ne va toutefois pas jusqu'à la reconnaissance officielle des langues régionales. Faire droit à la différence sans sacrifier la qualité culturelle, tel va être le dilemme dans lequel la DDC est prise et qu'elle ne pourra pas vraiment résoudre. En effet, alors que dans les premières années d'ouverture à la multiplicité de situations sociales et des engagements en faveur de « communautés » diverses soulèvent un certain enthousiasme, des critiques se font entendre au sein du ministère contre une possible

---

126. C'est le titre du livre de Hughes de Varine, Éd. du Seuil, 1976, qui a beaucoup contribué, notamment avec les écomusées, à la prise de conscience de la diversité culturelle.

127. Conférence de presse de Dominique Wallon, Paris le 25 mars 1982.

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

dérive qui ferait apparaître la DDC, sous influence des Grenoblois, comme le secteur socioculturel du ministère.

Pour éviter ce risque il faut bien entendu maintenir une exigence de qualité à l'égard de toutes les demandes mais surtout conserver la responsabilité des maisons de la culture, considérées comme les garants de l'excellence artistique. C'est là la troisième incitation à l'engagement de Bernard Gilman. N'a-t-il pas avec Dominique Wallon dénoué la crise de la maison de la culture en 1979-1980 ? N'ont-ils pas tous deux conçu une réflexion d'ensemble sur les voies de réforme de cette institution ? Cela explique pourquoi les responsables de la DDC se sont battus pour se voir attribuer la compétence de la gestion du réseau des maisons de la culture contre l'avis du directeur du Théâtre Robert Abirached, ou de certains conseillers du cabinet comme Jean-Pierre Colin qui voyait dans la DDC un avatar de la lutte entre les artistes et les « cultureux », autrement dit le « clan des Grenoblois<sup>128</sup> » cherchant à instrumentaliser la politique de la direction. Dominique Wallon désirait ardemment mener la réforme des maisons de la culture et autres établissements de la décentralisation à la fois parce qu'il était convaincu, après l'expérience de Grenoble, des profonds changements à effectuer et parce que cette gestion d'un secteur bien individualisé au sein du ministère donnait à la DDC une assise institutionnelle plus traditionnelle et plus solide que sa transversalité et ses expériences d'ouverture à la diversité.

La DDC avait désormais son secteur à défendre au sein du ministère, au même titre que les autres directions. Le débat portait sur les limites de la gestion des établissements

---

128. Jean-Pierre Colin, *L'acteur et le roi. Portrait en pied de Jack Lang*, Genève, Georg éditeur, 1997, p. 187.

culturels décentralisés par des associations alors que les exigences économiques et financières inscrites dans les principes du *New management* tel que souhaitait le mettre en œuvre le ministère, se portaient vers d'autres structures juridiques. Le virage idéologique à prendre reléguait donc une forme de collaboration du public, via ses représentants associatifs, à une époque révolue. Désormais la gestion des établissements pouvait s'appuyer sur le mot d'ordre du ministre « l'artiste au poste de commande », formule qui renouvait celle de Roger Planchon en 1967 : « Tout le pouvoir aux artistes ». Pour un artiste, l'accomplissement de son art suppose la fin des pressions, sollicitations et autres suggestions de notables locaux assemblés en conseil d'administration<sup>129</sup>. Pour les financeurs, confier la gestion d'établissements coûteux à des amateurs incompetents était un risque de dérive inquiétante. Et, en effet, il y en eut de nombreuses. Il résulte de ces transformations une double élimination du public, d'abord dans sa relation dynamique avec l'art ensuite dans sa dimension politique comme partenaire institutionnel. Les réticences à cet effacement de la participation associative à la vie culturelle n'ont pas manqué mais elles ont finalement cédé à un « réalisme » managérial contre lequel aucun argument neuf ne pouvait être opposé.

Les tensions provoquées par cette adaptation de la direction au réalisme, qu'il soit managérial ou plus idéologique, d'abord sourdes, apparaissent au grand jour et en compliquent la gestion. Dominique Wallon est sommé de choisir une ligne conforme aux principes que défend le ministère. Il l'officialise dans un discours à Bordeaux en 1985 où il tranche la question : « ... il n'y a qu'une seule politique nationale ;

---

129. Le Syndicat des directeurs d'établissements (SYNDEAC), partenaire de la DDC dans cette affaire insistait fortement sur la nécessité de « responsabiliser et professionnaliser » la gestion des établissements.

il n'y a qu'une seule politique culturelle et artistique sur le plan national<sup>130</sup>». L'objectif n'est pas de nier l'intérêt que représente pour le ministère des pratiques issues des minorités mais de définir une nouvelle modalité de mise en rapport des activités sociales et culturelles issues des quartiers, plus généralement de la « diversité » avec les « paroles artistiques ». En revanche, il signe l'abandon de la logique *bottom up*, où il s'agissait de reconnaître les expressions des groupes comme porteuses de significations en elles-mêmes pour les subordonner à l'entrée dans la sphère artistique telle que la définit le ministère. Dans le programme à moyen terme que Dominique Wallon envisage pour le futur, il se résout à clore définitivement la parenthèse de l'expérimentation de démocratie culturelle. Dans le document de synthèse élaboré sur la question le rédacteur résume ainsi la nouvelle orientation : « Le concept de démocratie culturelle doit être compris dans une triple acception : accès à la matière et à la pratique artistique ; reconnaissance du pluralisme culturel sous toutes ses formes, sociologiques, ethniques, linguistiques ; possibilités de création et d'expression pour le plus grand nombre, dans le *respect rigoureux de la qualité artistique*.<sup>131</sup> »

En tirant la leçon de l'échec de la déségrégation à la Villeneuve dans les années 1970, Bernard Gilman n'allait pas jusqu'à prôner un multiculturalisme de type identitaire. Il continuait de croire à la possibilité d'une convergence des expressions de la diversité au sein d'une culture nationale dont la clé de voûte serait la dimension artistique. Une nouvelle fois, sa formation à Peuple et culture et son

---

130. Discours de Dominique Wallon au Forum de Bordeaux, 25 janvier 1985.

131. Exposé de Philippe Lethel « Le développement culturel », 14 janvier 1986. Souligné par nous pour montrer comment la DDC résout la contradiction par un argument d'autorité.

expérience grenobloise servait de points de référence. Si la motivation première de la création du Théâtre populaire maghrébin en 1974 à Grenoble tendait à assigner ses animateurs à une identité d'évidence, elle prenait mal en compte leur désir de s'inscrire comme artistes dans le monde théâtral français<sup>132</sup>, ce dont il s'était rendu compte rapidement. Le respect des habitudes et choix des expressions culturelles des groupes sociaux est une œuvre délicate. De trop nombreuses manières d'institutionnaliser des représentations et des revendications « minoritaires » se sont traduites par un déni de ce qui les constituait ou, au contraire, par une assignation à leur identité prescrite. C'est par exemple, l'enseignement que tire Hugues de Varine de l'engouement pour les écomusées à la fin des années 1970. : « un engouement de la part des classes dirigeantes, intellectuelles et administratives... sans que les travailleurs concernés soient le moins du monde associés<sup>133</sup> ». L'intervention des responsables d'une politique publique se traduit alors par une dépossession.

Retour vers les musées

« Ensuite, le directeur de cabinet m'a demandé de m'occuper de tout ce qui concernait les musées et centres d'art<sup>134</sup>. Ça m'a beaucoup passionné aussi, beaucoup...

---

132. Alors que rien n'avait été organisé en faveur des cultures de l'immigration et du problème nouveau de la « 2<sup>e</sup> génération », Paul Dijoud, secrétaire d'État, met en place un Office pour la promotion culturelle des immigrés. Le financement de ces activités est pris en charge par le Fonds d'action sociale sous la tutelle de la Direction de la population et des migrations. Le Fonds d'intervention culturelle sera ensuite très sollicité pour soutenir des dossiers présentés par les associations et les collectivités locales.

133. Hugues de Varine, « Le patrimoine industriel et les travailleurs » *Les Cahiers de l'animation*, n° 27, 1980, p. 25-34.

134. Une lettre de Jack Lang au Président Mitterrand du 24 janvier 1983 évoque le nom de Bernard Gilman pour succéder à M. Beyer au poste d'Inspecteur général des musées. Le ministre argumente ainsi son choix : « Militant de qualité, au sein de la Fédération des élus socialistes, il est reconnu

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

Une fois encore, je n'avais pas du tout les compétences qu'il fallait dans le domaine artistique, mais enfin je savais ce que devait être, ou ce que je souhaitais que soient en tout cas, les musées, le rôle des musées... Dans les musées de ce moment-là, à l'exception de quelques musées français comme ceux de Marseille, Grenoble ou Saint-Étienne, l'art contemporain n'était absolument pas présent. C'est un des aspects que nous avons voulu développer, avec l'aide de responsables de musées qui y croyaient. Nous avons organisé des réunions dans des villes de province sur ce sujet-là. Et c'était attendu ! La preuve c'est que maintenant c'est très présent !<sup>135</sup> »

Alors qu'il est moins impliqué dans la conception des conventions de développement culturel, la demande du ministère va permettre à Bernard Gilman de trouver un terrain d'action plus restreint et plus spécialisé mais pas moins difficile. En quittant la mairie de Grenoble en 1977, il laissait à Pierre Gaudibert le projet encore flou d'un centre d'art contemporain et le chantier à peine entamé de la rénovation du musée des Beaux-Arts. Tous deux étaient persuadés que la chance du musée de posséder une collection d'art moderne unique en province imposait la responsabilité de continuer cet héritage en l'augmentant par des initiatives en phase avec l'époque. C'est de ce raisonnement qu'est né le projet d'un centre national d'art contemporain qu'il était dans la vocation de la nouvelle Délégation aux arts plastiques (DAP) dirigée par Claude Mollard de soutenir. À Grenoble, le projet d'ensemble était à la fois de donner un cadre digne de leur intérêt aux collections d'art moderne et d'ouvrir le musée à l'art contemporain, ce qui était tout

---

aussi bien par les responsables locaux que par les conservateurs. » (souligné dans le texte).

135. Bernard Gilman, Entretien Cogne, p. 32.

à fait le souhait d'un homme comme Pierre Gaudibert. Le projet d'un grand musée, pour lequel plusieurs sites avaient été envisagés, le plus audacieux étant de l'installer sur le site de la Bastille, dominant toute la ville. Mais d'autres urgences attendaient la municipalité qui ne pouvait alors mener une politique active en direction des arts plastiques<sup>136</sup>.

Après 1981, le projet refait surface. Le ministère à la charge des « grands travaux » voulus par le président Mitterrand, qui en dévoile une liste très parisienne lors de sa première conférence de presse du 24 septembre 1981. Par souci d'équilibre, des « grands projets » doivent également voir le jour en province. Bien entendu, au ministère, Bernard Gilman s'en fait l'ardent avocat et le dossier du Centre national d'art contemporain (CNAC) est inscrit sur la liste<sup>137</sup>. La création du CNAC est confirmée par Jack Lang lors de sa visite pour la signature de la convention culturelle liant la Ville et l'État en avril 1982. Au sein du ministère Claude Mollard se charge du dossier en liaison avec Bernard Gilman au cabinet et René Rizzardo et Pierre Gaudibert à Grenoble. Ce petit groupe travaille d'abord sur un projet de programme intégrant Musée d'intérêt national et CNAC qui, selon Pierre Gaudibert, doit à la fois manifester la présence de l'art contemporain dans la décentralisation et être ouvert sur l'art contemporain international et sur le « Tiers-monde ».

La défaite de la liste de gauche menée par Hubert Dubedout aux municipales de 1983 ouvre une période d'atermoiements. La nouvelle municipalité d'Alain Carignon est empêtrée dans

---

136. Le conseiller délégué aux arts plastiques, Jean-Louis Schwartzbrod souligne le retard accumulé depuis 1973 dans son livre *Splendeur et misère du spectacle vivant. L'exemple de Grenoble*, Grenoble, La Pensée sauvage, 1993.

137. La liste comporte notamment le centre national de la photographie à Arles, le centre international de la bande dessinée et de l'image de la Bande dessinée à Angoulême, le Carré d'art à Nîmes, des Zéniths...

la promesse faite à la partie la plus traditionaliste de son électorat d'installer un Musée de la peinture dauphinoise, projet en contradiction totale avec celui d'un centre d'art contemporain. La petite équipe réunie autour de Pierre Gaudibert va être soumise à un régime de douche écossaise : tantôt la municipalité déclare poursuivre le projet, tantôt elle se dit déçue par les propositions financières de l'État. Il est vrai que la position du ministère n'est pas très claire. Alors que Claude Mollard à la Délégation aux arts plastiques et Bernard Gilman se battent pour le projet, on en vient peu à peu à le scinder en deux, là encore par réalisme, avec une priorité pour la construction d'un nouveau musée. En 1985 la DAP, avec un C. Mollard un peu lassé des indécisions des Grenoblois, opte définitivement pour la solution la plus réaliste : elle mènera le projet du CNAC moins coûteux et plus avancé, sans référence au nouveau musée pour lequel un accord financier d'une toute autre ampleur ne se dégage pas encore. Le site déjà choisi à l'automne 1984 sur la grande halle industrielle Bouchayer-Viallet et dont l'aménagement est confié à l'architecte Patrick Bouchain, sera officiellement inauguré le 26 avril 1986 sous le nom Le Magasin.

L'évènement a été un grand moment de la vie politico-culturelle de Grenoble. L'inauguration s'est faite en présence du maire Alain Carignon, fraîchement nommé ministre de l'Environnement et du nouveau ministre de la Culture François Léotard. Comme le projet avait été porté par la gauche grenobloise, celle-ci avait mobilisé de nombreux militants pour assister à l'évènement et pour bien marquer sa filiation, tandis que le maire avait fait de même avec ses propres partisans pour marquer son terrain : il y eut donc foule au Magasin et pour la première fois depuis longtemps un rassemblement culturel de la gauche et de la droite à Grenoble. Un an plus tôt, Pierre Gaudibert avait pris en

charge au titre de la préfiguration du CNAC une grande manifestation intitulée « Présences artistiques du Maroc ». Elle est dans l'esprit du « Festival des Arts africains » qu'il avait organisé en 1983. L'intention d'ouverture à la diversité extraeuropéenne est encore bien affirmée.

#### Plaidoyer pour la diversité culturelle

La manifestation sur les artistes marocains a été programmée par Pierre Gaudibert et organisée avec le concours de la Maison de la culture et l'association Peuple et culture. Elle témoigne d'un ancrage irréversible pour Bernard Gilman et ses amis de l'ouverture à la diversité culturelle. Au cours de plusieurs voyages au Maroc, l'équipe de préfiguration du CNAC avait procédé à une sélection d'artistes qui, sans représenter un panorama exhaustif de la création plastique marocaine, était fondée sur l'articulation tradition-modernité. En avril 1985, les œuvres ont été exposées dans de nombreux lieux culturels de la ville, des concerts, des films, de soirées poétiques et théâtrales et une série de colloques et débats animés par des experts français et des intellectuels marocains complétaient le dispositif. L'esprit de ces deux manifestations sur l'Afrique et le Maroc traduisait bien ce que Bernard Gilman et Pierre Gaudibert attendaient de nouvelles institutions plus ouvertes sur la prise en compte de la diversité artistique, la connaissance des cultures du monde et de l'intérêt à faire connaître en France des expressions originales. Quelques mois plus tard, Pierre Gaudibert quitte Grenoble et devient chargé de mission pour l'art contemporain au musée des arts d'Afrique et d'Océanie<sup>138</sup>.

---

138. Un colloque s'est tenu à l'Institut national d'histoire de l'art en hommage à Pierre Gaudibert et à ses engagements, notamment à Peuple et Culture : « Pierre Gaudibert, militant, critique, sociologue de l'art expérimentateur de musée » ; voir la communication de Anne Bergeaud « Éducation populaire et action culturelle, l'expérience croisée de Pierre Gaudibert à Peuple et Culture

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

Jacques Guillot<sup>139</sup> chargé de mission au ministère pour la formation aux arts plastiques prend la direction du Magasin et y développe une école de formation de haute qualité mais s'éloigne des principes initiaux du projet.

Former les cadres culturels : d'Avignon à Grenoble

« Je m'interroge beaucoup sur la formation des animateurs, sur le métier d'animateur » disait Bernard Gilman en 1971<sup>140</sup>. Cette interrogation l'a poursuivie toute sa vie, à Grenoble, comme au ministère de la Culture à Paris ou dans ses missions outre-mer en Afrique et Océanie. On a déjà fait remarquer que le souci de formation dont il a témoigné à plusieurs reprises s'étendait aussi aux administrateurs culturels. Le formidable essor des politiques culturelles dans les collectivités territoriales appelle la formation de nouveaux cadres. Mais celle-ci n'a pas encore intéressé l'Université. La DDC avait entrepris une réflexion sur ce thème<sup>141</sup> qui débouche en 1984 avec la création du Centre national de formation d'Avignon dont la direction est confiée à Bernard Gilman. Il y est rejoint par René Rizzardo et Jean-Pierre Saez chargé de la coordination avec l'Institut

---

et à l'ARC (1964-1972) », Institut national d'histoire de l'art, 24-26 février 2001, [https://urls.fr/M\\_3Djj](https://urls.fr/M_3Djj)

139. Jacques Guillot nommé en 1986 est décédé soudainement en 1989. Il m'avait fait l'amitié d'animer avec moi deux années durant le séminaire « Politiques culturelles » que je dirigeais à l'Institut d'études politiques de Grenoble.

140. Bernard Gilman, Conférence *La ville et la culture*, op. cit. p. 7.

141. « Il n'y pas en France de formation initiale organisée ... en raison sans doute du fait que l'on a vécu sur l'idée que la culture constituait un domaine facile à appréhender... La politique culturelle nécessite d'être, à tous les niveaux, élaborée et mise en œuvre par des agents correctement formés. Une formation des administrateurs culturels devrait en conséquence être mise en place ... cette formation devrait en tout état de cause être de haut niveau et revêtir un caractère multidisciplinaire et pratique. » Marc Guillaume, *L'impératif culturel. Rapport du Groupe Long terme Culture*, Paris, La Documentation française, 1983. p. 61.

d'études politiques de Grenoble qui délivre un diplôme de 3<sup>e</sup> cycle. En effet, des discussions auxquelles il avait associé Dominique Wallon et Claude Domenach<sup>142</sup>, avaient motivé ce dernier d'élaborer un programme de formation culturelle pour des professionnels en poste. Il avait obtenu sa validation en tant que Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS Direction de projets culturels) de l'Institut d'études politiques de Grenoble, le premier dans ce domaine avec celui de l'Université Paris-Dauphine (Management des organisations culturelles).

Au-delà des enseignements, le CFNA est un creuset de sociabilité entre les stagiaires et de socialisation au monde culturel, avec la nécessaire ouverture internationale<sup>143</sup>. Il s'agit là encore d'un exercice pratique et concret de diversité puisque les stagiaires viennent d'horizons très différents sociologiquement et professionnellement. Ce diplôme dont les enseignements sont assurés par les spécialistes des politiques du domaine culturel de l'IEP et les meilleurs professionnels du champ fait immédiatement du CFNA un pôle d'attractivité. Si son directeur a beaucoup apprécié ces moments où il se retrouve avec de jeunes professionnels venant d'horizons divers, fortement motivés et curieux, il n'a pas pu la mener jusqu'au bout. En 1986, le ministère, a voulu réorganiser complètement l'Association technique pour l'action culturelle (ATAC) jusqu'ici principalement centrée sur le spectacle vivant, et imaginer une structure capable de concerner la formation dans tous les domaines

---

142. Claude Domenach (1938-1991) ancien élève de Sciences Po Paris et de l'ENA a été directeur de l'IEP de Grenoble (1971-1981), puis conseiller culturel à l'ambassade de France en Israël, (1985-89) et conseiller culturel à la Mairie de Marseille (1989-91) ; il prend la présidence de la Maison de la culture en 1981, à la suite du départ de Dominique Wallon au ministère de la Culture.

143. Avec, par exemple, un voyage d'études au Togo et au Bénin organisé par Francisco d'Almeida.

de la culture. Les complémentarités entre les organismes existant devaient aboutir à la structuration d'une politique cohérente de formation culturelle pilotée par un organisme qui n'a jamais eu de réalité statutaire. Le CNAC de Grenoble y participerait pour les arts plastiques, le CFNA pour l'administration culturelle générale. Des divergences apparaissent entre les projets de l'ANFIAC et ceux du CFNA; le ministère tranche en supprimant l'antenne d'Avignon en 1987, une décision vécue comme une injustice. Elle sera vite réparée puisque René Rizzardo et Augustin Girard travaillent depuis quelque temps sur le projet de création d'un outil d'accompagnement de la décentralisation culturelle; en 1989 ils installent à Grenoble une nouvelle institution qu'ils appellent Observatoire des politiques culturelles<sup>144</sup> dont l'une des missions principales est la formation. Celle-ci, sous la responsabilité de Jean-Pierre Saez retrouve l'accord de l'IEP pour délivrer un diplôme universitaire, le DESS Direction de projets culturels. La filiation avec le CFNA de Bernard Gilman est directe tant dans l'esprit que dans les personnes impliquées. Au même moment, René Rizzardo termine la rédaction du rapport sur la décentralisation culturelle que lui avait confié le ministre<sup>145</sup> et assoit le statut d'expertise des politiques culturelles de l'Observatoire.

---

144. En guise de baptême, un colloque est organisé les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1988 à Grenoble avec pour titre « Coopération des collectivités publiques et action culturelle ». Selon A. Girard ce colloque est « à la fois un aboutissement puisqu'il sanctionne vingt années de réflexion menée avec des élus, des administrateurs culturels, et un point de départ puisqu'il marque l'avènement de l'Observatoire. », allocution au colloque, reproduite in *Le fil de l'esprit*, op. cit. p. 132.

145. René Rizzardo, Pierre Moulinier, *La Décentralisation culturelle*, Rapport au ministre de la Culture et de la Communication, Paris, La Documentation française, 1990.

Le tropisme ultramarin

À la fin des années 1980, la dernière séquence professionnelle de sa carrière projette Bernard Gilman vers l'international et les Outre-mer. Déjà très sensible au sort de la Nouvelle-Calédonie, il est saisi par son tropisme ultramarin – il est né au Vanuatu – et par l'actualité des tensions en Nouvelle-Calédonie. En 1988, il participe à la mise en œuvre d'une formation pour les journalistes mélanésiens, notamment des animateurs de radio en vue de la création des radios locales. Puis il prend la responsabilité du volet culturel du dossier de la Nouvelle-Calédonie.

«La Nouvelle-Calédonie, à ce moment-là, connaissait de très graves problèmes. J'y ai rencontré des gens extraordinaires dont Jean-Marie Tjibaou, entre autres. Tout le monde en a entendu parler et connaît le rôle qu'il a joué pour que la Nouvelle-Calédonie devienne ce qu'elle est. J'ai eu la chance de nouer des liens d'amitié avec Jean-Marie Tjibaou et sa famille. Il m'a beaucoup appris. Ce fut aussi l'occasion de retourner dans mon pays natal et de créer des liens avec les habitants du Vanuatu. Des collaborations se sont organisées, un musée a été créé au Vanuatu.<sup>146</sup>»

Michel Rocard, premier ministre, met fin à la crise par les accords de Nouméa du 26 juin 1988, validés par le référendum de novembre 1988 en Nouvelle Calédonie. Mais de fortes tensions subsistent qui vont gêner l'action, notamment le projet de créer un grand équipement culturel emblématique de la culture kanak : «Ce projet [le centre culturel kanak] a tout de même fait l'objet, ainsi que Louis Le Penec qui était ministre des territoires d'Outre-Mer<sup>89</sup> me l'a raconté, d'âpres négociations. Jacques Lafleur<sup>90</sup> ne voulait pas en entendre parler et les accords de Matignon

---

146. Bernard Gilman, Entretien Cogne, p. 34

étaient alors en danger. Il a fallu que Jean-Marie Tjibaou plaide longuement sa cause pour finalement l'emporter.<sup>147</sup> »

Les accords de Nouméa ont donc un important volet culturel auquel Jean-Marie Tjibaou, le leader kanak, tenait beaucoup car l'identité du peuple kanak devait être assurée par un geste symbolique fort. C'est à l'Agence de développement de la culture kanak créée en 1989 qu'est dévolue la mission de mettre en route divers programmes dont celui de la création d'un centre culturel. La mort de Jean-Marie Tjibaou assassiné le 5 mai 1989 donne un aspect dramatique au travail que doit entreprendre l'Agence dont la veuve de Jean-Marie, Marie-Claude, prend la présidence. Bernard Gilman devient chargé de mission pour la construction d'un « grand équipement » qui rentre dans le programme que dirige Émile Biasini, l'inventeur des maisons de la culture en 1961, devenu secrétaire d'État chargé des Grands travaux<sup>148</sup>.

Bernard Gilman va suivre le dossier à Paris avec l'aide de Marie-Claude Tjibaou à Nouméa. Le dossier est complexe aussi bien sur le plan politico-culturel que sur le plan financier. À l'Élysée le 16 mars 1992, Michel Charasse conseiller du Président, fait part à Jack Lang de sa volonté de réduire la voilure du financement « à sa dimension minimale sans rien attenter à sa valeur politique et symbolique ». Le 7 mai 1992 c'est autour d'Émile Biasini, ministre de tutelle, de s'inquiéter car « l'actualisation financière de cette ambition me paraît surréaliste<sup>149</sup> ».

---

147. Idem, p. 35.

148. « Partout où je suis passé, j'ai créé des centres culturels, des lieux de rencontre et d'échange entre les expressions culturelles autochtones et notre propre apport, contribué aussi à la mise en place des premières stations de radio, à Porto-Novo et à Conakry », Émile Biasini, *Sur Malraux, celui qui aimait les chats*, Paris, Odile Jacob, 1999, p. 13.

149. Dans cette lettre à Marie-Claude Tjibaou, présidente du Centre culturel Kanak, Biasini livre cette confidence en forme de conseil : « Lorsque j'ai eu

Guy Saez

La construction sur les plans de l'architecte Renzo Piano se déroule de 1995 à 1998. Considéré comme un chef-d'œuvre architectural, le Centre Culturel Tjibaou est inauguré le 4 mai 1998 au cours d'une cérémonie coutumière kanak, en présence du Premier ministre Lionel Jospin, de la ministre de la Culture, Catherine Trautman, de Jack Lang et de Renzo Piano. Bernard Gilman a évoqué à plusieurs reprises sa fierté d'avoir contribué à la réussite de ce projet au cheminement complexe en raison des oppositions politiques qu'il a suscité et aussi des difficultés de coordination interministérielle du programme impliquant plusieurs administrations. Le mot de Claude Jacquier, président de l'Office départemental des travailleurs immigrés de Grenoble trouve ici toute sa justesse: « C'était un vrai broussard prêt à la palabre avec les chefferies locales ». J'ajoute que les chefferies locales se rencontrent autant dans la bureaucratie parisienne que dans la brousse!

Ce que nous devons à L'Afrique

Après avoir promu le développement culturel dans les régions et les villes de France, le ministère lui confie plusieurs dossiers de coopération avec des pays africains francophones où sont installés des centres culturels français. La voie a été ouverte par Pierre Gaudibert et la Fondation Afriques en création<sup>150</sup> au milieu des années 1970. Il mène et soutient plusieurs projets de développement culturel en Afrique, notamment en appuyant l'association Culture et développement et son directeur Francisco d'Almeida où ses qualités

---

l'honneur de lancer l'action culturelle de notre pays, il y a 30 ans, je peux affirmer que la première traduction financière de nos ambitions a été loin de représenter l'idéal de ce qui nous paraissait nécessaire. »

150. « Afrique en créations » devient un programme de l'Association française d'action artistique (AFAA) lorsque le ministère de la Coopération fusionne avec le ministère des Affaires étrangères en 1999-2000.

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

de broussard et son « sourire de contrebandier » vont encore être exploités. Culture et développement est une association créée par Peuple et culture en 1962<sup>151</sup>, sous l'impulsion notamment de Joseph Rovin, Michel Debeauvais, Jean Ader et Paul Lengrand, alors expert à l'Unesco. Francisco d'Almeida, qui avait fait la connaissance de Bernard Gilman alors qu'il était étudiant et suivait le séminaire « Politiques culturelles » qu'il donnait avec Catherine Tasca à l'IEP de Grenoble, collaborera à de multiples reprises aux missions de Bernard Gilman en Afrique. Il s'agit là encore de missions interministérielles car c'est le ministère de la Coopération qui assure jusqu'en 1999 les compétences relevant du « champ africain ». Son investissement dans la coopération avec des pays d'Afrique de l'Ouest s'est principalement orienté vers la formation des cadres culturels africains, par exemple au Centre régional d'action culturelle (CRAC) de Lomé (Togo), mais aussi par l'organisation de plusieurs stages en France de professionnels africains. Au retour d'une mission en 1988, il alerte l'Unesco et le ministère français de la Coopération sur les difficiles conditions de fonctionnement du CRAC. Son amitié avec Alpha Konaré, militant pour la démocratie au Mali, va le conduire à aider la création d'un centre de formation à la démocratie locale et au lancement de la radio libre Bamanakan, dirigée par Konaré qui deviendra président de la République du Mali en 1992<sup>152</sup>.

Bernard Gilman voyagera beaucoup en Afrique, souvent sollicité par les responsables politiques désireux de structurer leur développement culturel. Il insiste à plusieurs reprises auprès des ministères français sur la nécessité d'accroître

---

151. L'association transfère son siège à Grenoble en 1982.

152. Bernard Gilman participe également à la promotion de la coopérative culturelle *Jamana*, créée par A. Konaré et, avec P Gaudibert à faire connaître l'art populaire urbain (les fameuses enseignes de coiffeur).

les moyens de la coopération culturelle, non seulement au niveau des relations entre responsables politiques mais aussi plus directement à celui des institutions culturelles elles-mêmes. Il sera également au rendez-vous de la coopération décentralisée qui voit des villes françaises nouer des partenariats avec des villes ou des régions africaines, notamment dans le domaine des bibliothèques, de la formation et de la création artistiques.

Très choqué par le discours de Dakar (26 juillet 2007) du Président Sarkozy qui affirmait que « l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire<sup>153</sup> », il prend une part active à la préparation de l'exposition du Musée dauphinois « Ce que nous devons à l'Afrique ». C'est pour lui une réponse par l'art et la culture à des ignorances et des préjugés tenaces. Son réseau de relations s'est avéré très utile pour monter le projet. Il avait auparavant vigoureusement soutenu Cécil Guitart, auquel le liait une solide amitié, qui avait été nommé sur sa suggestion à la tête du musée des Arts africains et océaniques (MAAO) en 1992 par Jacques Sallois<sup>154</sup> directeur des musées au ministère. Bernard Gilman, qui était alors chargé de mission auprès du ministère de la coopération et des Dom-Tom, avouait : « avec les responsables de ces ministères, nous éprouvions une véritable honte à proposer à nos partenaires africains, océaniques ou antillais un "Musée des arts africains et océaniques" en piteux état, disons misérable<sup>155</sup> ».

---

153. Voir la réponse du collectif d'historiens sous la direction de Adamé Ba Konaré, *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'intention du Président Sarkozy*, Paris, La Découverte, 2008.

154. Au même moment Jacques Sallois confiait à Jean Guibal, directeur du Musée dauphinois une mission de reconfiguration du musée des Arts et Traditions populaires, qu'il devra bientôt abandonner faute de soutiens publics.

155. Bernard Gilman, témoignage, *Les combats de Cecil Guitart. Une vie pour la culture 1944-2010*, Grenoble, Musée dauphinois, 2011, p. 9. Voir dans

## Bernard Gilman, une vie de militant culturel

En 1991, il signait en tant qu'Inspecteur général des Affaires culturelles, un texte de 33 pages intitulé « Quelques propositions pour le MAAO, douzième département des musées de France ». Il s'agissait d'entamer la rénovation de l'ancien « palais permanent des colonies ». Dans un premier temps, en octobre 1989, il recherche l'appui de Matignon où André Larquié est conseiller culturel. Il propose de faire du MAAO « La Maison des civilisations » qui pourrait être inscrit comme « grand projet culturel ». Le texte d'orientation du programme élaboré par Cécil Guitart avait été discutée lors d'un séminaire tenu au Musée dauphinois avec les cadres du MAAO en juillet 1992. Il s'agissait de transformer résolument la muséographie passant « De l'exposition coloniale au dialogue des cultures ». Il n'eut pas le temps de mener sa mission à bien<sup>156</sup>. En même temps que Cécil Guitart voyait son projet abandonné, Jean Guibal, qui avait été missionné pour relancer le musée de l'Homme du Bois de Boulogne devait, faute d'intérêt ministériel, renoncer au sien après qu'il eût rédigé une importante esquisse « Pour un projet national des cultures et des civilisations » en janvier 1992.

Le point d'orgue de cette série d'initiatives consacrées à construire un autre point de vue sur l'Afrique a été l'exposition *Ce que nous devons à l'Afrique* conçue par Jean-Claude Duclos et Olivier Cogne au Musée dauphinois avec l'aide d'un comité de pilotage où l'on retrouve notamment Bernard Gilman, Dominique Wallon et Francisco d'Almeida. L'exposition présentée sur une longue période (octobre 2010

---

le même ouvrage le témoignage de son collègue au MAAO, Etienne Féau, p. 56-57.

156. L'ancien directeur déposa un recours, qu'il gagna, contre la nomination de C. Guitart au motif qu'il n'était pas conservateur de musée mais de bibliothèque.

à janvier 2012)<sup>157</sup>, avec de nombreuses activités associées, est un puissant antidote à l'ignorance et aux clichés occidentaux plus ou moins teintés de néocolonialisme sur l'Afrique.

### **Conclusion**

Retiré au hameau des Bourlens à La Salle-en-Beaumont, Bernard Gilman pouvait évoquer avec ses visiteurs et amis une vie qui l'avait vu franchir toutes les échelles territoriales, du rural au national en passant par la grande ville, du national à l'europpéen, puis à l'ultramarin et à l'international. Cette retraite est entrecoupée de nombreux voyages à l'étranger. Connaître toujours plus de cultures, des plus singulières (populaires, ouvrières, africaines ou océaniques) aux plus cosmopolites comme l'art contemporain, est sans doute sa passion la plus durable, passion qu'il exprime sans jamais se départir de la simplicité et de l'humilité qui le rendaient si attachant. Mais il pouvait aussi ressentir des bouffées de pessimisme en comparant l'énorme investissement culturel que sa génération avait déployé face aux problèmes sociaux irrésolus, notamment en ce qui concerne l'ouverture au monde, l'état de l'Afrique notamment, mais aussi aux persistants dilemmes sur le(s) sens de la politique culturelle en général.

S'il s'estimait chanceux d'avoir eu l'opportunité de connaître et traverser différentes cultures, il restait insatisfait de leur traitement public et des antagonismes qui ressurgissaient à chaque fois qu'on pensait les voir atténuer. Son expérience du dualisme des orientations de la politique culturelle, qu'il avait assumé jusqu'à la douleur, si on pense à la crise de la Maison de la culture en 1979-1980, reste indépassable comme problème fondamental de toute politique

---

157. Jean-Claude Duclos, Olivier Cogne (dir), *Ce que nous devons à l'Afrique*, Éditions du Musée Dauphinois, 2010.

culturelle. Ce problème, il l'a vécu intensément à toutes les phases de sa vie. L'interprétation qu'il donne du débat des deux cultures comme la façon dont j'en ai rendu compte ici ne signifie pas que ce débat est le même à chaque moment particulier de son développement. Pas plus ne veut-il dire que les ruptures de signification entraînent des choix de stratégie complètement différents voire contradictoires d'un épisode à un autre.

Ce débat semble toujours prisonnier d'une forme d'essentialisation des cultures, alors que Bernard Gilman croyait à leur interfécondation. Il savait également que tout acteur culturel doit s'en remettre à la nécessité d'analyser lucidement les contraintes des contextes politiques et sociaux qui conduisent à adopter des stratégies différentes. Sans doute a-t-il eu l'occasion de méditer à plusieurs reprises ce mythe mélanésien : « Tout homme est tiraillé entre deux besoins, le besoin de la Pirogue, c'est-à-dire du voyage, de l'arrachement à soi-même, et le besoin de l'Arbre, c'est-à-dire de l'enracinement, de l'identité, et les hommes errent constamment entre ces deux besoins en cédant tantôt à l'un, tantôt à l'autre ; jusqu'au jour où ils comprennent que c'est avec l'Arbre qu'on fabrique la Pirogue.<sup>158</sup> »

C'est à l'observateur qu'il revient de montrer comment l'évolution des doctrines et des paradigmes est conditionnée par les contextes historiques, les représentations sociales et les identités culturelles. Dans des situations historiques particulières, certains acteurs ont suffisamment de ressources pour faire en sorte que les deux approches de la culture et de l'identité s'interpénètrent. Ils opèrent alors une synthèse, peut-être de courte durée mais puissamment évocatrice

---

158. Joël Bonnemaïson, « Les lieux de l'identité : visions du passé et identité culturelle des îles du sud et du centre de Vanuatu », *Cahiers de l'ORSTOM*, vol XXI, 1, 1985, p. 151-170.

Guy Saez

de possibles changements, Bernard Gilman a été de ces hommes-là. Dans d'autres situations, ils assistent impuissants à la fissuration de leur projet et modifient leurs attitudes en conséquence, il a aussi été de ces hommes-là. Si l'espoir de réunir ces postulats contraires en une « culture commune » peut se vivre comme une chimère dont la réalisation sera toujours entravée et repoussée à plus tard, finalement déçue, un romantisme social attardé, disait Pierre Bourdieu, il peut aussi se vivre, comme ce sera plutôt le cas pour Bernard Gilman, et pour bien d'autres, malgré toutes sortes de déchirements, comme un mythe, mais un mythe vécu en toute lucidité alimentant inlassablement de nouvelles énergies individuelles et sociales.

## Chapitre 3

# Bernard Gilman et les musées

JEAN-CLAUDE DUCLOS

**P**arce que la culture, telle qu'il la conçoit, est « une composante essentielle de la démocratie », rappelait-il, Bernard Gilman n'exclut aucun des champs qu'elle couvre. S'il n'en privilégie aucun, il s'est toutefois souvent exprimé sur le musée duquel il a toujours beaucoup attendu. Aussi est-ce sa perception de l'outil culturel qu'est l'institution muséale et des potentialités qu'il lui reconnaît et cherche à mettre à profit en plusieurs occasions, que tente de cerner le témoignage qui suit. Plus qu'un modeste complément à la magistrale et très complète approche qui précède et que fait Guy Saez de son action, il est l'hommage d'un de ceux qui eurent la chance de bénéficier de son amitié.

### **Dans les années 1970**

En juillet 1978, tandis que nous venons de présenter aux habitants du delta du Rhône, un an avant son inauguration officielle, le musée camarguais, un appel du ministère de la Culture m'annonce la visite de M. Bernard Gilman. Je

le reçois et lui fais visiter le musée dont les présentations, à quelques détails près sont quasiment achevées. Cependant, ce n'est pas la muséographie qui l'intéresse mais comment nous y sommes arrivés, avec quelles participations de la population et dans quels objectifs. Je lui parle alors de Georges Henri Rivière qui n'a cessé de nous conseiller durant la réalisation de ce musée, du concept d'écomusée duquel il est inspiré, de sa définition évolutive alors en cours, et de l'usage que nous tentons d'en faire, sans aller jusqu'à lui donner le nom d'écomusée. Je l'intéresse, me semble-t-il, en lui expliquant y avoir renoncé parce que l'initiative de créer ce musée ne venait pas de la population locale mais d'une prescription de la charte du Parc naturel régional dont relève le musée, alors initiée par la Datar<sup>1</sup>. Ne correspondant pas vraiment à la définition qu'en donnait Georges Henri Rivière : « un instrument qu'un pouvoir et qu'une population conçoivent, fabriquent et exploitent ensemble », nous avons en effet préféré l'appeler Musée camarguais / *Museon camarguen*<sup>2</sup>.

Bernard Gilman m'écoute, parle peu et n'intervient que pour me relancer mais ne réagit pas à ce que je lui raconte, si bien que je ne parviens pas à savoir ce qu'il pense de notre expérience. Ce n'est que l'année suivante, tandis que le Musée camarguais reçoit le Prix européen du Musée de l'année, que je reçois un mot de lui m'adressant ses félicitations sincères et chaleureuses. J'ignore cependant qu'il est toujours missionné par le Conseil de l'Europe lorsqu'il vient en Camargue, qu'il suit de près l'expérience phare de l'Écomusée du Creusot, et n'apprendrai l'existence du

---

1. Datar, Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. Cette instance gouvernementale, créée en 1963 et rattaché au Premier ministre, « prépare, impulse et coordonne les politiques d'aménagement du territoire menées par l'État ».

2. Appelé aujourd'hui musée de la Camargue.

rapport qu'il vient de remettre en 1977, « Le musée, agent d'innovation culturelle » qu'en 2024 ! C'est grâce à la référence qu'en donne Guy Saez, et à l'aide de Geneviève Gentil qui en obtient une version numérisée du Comité d'histoire du ministère de la Culture, que j'en prends connaissance. Jamais il ne m'en avait parlé au cours des échanges que nous avons repris à partir des années 1990. Bernard, il est vrai, n'était pas homme à se vanter de ce qu'il avait réalisé et a toujours semblé rétif aux honneurs et aux décorations.

### Le musée, agent d'innovation culturelle

Intitulé « Le musée, agent d'innovation culturelle » et daté de « Grenoble, le 25 août 1977 », ce photocopie de 38 pages, n'a pas eu de diffusion et, après vérification, n'a fait l'objet d'aucune référence dans les ouvrages de muséologie. Ce n'est donc qu'aujourd'hui, près de 50 ans après, que des professionnels de la muséologie le découvrent et en apprécient le caractère visionnaire<sup>3</sup>. Tous ceux auxquels je l'ai communiqué n'ont pas caché leur surprise en effet d'y voir formulées des idées auxquelles seules quelques personnes commencent alors tout juste à exprimer dans les années 1970. Annoncer notamment, dès le début de son rapport, qu'il faut commencer par inverser les priorités au musée et faire passer la population de son environnement social, avant les collections, est proprement révolutionnaire. Cette position est toujours aujourd'hui d'avant-garde. Je n'insisterai pas davantage sur ce rapport de 1977, déjà bien analysé par Guy Saez, sauf pour me demander comment Bernard Gilman est

---

3. Je l'ai notamment fait parvenir à Serge Chaumier, sociologue et spécialiste de la muséologie, créateur de la base de données MuseoCheck, Jean Guibal, ancien conservateur du Musée dauphinois et directeur de la culture du département de l'Isère, Alexandre Delarge, conservateur honoraire et ancien président de la Fédération des écomusées et musées de société, Marie-Sylvie Poli, professeure émérite et chercheuse en muséologie...

arrivé à se faire une telle idée de la fonction du musée. En s'interrogeant sur la situation des musées grenoblois tandis qu'il devient maire-adjoint à la culture? Dans les musées qu'il visite, en France et en Italie, lors de la mission qu'il effectue pour le Conseil de l'Europe? Dans les lectures qu'il cite? Nous nous permettrons, pour en avoir parlé avec lui et constaté qu'il l'avait marqué et, sinon inspiré, conforté dans sa conception du rôle du musée, d'évoquer ici le IX<sup>e</sup> congrès de L'Icom<sup>4</sup>, tenu à Grenoble en septembre 1971, tandis qu'il est adjoint à la Culture.

Observant que l'institution muséale n'est plus en phase avec la société, face aux changements rapides qu'elle connaît partout, Hugues de Varine, alors directeur de l'Icom, obtient de sa hiérarchie l'autorisation d'organiser la conférence générale de 1971 autour du thème: « Le musée au service des hommes, aujourd'hui et demain ». Et pourquoi à Grenoble? Parce que, dit-il, aucune autre ville de France n'a témoigné jusque-là d'un tel développement culturel et surtout ne dispose d'infrastructures suffisantes comme la Maison de la culture, pour recevoir plus de 600 congressistes venant du monde entier et d'un village olympique pour les y loger<sup>5</sup>.

Bernard assiste aux séances plénières et entend notamment, lors de la première d'entre elles, Stanislas Adotevi<sup>6</sup> poser la question suivante: « Le musée s'adresse à l'homme,

---

4. International Council of Museums / Conseil international des musées. L'Icom est une ONG liée à l'Unesco qui rassemble depuis 1946 la communauté internationale des musées et de leurs professionnels.

5. Interrogé à ce sujet en janvier 2024, Hugues de Varine garde un très bon souvenir de Bernard Gilman et du militant de l'éducation populaire qu'il a salué par ailleurs dans son blog, mais ne souvient pas du rôle qu'il a pu jouer dans l'organisation du IX<sup>e</sup> congrès de l'Icom. Il reconnaît cependant avoir laissé l'Inspection générale des musées et son chef, Pierre Quoniam alors très lié à Bernard Gilman, le soin de la gérer en liaison avec la Ville.

6. Stanislas Adotevi (1934-2024), philosophe et homme politique béninois, auteur, notamment, de « Négritudes et négrologues ».

mais à quel homme? » pour finir par expliquer, devant une assistance houleuse, en quoi le musée est « l'instrument du colonialisme culturel ». Il entend aussi Mario Vasquez<sup>7</sup> s'écrier, en 1971, et c'est à souligner : « Nous vivons tous ensemble sur une planète que nous détruisons de nos propres mains ; l'homme change et son environnement aussi, nous sommes conservateurs et avons donc l'esprit conservateur. Mais alors à quoi bon conserver, pourquoi, pour qui ? [...] Comment un musée peut-il ne pas être concerné par les problèmes sociaux? ». Bernard a certainement dû adhérer aussi aux propos de John Kinard<sup>8</sup> qui dit encore à Grenoble : « Nous avons besoin de musées capables de prendre des risques, de faire le pont entre les riches et les pauvres, entre les instruits et les non-scolarisés, entre les cultures privilégiées et défavorisées, entre le grand art et l'art populaire ». Le président de séance, qui n'est autre que Georges Henri Rivière, la conclut ainsi : « Un constat s'impose : le musée traditionnel n'a plus sa raison d'être. Pour que le musée, en tant qu'institution d'intérêt public, soit véritablement "au service de l'homme aujourd'hui et demain", il doit prendre, face aux finalités de son action, une attitude constamment critique ».

Ces idées qui témoignent de l'état d'esprit que semblent alors partager nombre de professionnels de musée, continueront de cheminer, à Santiago du Chili notamment, l'année suivante, puis dans ce qui prendra un temps le nom de « nouvelle muséologie », mais toujours à la marge. Bernard

---

7. Mario Vazquez Ruvalcaba (1923-2020), muséologue mexicain, concepteur du « musée intégral », cité par Bernard Gilman dans son rapport sur « Le musée, agent d'innovation culturelle », p. 4.

8. John Kinard (1936-1989), pasteur et directeur de musée, fondateur de l'*Anacostia neighborhood museum*, dans la banlieue de Washington, à partir duquel il développe le concept de musée communautaire.

continuera cependant de les partager et, en tant qu'élu à la culture puis émissaire du gouvernement, de chercher à créer les conditions de leur application. Le second et non le moindre apport de son rapport, est en effet d'expliquer comment ces nouvelles fonctions du musée peuvent être mises en pratique dans le cadre d'une politique culturelle. Il faudrait demander aux sociologues de la culture si d'autres élus ont témoigné de telles réflexions. Personnellement, je n'en ai pas trouvé.

Et à Grenoble ?

« Nous soutenions les initiatives des quartiers, mais veillions aussi au développement et à l'implantation d'équipements plus lourds, comme la Maison de la culture, le musée des Beaux-Arts, le Musée dauphinois... », dit l'adjoint à la Culture qu'il est de 1965 à 1977. Je parlerai peu, ici, du musée des Beaux-Arts sauf pour rappeler combien il attache d'importance à l'art contemporain et du rôle qu'il tient à lui faire jouer au cours de ses deux mandats, dans la démocratisation de la culture. Le Symposium de sculpture, au cours duquel il fait intervenir des plasticiens dans les rues de la Ville, en est un exemple éclairant. Bernard Gilman fait par ailleurs confiance aux conservateurs d'état qui se succèdent dans ce musée, à Gabrielle Kueny<sup>9</sup> notamment qui le reçoit au musée en 1965, et à qui il annonce le doublement de son budget d'acquisition. Mais il était si restreint, tempéret-il, que même doublé, il restait très modeste. Il s'en remet ensuite à Maurice Besset<sup>10</sup> mais entretient une relation privilégiée avec son adjointe, Marie-Claude Beaud<sup>11</sup> qui ne

---

9. Gabrielle Kueny (1899-1987), historienne de l'art, conservatrice.

10. Maurice Besset (1921-2008), historien de l'art, conservateur du Musée de Grenoble de 1969 à 1975.

11. Marie-Claude Beaud, née en 1946, historienne de l'art, spécialisée en art contemporain. Elle est alors l'adjointe de Maurice Besset et connue pour

tarira pas d'éloges sur lui<sup>12</sup>. Il trouve aussi un allié de taille en la personne de Pierre Gaudibert chez qui il apprécie le grand érudit de l'art autant que la passion communicative qu'il nourrit pour l'Afrique.

Pas d'avenir sans prise en compte du passé

« Nous accordions aussi beaucoup d'importance au Musée dauphinois parce que nous voulions que le passé soit aussi très présent à Grenoble, dans une ville qui voulait être une ville d'avenir, une ville du futur. », dit-il dans l'un des entretiens repris au début de cet ouvrage.

En juillet 1970, aux Rencontres d'Avignon, auxquelles Guy Saez rappelle sa participation assidue, Bernard déclare : « Dans une ville comme Grenoble, ville jeune dont la population est pour une bonne part d'implantation récente, il est important de faire connaître un certain enracinement dans l'histoire. Nous avons restauré dernièrement un couvent pour y installer le Musée dauphinois. Il ne s'agit pas que d'un musée d'arts et de traditions populaires mais d'un lieu où nous essaierons de situer dans leur contexte historique, les problèmes actuels de la région ». Ainsi attend-il du musée qu'il permette, à partir du partage d'un passé commun, d'aborder l'actualité. Un an avant le IX<sup>e</sup> congrès de l'Icom, il a donc déjà une idée claire de la fonction sociale du musée. D'accord pour « les arts et traditions populaires » mais à condition qu'ils permettent d'aborder les questions que vivent les habitants du territoire sur lequel le musée rayonne. Venant d'un élu, cette déclaration, qui témoigne aussi de la volonté politique de rassembler une population diversifiée, accrue d'arrivées successives dues notamment au

---

cofonder et diriger, en 1984, la Fondation Cartier pour l'art contemporain.

12. Anne Martin-Fugier, *Quelques-unes... Femmes de l'art contemporain*, Gallimard, 224 p.

développement économique des années 1960, me semble de la première importance. Elle nous a permis, entre autres, de donner sa place à l'immigration au musée.

La visite qu'il effectue, sitôt élu, de l'ancien couvent de Sainte-Marie-d'en-Bas, rue Très-Cloître, où se trouve le Musée dauphinois, le touche et le scandalise à la fois. Il y reconnaît, non sans émotion, les collections alpines rassemblées par Hippolyte Müller<sup>13</sup>, mais voit aussi dans le fatras des outils, des coffres, des quenouilles, et des lits-clos rongés par les vrillettes, combien elles sont menacées et ne disent plus rien de ce qu'elles devraient. Constatant aussi qu'il n'y a plus qu'un concierge pour le faire fonctionner et que la personne qui en est le « conservateur » est aussi connue pour ses activités d'antiquaire, il décide aussitôt de le fermer. Et l'on aurait pu en rester là. Quelques personnes n'auraient certainement pas manqué de faire valoir l'importance des travaux et des collectes d'Hippolyte Müller et de protester contre la fermeture du Musée dauphinois mais auraient-elles eu la capacité d'obtenir sa réouverture, tandis que la Ville se préparait à accueillir les Jeux olympiques d'hiver? Georges Henri Rivière avait bien suggéré, en 1960, d'aménager l'ancien couvent de Sainte-Marie d'en-Haut, alors « médina d'Italiens » dit-il, pour accueillir le Musée dauphinois. Mais en 1965, le bâtiment est à l'état de ruine si bien qu'Albert Michallon, le maire précédent, avait envisagé de le raser. Une fois ses derniers occupants relogés, Bernard charge les étudiants de l'École d'architecture de Grenoble de travaux de déblaiement et de relevés mais la réhabilitation de l'ancien couvent s'avère vite hors de portée. Il ne semble pas alors

---

13. Hippolyte Müller (1865-1933), bibliothécaire de l'École de médecine de Grenoble, préhistorien et ethnographe autodidacte, obtient en 1906 de la Ville de Grenoble les locaux de l'ancien couvent de Sainte-Marie d'en-Bas pour y installer son Musée dauphinois.

que la décision de le restaurer ait été soumise au Conseil municipal, « ça s'est fait petit à petit, par grignotage... » dit Bernard, d'une volonté qu'il sait faire partager dans ses équipes. Il faut donc aujourd'hui l'affirmer haut et fort : s'il n'avait pas décidé de prendre à bras-le-corps la destinée du Musée dauphinois, ce musée ne serait probablement plus aujourd'hui qu'un lointain souvenir. Nous lui devons ce qu'il est devenu autant que ce que nous avons pu y faire, avec et à la suite de Jean-Pierre Laurent, sur la trajectoire où il l'a voulu le lancer dès 1970.

#### Prévenir les risques

En 1965, toujours, des représentants d'associations d'anciens résistants et déportés souhaitent pérenniser l'expérience qu'ils font de l'exposition présentée depuis 1963 aux Archives départementales de l'Isère, en créant leur propre musée avec l'aide de la Ville. Bernard les reçoit et, comprenant vite que le musée qu'ils veulent réaliser doit rester leur affaire, tant la mémoire et l'histoire de la Seconde Guerre mondiale demeurent encore difficiles à concilier, leur offre l'appartement natal de Stendhal, 14 rue Jean-Jacques Rousseau. C'est là qu'Hubert Dubedout inaugure en 1966 le musée de la Résistance et de la Déportation, en présence de Laure Moulin<sup>14</sup>, et là que ce musée demeure ouvert au public et aux établissements scolaires jusqu'en 1994. Voyant leur âge avancer et leurs moyens diminuer, ces anciens résistants constatent alors qu'ils ne pourront pas continuer longtemps à le gérer et l'animer eux-mêmes. Aussi demandent-ils, au début des années 1990, au président du conseil général de l'Isère et maire de Grenoble, Alain Carignon, de le départementaliser. Il l'accepte et nous charge d'en préparer la

---

14. Laure Moulin (1892-1974), enseignante et résistante, est la sœur de Jean Moulin.

faisabilité. Afin de tester préalablement les réactions des uns et des autres, nous réalisons en 1993 au Musée dauphinois une exposition, dite de préfiguration, « *Les Années noires – La répression à Grenoble, durant l’Occupation* » au cours de laquelle, le 15 février 1994, je reçois un courrier de Bernard Gilman dont voici l’essentiel :

« En montrant la part prise par certains Grenoblois dans la collaboration avec la Gestapo, vous avez montré que le fascisme n’existe pas que chez les autres, qu’il n’est pas un accident exceptionnel de l’histoire, mais qu’il est en cours dans notre société. C’est un rappel à la lucidité, à la modestie, à la vigilance.

En réponse à quelques remarques lues dans le cahier de l’exposition – Inutile de revenir sur le passé... – il faudrait qu’une partie du musée, sans cesse renouvelée, avec le même souci de qualité d’exposition, nous montre que le fascisme est sans cesse toujours présent dans le monde. Hélas, les exemples ne manquent pas. La Ligue des droits de l’Homme et Amnesty International ne manquent pas de renseignements et de documents. En fait, il ne faudrait pas que ce musée devienne un musée « d’anciens combattants » mais de combattants permanents. Je m’excuse de ces propos qui vont de soi pour vous j’imagine. Si je tenais à vous les écrire, c’est qu’en fin de parcours de ma vie professionnelle et militante, j’ai le regret de n’avoir pas su mettre mes forces et mes moyens quand j’en disposais, au service d’une plus grande ouverture au monde, d’une meilleure attention aux vrais combats qui s’y livraient. »

De tels propos me touchent et m’encouragent à poursuivre dans cette voie. Je m’apercevrai par la suite qu’ils ne sont pas restés aussi partagés qu’on pourrait le souhaiter.

### **Des accords de Matignon au Centre culturel Tjibaou**

Guy Saez rappelle plus haut dans quelles circonstances Bernard Gilman intervient outre-mer et notamment en Nouvelle Calédonie. Nous n'y reviendrons ici que pour compléter ce qu'il en dit par des informations que nous a données Bernard Gilman oralement au début des années 2010, tandis que nous préparions l'ouvrage d'hommages à Cécil Guitart.

Sans doute faut-il commencer par rappeler les faits, à commencer par le festival Mélanesia 2000, organisé par Jean-Marie Tjibaou à Nouméa, en 1975, qui, comme l'a dit Marie-Claude Tjibaou, son épouse, fut « l'acte fondateur de la renaissance de la culture kanak ». Mais les encouragements de la France métropolitaine à peupler massivement la Nouvelle-Calédonie pour minorer la communauté kanake ont fini par provoquer des affrontements. Tandis que les tensions s'avivent, Edgard Pisani est nommé en 1984, haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie. Il y arrive au moment de l'assassinat de dix indépendantistes, dont les deux frères de Jean-Marie Tjibaou, suivi de la mort, l'année suivante, d'un autre indépendantiste, Eloi Machoro, abattu par le GIGN. Edgard Pisani réussit pourtant à renouer et maintenir le dialogue, proposant « une indépendance-association », finalement rejetée par les deux parties. Il démissionne à l'automne 1985 laissant cependant un territoire profondément réformé et apaisé même si l'équilibre est fragile.

Tandis que la situation semble bloquée, cette même année, le musée national des Arts d'Afrique et d'Océanie présente du 18 avril au 1<sup>er</sup> juillet une exposition, « Musée imaginaire des arts de l'Océanie ». Jean-Marie Tjibaou, qui a fait entreprendre en 1979 un inventaire général de tous les objets de culture kanak conservés dans les musées

du monde<sup>15</sup>, attache beaucoup d'importance à cette exposition qu'il aurait préféré voir à Nouméa, et informe son ami Bernard Gilman de son intention de venir à Paris à l'inauguration. Comme on peut en juger dans l'interview que recueille alors le producteur Alain Plagne, la position de Tjibaou est on ne peut plus claire : « L'essentiel est que cette exposition ait lieu. Il reste que le cadre est différent. Mais à Paris, cette initiative prend une signification politique très forte. Car en regard de la revendication d'indépendance du peuple kanak, il est important que cette manifestation se tienne au cœur même de la capitale du peuple qui colonise notre pays et qui y détient la souveraineté ; parce qu'il faut que l'on prenne conscience de ce qu'est fondamentalement la revendication de notre peuple : revendication de dignité, revendication d'une indépendance fondée sur la spécificité kanak »<sup>16</sup>.

Partisan acharné du dialogue, Bernard veut profiter de la présence à Paris de Tjibaou pour avancer, mais ni Jack Lang ni aucun autre représentant de l'État n'accepte de le rencontrer. Aussi a-t-il l'idée de se placer, lui et son ami Tjibaou, au sommet du grand escalier du Palais de la Porte dorée, où Jack Lang qui préside l'inauguration ne peut manquer, au passage... de serrer la main du chef des indépendantistes kanak. Qui peut alors contester la légitimité de sa présence ? Et c'est ainsi que Tjibaou accomplit le parcours inaugural aux côtés du ministre.

---

15. Cette mission est effectuée par l'ethnologue Roger Boulay, alors en charge des collections océaniques du musée national des Arts d'Afrique et d'Océanie. Devenu l'un des spécialistes de la culture kanak, Bernard Gilman fera grand profit de ses conseils. Il sera chargé de missions auprès du Centre culturel Tjibaou.

16. Alain Bensa et Eric Wittersheim (dir.), *Jean-Marie Tjibaou, La présence Kanak*, Paris, Odile Jacob, 1996, 326 p.

Bernard, qui ne veut pas en rester là et tient à ce que la présence de Tjibaou à Paris soit réellement utile, obtient de Jean-Louis Bianco, alors secrétaire général de l'Élysée, de le rencontrer. Ce dernier accepte de le voir mais à condition que ce ne soit pas à l'Élysée. Aussi le reçoit-il chez lui, dans l'appartement qu'il occupe dans une cité HLM de la région parisienne, ce qui, dit-il, étonne beaucoup Jean-Marie Tjibaou qui n'imaginait pas que les plus hauts personnages de l'État puissent vivre dans d'aussi modestes conditions. C'est là, dans cet appartement, que Jean-Louis Bianco lui demande comment normaliser les relations de la communauté kanak et de l'État et que Jean-Marie Tjibaou lui donne, point par point, les conditions à remplir dont, entre autres, celle de la création d'un Centre de culture kanak. Conditions, dit Bernard Gilman, que l'on retrouvera ensuite dans les accords de Matignon du 26 juin 1988, approuvés par référendum le 6 novembre. Cette histoire témoigne tout d'abord de l'intelligence des principaux acteurs politiques d'alors (Michel Rocard, Edgar Pisani, Jean-Louis Bianco...) qui comprennent qu'il faut mettre fin à ce qui subsiste encore en France de comportements coloniaux et reconnaître la légitimité du peuple kanak à vivre sa culture. Ce n'est pas sans plaisir qu'il revenait sur la poignée de main forcée entre Jack Lang et Jean-Marie Tjibaou et sur la réunion clandestine au domicile de Jean-Louis Bianco. La joie presque jubilatoire avec laquelle il le racontait témoigne du goût qu'il avait pour jouer des circonstances et réussir des « coups ». Guy Saez a raconté la suite : l'assassinat de Tjibaou en 1989 et, au titre des Grands Travaux de l'État, la création et l'édification du Centre culturel Tjibaou entre 1995 et 1998 sous la maîtrise d'œuvre de Renzo Piano.

Il y aurait beaucoup à dire sur la reconnaissance de la culture kanak et sur le rôle que les ethnologues y ont tenu,

tel Maurice Leenhardt<sup>17</sup>, bien sûr, mais aussi Alban Bensa dont Bernard Gilman a profité des connaissances<sup>18</sup> ou de Roger Boulay. Nous avons échangé ensemble à propos du rapport charnel qu'entretiennent les communautés avec leur territoire, tant à propos des Kanak, même si cela peut apparaître étrange, que des habitants de l'Oisans. C'est lui qui, pour donner une fin à l'exposition « Gens de l'alpe<sup>19</sup> » et raccorder le passé au présent, nous a emmenés à Besse-en-Oisans, où il fut instituteur et dont il connaissait chacun des habitants. Et c'est de là, à partir des témoignages vidéofilmés que nous avons recueillis ensemble sur la vie actuelle à Besse que nous en avons tiré la conclusion de l'exposition.

#### Que faire du Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie ?

La question suscita nombre de réflexions et de débats animés, avant qu'elle soit tranchée par la création du musée du Quai Branly. Ainsi que le rappelle Guy Saez, Bernard Gilman signe en avril 1991, en sa qualité d'inspecteur général de l'Administration, un rapport intitulé « Quelques propositions pour le MAAO, douzième département des musées de France ». Retrouvé par Patrice Gilman dans les archives de son père, ce dont nous l'en remercions vivement, ce rapport permet de mieux préciser encore ce qu'il attend du musée à propos, cette fois, d'un musée national autrefois « palais permanent des colonies ».

---

17. Maurice Leenhardt, né à Montauban le 9 mars 1878 et mort à Paris le 26 janvier 1954, est un pasteur et ethnologue français, spécialiste du peuple kanak de Nouvelle-Calédonie.

18. On ne peut que recommander, à ce sujet, la lecture de l'ouvrage d'Alban Bensa, *Les sanglots de l'aigle pleureur – Nouvelle-Calédonie : la guerre kanak de 1917*. Anacharsis Editions, 2015, 716 p.

19. L'exposition « Gens de l'alpe » fut présentée au Musée dauphinois de septembre 1998 à septembre 2022.

Commençant par observer que deux musées nationaux conservent des collections africaines et océaniques, le MAAO et le musée de l'Homme, il plaide pour la réunion de leurs collections en un « grand musée international » où l'association de leurs approches, plus anthropologiques pour l'un et plus artistiques pour l'autre, serait respectueuse des significations religieuses, philosophiques ou magiques que leur donnent les communautés dont elles proviennent et, aidant à les connaître, débouche sur « le dialogue des cultures ».

Sa perception des collections permanentes qui, dit-il, ne sont que « le squelette du musée » en dit long sur la nécessité de le pourvoir d'un corps pensant pour qu'il vive. Défendant son idée d'un « musée de la culture vivante », il donne aussi nombre d'indications pour y faire place aux artistes contemporains africains et océaniques. Bien informé des besoins d'un grand musée, dans les domaines de la conservation (réserves), de la recherche, de la formation, de la connaissance du public, de l'accueil des enfants, de la communication et même de sa politique éditoriale, il en propose une programmation détaillée. Il pense aussi au rôle que jouerait un tel musée en tant que « fer de lance d'une grande coopération » entre la France et les pays de l'Afrique et du Pacifique sud.

Pragmatique, Bernard Gilman termine son rapport par treize propositions précises, constituant, ainsi qu'il est possible de l'interpréter, la feuille de route du futur responsable du MAAO. Ce dernier n'est autre que Cécil Guitart dont il est convaincu des compétences pour réorienter ce musée sur la voie qu'il préconise. Mais déterminé à relever le défi, Cécil va devoir y renoncer. Faisant valoir que son grade ne peut lui permettre de diriger un musée national, le corps des conservateurs d'État fait annuler sa nomination.

### **Les murs ne sont que les murs**

« Les murs ne sont que les murs. Ce que nous leur demandons, c'est de se faire oublier pour laisser libre cours à l'initiative, à l'action, à l'imagination des animateurs » dit Bernard Gilman à Bernard Chardère en 1977. Cette citation suffit à faire comprendre la place majeure qu'il accorde à la formation et l'énergie qu'il y consacre, mais Guy Saez l'a suffisamment évoqué pour que nous n'y revenions pas. Ce que je comprends encore un peu mieux de cette phrase et des échanges que j'ai la chance d'avoir eu avec lui, c'est comment la lecture, le dialogue, l'apprentissage de l'altérité, l'émotion artistique et le rêve peuvent nous rendre capables de prouesses à l'égard de nos contemporains et que c'est cette énergie-là qu'il faut savoir mettre à profit.

C'est à la suite d'une réunion au Musée dauphinois des associations locales en liens avec l'Afrique, puis de la lecture du livre d'Adame Ba Konaré<sup>20</sup> que nous en trouvons l'occasion en 2009, avec lui et Cécil Guitart. Une exposition est aussitôt envisagée, nourrie de quatre séminaires successifs auxquels prennent part près de quatre-vingts associations. Bernard participe à chacun d'eux, partage le titre de l'exposition « Ce que nous devons à l'Afrique » que nous reprenons d'Erik Orsenna avec son accord, cosigne avec moi l'avant-propos de la publication, participe à l'accueil d'Adame Ba Konaré à Grenoble, et à tous les événements qui suivent l'inauguration, le tout dans un enthousiasme débordant que viendra cependant briser la disparition subite de notre ami Cécil, le 12 décembre 2010. Déjà affecté par le décès de François Hollard en 2009, puis de René Rizzardo en 2010, Bernard en est profondément attristé mais trouve

---

20. Adame Ba Konaré, *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du Président Sarkozy*, « Essais solidaires », La Découverte, 2008-2009, 348 p.

## Bernard Gilman et les musées

l'énergie nécessaire pour éditer avec nous « Les combats de Cécil Guitart<sup>21</sup> ». Puisse cet ouvrage sur Bernard Gilman, autant qu'il a tenu à le faire pour chacun de ses partenaires et amis, militants et combattants, lui rendre justice et témoigner de ce qu'il a semé sa vie durant pour la culture.

---

21. Collectif, *Les combats de Cécil Guitart – Une vie pour la culture, 1944-2010*, Grenoble, Musée dauphinois, 2011, 164 p.



# Archives & repères



## Le musée, agent d'innovation culturelle (Gilman, 1977)

**Par M. Bernard Gilman**  
**Maire adjoint de la ville de Grenoble**  
**Strasbourg, le 25 octobre 1977**  
Extraits du rapport au Conseil de l'Europe

« **O** bjet et principaux enseignements de l'étude  
Depuis le temps qu'on prédit la mort des musées, ceux-ci sont toujours vivants. Il semble même que contrairement à d'autres établissements culturels (cinéma, théâtre par exemple), la fréquentation des expositions et des musées va croissant. Depuis 10 ans, le Musée de Pau a vu ses entrées progresser de 150 % (de 3 000 à 20 000 visiteurs). Sans doute, faudrait-il analyser de très près les statistiques, mais il pourrait y avoir là une tendance.

Il y a cependant un certain malaise des pouvoirs publics et notamment des collectivités locales devant les musées. Les budgets qu'elles consacrent sont loin d'être négligeables, mais on se rend bien compte qu'il s'agit de budgets permettant tout juste de survivre et non pas de progresser, d'innover.

Nous sommes encore libres de nos rêves !

Pourtant, plus que le manque de crédits, c'est l'absence d'orientation politique qui paralyse les musées.

Dans la première partie de ce rapport, nous nous demandons comment sont assumées les fonctions traditionnelles du musée ou tout au moins quelques-unes d'entre elles parmi les plus essentielles : l'enrichissement des fonds, l'étude et la recherche, la présentation des collections. Les contacts que nous avons pu prendre au cours de notre étude tant en France qu'en Italie, la lecture de rapports divers, nous montrent que la plupart des musées n'ont pas aujourd'hui les moyens de mener à bien ces missions. Nous nous proposons d'étudier quelques solutions : spécialisation des musées, regroupement des collections en banque de données, en centre de recherche. Ceci devrait aboutir à un réseau de musées plus cohérent, dans lequel certains moyens aujourd'hui dispersés, seraient réunis. Les musées eux-mêmes seraient le centre de nombreux relais qui n'auraient pas à charge des fonctions lourdes (acquisition, conservation, recherches).

Nous étudions ensuite quelques expériences d'animation, et tout en ayant conscience de leurs limites nous constatons que ce sont elles qui tentent d'ouvrir les portes et de rencontrer un public dont on s'est jusqu'alors peu préoccupé.

Cependant, il nous est apparu que le changement radical qui devrait ébranler le monde des musées serait d'inverser les priorités. La priorité ne serait plus accordée aux œuvres, mais à la population d'un territoire donné, celle-ci ne serait plus considérée comme un public potentiel pour une collection, ou des manifestations « imposées » par un conservateur, mais comme porteuse d'interrogations, d'expériences, d'expressions auxquelles le musée apporterait sa contribution spécifique.

Nous développons trois axes de recherches :

1. Le musée comme foyer de création – Le « territoire » des musées dépasse largement les cimaises de ses salles : une

## Le musée, agent d'innovation culturelle

ville, une région, une population, sont des « musées » vivants. Quel est le rôle du musée proprement dit, celui des artistes ?

2. La population comme priorité – Non pas le public qu'on intercepte ou qu'on attire, mais en fonction de véritables choix, (c'est le fait du pouvoir politique) un type de population plus défini. Et en allant plus loin, cette population peut-elle intervenir non seulement comme « usagers » ou « amis du musée », mais dans l'orientation et la gestion de l'établissement ? Comme c'est le cas dans les maisons de jeunes et de la culture, les centres culturels ou les maisons de la culture.
3. Enfin, la place du musée dans la politique culturelle d'une ville ou d'une région.

Nous terminons notre étude en esquissant quelques propositions pour une recherche plus approfondie sur ces thèmes et une méthode de travail.

Il nous a semblé qu'il fallait étendre notre recherche au niveau du cadre régional. En effet, le champ d'intervention des musées dépasse largement le cadre de la collectivité locale, et il semble que la taille de la région devrait permettre une mise en commun de certains moyens, une meilleure répartition des tâches et des missions. [...]

Notre hypothèse, notre pari, est donc celui-ci : à partir du capital-musée, avec bien sûr des moyens complémentaires, mais surtout en redéfinissant les missions du musée, en reprécisant les priorités, en redistribuant les tâches, nous pouvons donner un rôle novateur à ces institutions. [...]

Il ne s'agit plus de considérer d'une part des œuvres, un patrimoine et, d'autre part, un public potentiel. Il ne s'agit plus d'avoir comme objectif d'amener ce public, d'une façon ou d'une autre, à regarder et si possible goûter

Nous sommes encore libres de nos rêves !

ces œuvres, mais de considérer d'abord une population, déceler ses attentes, et enfin faire des choix dans cette population.

Il est effectivement nécessaire de choisir. À vouloir s'adresser à tous, on n'est entendu que par quelques uns. Toujours les mêmes. Il est faux de dire que l'œuvre ou l'objet seul parle à tous. Il s'agit là d'une conception formelle de l'égalité. Une exposition n'est pas qu'un assemblage d'objet, mais elle est un langage. Le langage du concepteur, du conservateur et de ses interlocuteurs habituels. Il ne s'agit pas, comme certains le pensent, de « baisser » le niveau d'exigence, mais de procéder différemment, soit en partant plus des éléments de la vie quotidienne de l'environnement social du groupe considéré, soit en abandonnant des références (esthétiques – historiques) totalement étrangères à nos interlocuteurs, soit en s'appuyant sur une certaine pratique. Cela implique une grande connaissance, une écoute[,] une plongée dans certains milieux totalement étrangers aux musées, ou tout au moins de trouver des interlocuteurs qui seront des relais précieux : animateurs, travailleurs sociaux.

Le musée se doit de déchiffrer tous les signes quotidiens, dans le cadre de l'aménagement de l'habitat, de la lutte contre la grisaille d'un quartier, dans la préparation aux vacances, etc... Peut-être vaut-il mieux qu'une exposition soit élaborée et conçue pour le public limité de tel ou tel quartier, ou pour une catégorie de jeunes ? Qui a pensé jusqu'alors que « décoration » de certaines chambres de jeunes était les véritables musées de la jeunesse d'aujourd'hui ? [...]

Les musées devraient être un prodigieux carrefour où artistes et amateurs, hommes de sciences et jeunes avides de techniques, écologistes et autres devraient se rencontrer. Tant pis si chacun n'y retrouve pas les siens. Le brouhaha d'un forum vaut le silence d'une nécropole. [...]

## Le musée, agent d'innovation culturelle

S'insérer dans une politique culturelle, ça n'est pas être à la solde du pouvoir et des élus. Il faut que le pouvoir politique accepte que le musée soit aussi un lieu d'affrontement, qu'il joue un rôle critique, qu'on ne le neutralise pas. Certains ont pu parler de lieu de « violence » ou de scandale (si le scandale n'est pas un jeu : certains artistes avides de publicité, ou pour assurer leur image de marque, en sont friands).

Il est nécessaire que l'équipe du musée ait une réelle liberté de création, que parmi les équipes culturelles de la ville, elle possède sa démarche originale. Il est possible, sinon facile, de concilier les orientations générales fixées par un pouvoir politique et permettre à un établissement culturel de ne pas brider son imagination. [...]

Le pouvoir politique doit donner au musée le droit au risque, le droit à la recherche, donc à l'échec, et ne pas retenir comme seul critère, la fréquentation.

Une véritable politique culturelle ne consiste pas en un pluralisme faussement égalitaire, mais plutôt en la création d'un « front culturel diversifié ». Il s'agit par là d'adapter des objectifs communs à des démarches différentes, à des équipes différentes. Le musée fait partie à part entière de ces équipes. [...]

Enfin, parce que nous n'avons pas eu l'occasion de le dire dans les pages précédentes, nous formons le vœu que les musées soient pour nos cités des occasions d'émotion[,] « moins pour l'émotion elle-même », comme l'écrit Régis Debray, « que pour l'élan qu'elle imprime, pour l'arraché quotidien, pour la mise en mouvement ».



Propositions pour le Musée national  
des Arts d'Afrique et d'Océanie  
(Gilman, 1991)

Quelques propositions pour le Musée national des Arts d'Afrique et d'Océanie, douzième département des musées de France par Bernard Gilman, inspecteur général de l'Administration, avant-propos de Jacques Sallois, directeur des musées de France – avril 1991

Extraits du rapport

« **L**e ministère de la Culture se doit aujourd'hui d'offrir un lieu où nos hôtes africains et océaniens seront certains d'être attendus, de trouver la Parole des leurs et d'être invités à l'échange.

Deux musées d'importance nationale possèdent, en France, des collections africaines et océaniques : le MAAO et le musée de l'Homme. Chacun de ces établissements a des fonctions distinctes. En schématisant quelque peu, le musée de l'Homme, créé en 1936, a une vocation anthropologique. Il donne à voir, comprendre, estimer des civilisations. Le MAAO, quant à lui, créé en 1958 par André Malraux met

Nous sommes encore libres de nos rêves !

l'éclairage sur leur production artistique. Or celles-ci, on le sait, sont étroitement liées aux croyances, aux mythes comme à la vie quotidienne. Elles n'en restent pas moins éminemment artistiques. Ne pas en tenir compte, c'est occulter le sens profond d'un objet proposé au regard du monde des occidentaux mais tout autant à celui des Africains et des Océaniens qui n'ont pas – on s'en doute – la même lecture de leur propre histoire culturelle. [...]

Les collections actuelles, bien qu'importantes, ne permettent pas au MAAO de rivaliser avec les grands musées internationaux (Berlin, Bruxelles, Londres, Washington). Seule la réunion des deux collections (MAAO-musée de l'Homme) permettrait à la France de prétendre avoir un grand musée international. [...]

Le MAAO, carrefour de partenariat. Il doit s'agir là d'une mission la plus novatrice et la plus spécifique du MAAO. Les rapports que la France a eus et entretiennent encore, tant en Afrique que dans le Pacifique-sud, devraient faire du MAAO le fer de lance d'une grande coopération enrichissante pour les uns et les autres. En ces temps, où certains pays d'Afrique – dans des conditions économiques extrêmement difficiles – s'ouvrent à la démocratie, nous nous devons de les accompagner car la culture en est une composante essentielle. Cet accompagnement, dont nous sortirions nous-mêmes enrichis, peut prendre de nouvelles formes : soutien à la prospection, aux fouilles et à l'inventaire, à la préservation et la conservation des objets, à la coproduction d'expositions et de catalogues, etc. Mais c'est sur la formation qu'il faut insister : une formation partagée, les professionnels français ayant tout autant à retirer des ressources culturelles d'Afrique et d'Océanie. [...]

Le ministère de la Culture a sous son autorité un secrétariat d'État aux Grands Travaux qui a des moyens et une

## Propositions pour le Musée national des Arts d'Afrique

équipe performante. Pourquoi le ministre ne solliciterait-il pas le Président de la République pour inscrire le MAAO dans « Les Grands Travaux du Président » ? Cette mesure aurait une grande portée symbolique. Les pays africains et océaniques y seraient sensibles et l'annonce d'une décision de cette nature tant au sommet des pays francophones, qu'aux journées d'études de l'ICOM qui doivent se tenir en automne prochain serait bien accueillie chez nos partenaires, surtout si on présente le MAAO comme un lieu d'échanges d'idées, de savoir-faire et de formation. »



# Annexes



Discours d'André Malraux  
ministre de la Culture à l'inauguration  
de la Maison de la culture de Grenoble,  
le 13 février 1968 (extrait)

« **N**ous sentons que la culture occidentale est en pleine mutation. Parce que notre siècle a pour la première fois découvert tous les arts de la terre. Mais aussi parce qu'à maints égards, la culture qui nous est léguée fut celle de la bourgeoisie. Les nations communistes ont fait de leur culture une culture révolutionnaire, mais nous sommes en train de transformer la nôtre beaucoup plus que nous le croyons. Pour chacun de nous, le Musée imaginaire existe en face du musée tout court ; la Grèce nous parvient en face des civilisations de l'Orient ancien, de l'Asie et quelques autres. La métamorphose qu'apporteront, en une génération, les Maisons de la culture comme celle-ci, celle qu'apporteront les Maisons de la culture africaines, pour être moins manifeste que celle qu'apporte l'Union Soviétique, ne sont peut-être pas moins décisives. Jean Vilar a fortement agi sur le public du Théâtre National Populaire, mais ce public a fortement agi sur l'œuvre de Jean Vilar. Ici, les spectateurs, qu'ils le

Nous sommes encore libres de nos rêves !

sachent ou non, sont aussi des acteurs. Avec la nation entière à la place d'une classe privilégiée, avec les nouveaux moyens de diffusion des œuvres, la culture change de nature.

À la Table Ronde de l'Unesco, le représentant de l'Académie des Sciences de Moscou, M. Zvorikine, a dit : « Aujourd'hui, on sait qu'on peut produire beaucoup, maisons et autos, mais le problème pour l'avenir est de trouver un sens à cette richesse... » Nous dirions de notre côté, et sans doute les conséquences en seraient-elles les mêmes : « Maisons et autos construites, le problème est de savoir comment sera l'homme qu'on mettra dedans. » Il est question d'échanger l'année prochaine, pour quelques semaines, une de nos Maisons de la Culture avec son équivalent soviétique. Alors commencera l'une des plus profondes confrontations qu'ait connues l'histoire de l'esprit : celle de la culture pour tous avec la culture de chacun.

Car dans toutes les civilisations modernes, c'est-à-dire dans toutes les civilisations nées de la machine, l'homme se trouve en face du plus grand conflit de son histoire. D'une part, les grands moyens de communication des masses, au service des instincts, avec leurs puissantes techniques d'assouvissement. De l'autre, des moyens d'expression aussi étendus, pour chacun de ceux qui les appellent, au service des images de l'homme que nous ont transmis les siècles, et de celle que nous devons léguer à nos successeurs. C'est pourquoi la culture doit être tôt ou tard gratuite comme l'est l'instruction, c'est pourquoi cette Maison, si vaste qu'elle vous paraisse aujourd'hui, appellera sans doute, dans vingt ans, de nombreux relais. Le grand combat intellectuel de notre siècle a commencé. Mesdames et Messieurs, cette Maison y convie chacun de vous, parce que la Culture est devenue l'autodéfense de la collectivité, la base de la création et l'héritage de la noblesse du monde. »

## Les accords de Matignon (26 juin 1988)

**L**es accords de Matignon sont des accords conclus à l'hôtel Matignon à Paris le 26 juin 1988 par une délégation indépendantiste menée par Jean-Marie Tjibaou et une délégation anti-indépendantiste dirigée par le député Jacques Lafleur, sous l'égide du gouvernement français de Michel Rocard. [...] Ces accords prévoient une période de développement de dix ans, avec des garanties économiques et institutionnelles pour la communauté kanak, avant que les Néo-Calédoniens puissent se prononcer sur leur indépendance. Ils sont complétés le 20 août 1988 par les accords d'Oudinot, ainsi nommés car signés au siège du ministère des Départements et Territoires d'outre-mer, l'hôtel de Montmorin situé rue Oudinot à Paris, qui voient l'approbation par les deux formations signataires du projet de loi portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998. Ces textes, qui ont permis le rétablissement de la paix civile et fixé le cadre du statut transitoire de la Nouvelle-Calédonie jusqu'en 1998, sont généralement désignés conjointement en tant qu'accords de Matignon-Oudinot.

Nous sommes encore libres de nos rêves !

Il amnistie par la même occasion les massacres d'Ouvéa, interdisant tout procès sur la mort de 4 gendarmes et de 19 indépendantistes kanaks.

Les accords de Matignon ont été approuvés par les Français par le référendum du 6 novembre 1988. La question posée était : « Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le Président de la République et portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 ? » La mesure fut approuvée à 80 % des suffrages exprimés. La participation fut faible (37 %). Les blancs et nuls représentèrent 12 % des votes.

Un second accord (accord de Nouméa) a été signé le 5 mai 1998 sous l'égide de Lionel Jospin : il repousse l'autodétermination jusqu'à une période située entre 2014 et 2018, et prévoit un transfert progressif jusqu'en 2014 de compétences dans tous les domaines sauf la défense, la sécurité intérieure, la justice et la monnaie qui resteraient des compétences de la République française (en matière de politique étrangère, il est prévu d'associer la Nouvelle-Calédonie aux actions de coopérations régionales). Lors de la consultation des populations de la Nouvelle-Calédonie, le dimanche 8 novembre 1998, l'accord de Nouméa a été approuvé à 72 % des suffrages exprimés (taux de participation : 74 % ; blancs et nuls : < 3 %).

## Quelques repères sur Peuple et Culture

**1944-1947** – Création de Peuple et Culture à Grenoble et mise en place d'institutions novatrices qui expérimenteront les méthodes destinées à « rendre la culture au peuple et le peuple à la culture » : Cercle interfacultés, Centre d'éducation ouvrière, Maison de la culture, École de cadres militaires, publication du Manifeste. En 1947, l'équipe initiale s'installe à Paris. Mais la mémoire collective Peuple et Culture reste très présente à Grenoble.

**1956-1964** – Une association est créée en 1956 autour d'un groupe de militants qui organise des rencontres et des débats. Avec l'arrivée de Bernard Gilman, instituteur mis à disposition de l'association, fort d'une riche expérience d'action associative en milieu rural, PEC Isère se structure autour de deux axes : le rural et l'urbain.

**1965-1973** – H. Dubedout est élu à la mairie de Grenoble et Bernard Gilman devient son adjoint chargé de la culture, des MJC et des mouvements d'éducation populaire. Sous son impulsion, PEC Isère devient le fer de lance d'une politique résolument novatrice sur le plan du développement culturel. À titre d'exemples, l'association contribue à la naissance de la Maison de la culture et participe à la réflexion

Nous sommes encore libres de nos rêves !

sur l'innovation urbaine qui débouche sur la réalisation du quartier de la Villeneuve.

**1974-1982** – Après le départ de Gilman, l'équipe Peuple et Culture se développe avec Bernard Smagghe, s'attachant à faire vivre les institutions mises en place sous la municipalité Dubedout, et entreprend des actions en milieu rural pour le maintien d'une agriculture diversifiée. En 1979, sur proposition de Guy Saez, les CEP (Comités d'études et de propositions) sont mis en place, dont le plus célèbre, le « CEP rural », qui permettra l'émergence des associations Relier et Accueil Paysan, de la revue Alternatives rurales et de la formation « Exploitant rural ».

**1983-1995** – Alain Carignon est élu maire de Grenoble. Cette élection correspond à un virage important pour l'association sans en être pour autant l'origine directe : elle avait déjà commencé à perdre son ancrage sur le terrain mais l'arrivée de la droite, et avec elle la diminution des subventions, va renforcer encore ce glissement. PEC Isère structure ses activités autour de voyages, d'études, de forums de réflexion, d'actions culturelles liées à l'art contemporain et de « l'École des projets », une formation annuelle destinée à accompagner l'émergence d'initiatives sociales et culturelles. En 1992, une crise interne suivie d'une crise financière secoue l'association. Malgré des tentatives de redéploiement de l'association autour du secteur de la formation, PEC Isère ne parvient pas, dans un contexte local très incertain, à réenclencher une dynamique économique et militante suffisamment forte et dépose son bilan en 1995. Autour des militants de l'Accueil paysan, de la Maison des jeux de Grenoble et de l'Agora de Voiron, une nouvelle génération fait revivre Peuple et Culture en Isère depuis quelques années.

## Quelques repères sur les acteurs mentionnés

**Pierre Bellevile**, *La nouvelle classe ouvrière*. Éd. Juillard, 1963.

**Denise Belot** fut adjointe socialiste aux affaires sociales dans la municipalité d'Hubert Dubedout. Elle fut aussi l'une des premières conseillères générales de l'Isère, élue du canton 3 de Grenoble. Elle est décédée en 2012.

**Didier Béraud** est recruté en 1967 par la Ville de Grenoble pour diriger la Maison de la culture, inaugurée en 1968. Homme de théâtre, il avait dirigé auparavant la Comédie de l'Est. Cf. Didier Béraud, *Descente en rappel – Dans le lointain d'une Maison de la Culture*. Éd. du Linteau, 2008, 228 p.

**Maurice Besset** (1921-2008), historien de l'art, il a été conservateur du musée national d'art moderne de 1960 à 1965 puis conservateur du musée de Grenoble. Il a également été professeur à l'université de Genève (1971 à 1991). Il lègue sa bibliothèque de 3 200 ouvrages à la Bibliothèque de Lyon. (Source : Wikipédia)

**Geneviève Blum-Gayet**, *Germaine* dans la Résistance, rejoint les maquis du Vercors en 1943 et en devient l'un des principaux agents de liaison.

Nous sommes encore libres de nos rêves !

**Jean Blum-Gayet** réorganise, au début des années 1950, la section iséroise de Peuple et Culture, aux côtés de Léon Ferlet, Louis Meyer, Théophile Platel, Francis Brefort et Aimé Gabillon.

**Georges Boulloud** (1931-2013), un proche, militant ouvrier hors du commun, une forte personnalité issue du quartier Saint-Bruno, fier d'être ouvrier chez Neyrpic, leader syndicaliste, dirigeant de la deuxième gauche à Grenoble, élu municipal aux côtés de Dubedout, chrétien convaincu mais rebelle. Cf. Pierre Frappat, *Georges Boulloud, le métallo de Dubedout*, PUG, 2015.

**Bénigno Cacérés**, fils d'émigrés espagnols, compagnon charpentier devenu docteur en sciences sociales, a eu un parcours d'autodidacte exemplaire. Secrétaire général de PEC pendant longtemps, professeur à l'Institut des sciences sociales du travail, directeur de collection aux éditions du Seuil puis de la Découverte, il a écrit plus de 25 ouvrages sur l'histoire de l'éducation populaire et sur des thèmes liés à l'action culturelle, ainsi que des romans. Il est décédé en 1991. D'après Jean-François Chosson.

**Roger Canac** (1928-2020). Ce grand humaniste que le géographe Philippe Bourdeau qualifie de « pédagogue-paysan-militant-botaniste-historien-poète-philosophe » est instituteur à Mizoen (Isère) en 1960, tandis qu'il est sollicité par Peuple et Culture pour intervenir sur le monde rural et se lie d'amitié avec Bernard Gilman, alors instituteur à Besse-en-Oisans.

**Georges Couffinal** (1928-2013) a été professeur de science politique à l'université Sorbonne nouvelle Paris 3 et à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL) puis a été directeur de ce même institut.

**Jean Dasté** (1904-1994), acteur, metteur en scène et directeur de théâtre, il fonde en 1945 à Grenoble, la Compagnie des

## Quelques repères sur les acteurs mentionnés

comédiens de Grenoble qu'il est contraint de dissoudre en 1947, faute d'une aide financière de la municipalité. C'est alors qu'il fonde à Saint-Etienne le Centre dramatique de la Cité des mineurs (devenue la Comédie de Saint-Etienne), coopérative ouvrière d'intérêt public régional. (Source : Wikipédia)

**Gérard Destanne de Bernis** (1928-2010), est un économiste d'inspiration marxiste, professeur émérite de l'Université Pierre-Mendès-France à Grenoble. Source : Wikipédia.

**Claude Domenach** (1938-1991) dirigea l'Institut d'études politiques de Grenoble de 1971 à 1988. Il présida la Maison de la culture de Grenoble en 1981.

**Jean-Marie Domenach** (1922-1997). Stagiaire à l'École d'Uriage, maquisard dans le Vercors, réfractaire au STO... il devient secrétaire de la revue *Esprit*, fondée par son ami Emmanuel Mounier, en 1947 et la dirige de 1957 à 1976.

**Yves Droulens**, Ingénieur au CENG : il en était responsable de la section CFDT, et animateur au sein de l'union départementale de ce syndicat, d'une commission chargée du suivi de la vie politique. Cf. Pierre Frappat, in *Georges Boulloud, le métallo de Dubedout*, op. cit.

**Bernard Dudek** était le fondateur et président de la coopérative Baticop les Alpains et il fut l'un des principaux acteurs du Groupe d'action municipale (*Rester libres*, p. 142).

**Joffre Dumazedier** est à l'origine directe de la création de PEC, qu'il a présidé jusqu'en 1967 ; il a été porteur des principales innovations qui en ont fait l'originalité, en particulier l'entraînement mental. De formation littéraire, il s'est orienté vers les sciences sociales qu'il a utilisées dans son action d'éducation populaire. Spécialiste mondialement reconnu de la sociologie des loisirs, il a été directeur de recherches au CNRS et professeur à Paris-Sorbonne. Il a publié de nombreux ouvrages sur le développement culturel

Nous sommes encore libres de nos rêves !

et les méthodes d'éducation des adultes. Il est décédé en 2002. D'après Jean-François Chosson.

**Pierre Gaudibert** (1928-2006), engagé dans le mouvement Peuple et Culture. Il dirige le Musée de Grenoble de 1978 à 1985. Il lance à Grenoble, dès 1977, la création du Centre national d'art contemporain, devenu Le Magasin.

**Raymond Gensburger** (1924-2011) Adjoint d'Hubert Dubedout, chargé du personnel, de la formation et du tourisme.

**Cécil Guitart** (1944-2010) est rapidement devenu l'un des plus proches amis de Bernard Gilman. À la suite de son décès, en 2010, un ouvrage collectif aborde les multiples facettes de ce personnage très attachant : *Les combats de Cécil Guitart – Une vie pour la culture, 1944-2010*. Éd. Musée dauphinois, 2011, 157 p.

**François Hollard** (1925-2009), militant à Peuple et culture et secrétaire général du Comité d'expansion économique de l'Isère. Il est un des premiers membres du Groupe d'action municipale créé par Hubert Dubedout, il est élu au conseil municipal aux élections de 1971.

**Madeleine Jouye de Grandmaison** (née Nol) est une femme politique française née en 1938, proche d'Aimé Césaire. Conseillère régionale de 1983 à 2010, elle a présidé le Comité Martiniquais du Tourisme de sa création de 2003 à 2010. Elle est députée européenne de 2007 à 2009. (Source : Wikipédia)

**Jacques Lafleur** est alors député, président de la Province Sud de Nouvelle Calédonie et chef des anti-indépendantistes.

**Marcel Landowski** (1915-1999), compositeur français, il est nommé directeur de la musique par André Malraux en 1966.

**Georges Lavaudant** est un auteur dramatique, acteur et metteur en scène de théâtre français né à Grenoble le

## Quelques repères sur les acteurs mentionnés

18 février 1947. Au milieu des années 1960, il participe à la création de la troupe de théâtre du lycée Emmanuel-Mounier à Grenoble. En 1968, il rejoint la troupe du Théâtre Partisan, puis codirige le Centre dramatique national des Alpes à partir de 1976, et la Maison de la culture de Grenoble en 1981. (Source: Wikipédia)

**Maurice Leenhardt** (1878-1954), est un pasteur et ethnologue français, spécialiste du peuple kanak de Nouvelle-Calédonie.

**René Lesage** (1906-1976), comédien et homme de théâtre français, qui a notamment dirigé la Troupe des Tréteaux de la comédie de Saint-Etienne, créé et dirigé la Comédie des Alpes avec Bernard Floriet de 1961 à 1975.

**Claude Mollard**, ancien membre du PSU, collaborateur de Pierre Mendès France puis de Michel Rocard, il devient haut fonctionnaire dans le secteur public de la culture et de la communication et rejoint le cabinet de Jack Lang en 1981.

**Paul-Louis Merlin** (1881-1973), cofondateur du groupe industriel Merlin Gerin, connu pour son charisme et sa capacité de mobilisation. Tandis qu'il projette de faire aménager le campus universitaire de Grenoble sur la colline de la Bastille, Paul-Louis Merlin veut aussi faire restaurer l'ancien couvent de Sainte-Marie d'en-Haut pour en faire un centre international de rencontres universitaires.

**Edmond Michelet** (1899-1970), résistant (Combat), ami du général de Gaulle, homme politique plusieurs fois ministre.

**Pierre Moinot** (1920-2007), haut fonctionnaire, romancier et académicien, fut directeur de cabinet d'André Malraux de 1962 à 1965.

**Gabriel Monnet** (1921-2010), comédien et metteur en scène. À partir de 1975, il dirige le centre dramatique national des Alpes. Sa rencontre avec Georges Lavaudant dont il admire le travail, le conduira à associer celui-ci et l'équipe

Nous sommes encore libres de nos rêves !

du Théâtre partisan à la gestion du centre. On le voit dans *Lorenzaccio*, *Palazzo Mentale*, *Maître Puntila et son valet Matti*, *Les Cannibales*, mises en scène de Georges Lavaudant, et *Hamlet*, mise en scène de Daniel Mesguich. Il réalise en 1980 *La cerisaie* de Tchekhov. « Ma dernière mise en scène officielle » dit-il. Il abandonne volontairement la codirection du centre, le 31 décembre 1981. (Source : ministère de la Culture et de la communication)

**Hippolyte Müller** (1865-1933) fonde le Musée dauphinois en 1906 dans les locaux du petit monastère de Sainte-Marie d'en-Bas, rue Très Cloître.

**Alpha Oumar Konaré** a présidé l'ICOM (*International Council of Museums*) de 1989 à 1992. Il a été président du Mali de 1992 à 2002 et président de l'Union Africaine jusqu'en 2008. Il est l'époux de l'historienne Adame Ba Konaré.

**Louis Le Pensec** est ministre des Dom-Tom de 1988 à 1993.

**Jean Platel**, membre de Peuple et Culture, est alors inspecteur de la jeunesse et des sports.

**Mireille Pongy**, chercheuse CNRS, Institut d'études politiques de Grenoble (politiques culturelles).

**Jean-Jacques Queyranne** : député socialiste, il a présidé la région Rhône-Alpes de 2004 à 2015.

**Pierre Quoniam** (1920-1988) est alors chef de l'inspection générale des musées classés et contrôlés à direction des musées de France. Il devient directeur du musée du Louvre en 1972.

**René Rizzardo** (1942-2010), militant de Peuple et Culture, défenseur ardent de l'action participative, il est élu en 1965 sur la liste d'Hubert Dubedout, et devient adjoint à la culture de 1977 à 1983. Il est ensuite expert auprès du ministère de la Culture jusqu'en 1989, et du Conseil de l'Europe. Il conseille également plusieurs municipalités dans leurs politiques culturelles. Il fonde l'Observatoire

## Quelques repères sur les acteurs mentionnés

des politiques culturelles en 1988. Cf. Pierre Moulinier, *René Rizzardo et l'invention de l'Observatoire des politiques culturelles – 1988-2002*, 2011, 95 p., [consultable en ligne].

**Joseph Rovan**, déporté pour faits de résistance, a rejoint l'équipe initiale de Peuple et Culture en 1947 à la demande de Travail et Culture dont il faisait partie et en a été successivement le vice-président puis le secrétaire général. Journaliste, il est devenu rapidement un spécialiste écouté des relations internationales. Après 1968, il a été nommé professeur à Paris VIII et a joué un rôle moteur dans la construction européenne à partir de l'axe franco-allemand. Il est décédé en 2004. D'après Jean-François Chosson.

**Guy Saez**, politiste, directeur de recherche au CNRS à l'UMR Pacte (Institut d'études politiques de Grenoble, a été président de Peuple et culture de l'Isère.

**Marc Serratrice**, ancien résistant (Vercors) fut un responsable syndical (Merlin-Gerin) particulièrement actif et un montagnard chevronné. En 2014 il publie : *Avoir 20 ans au maquis du Vercors*, éditions Anovi.

**Bernard Smaghe** (1930-2012) que Bernard Gilman avait connu dans le Nord est appelé par lui, en 1965, pour lui succéder à la tête de la section iséroise de Peuple et Culture. Bernard Smaghe exerça aussi les fonctions de secrétaire général de PEC pendant trois mandats, jusqu'à l'automne 1989. Il fut aussi élu à Meylan.

**Jean Verlhac** (1923-1995) est un intellectuel catholique de gauche. Résistant, membre des FFI, il devient journaliste militaire après la Libération, puis réussit l'agrégation d'histoire. Il s'engage en politique au croisement des courants catholiques et socialistes. Membre de la direction de l'Union des chrétiens progressistes, il participe par ailleurs au journal catholique de gauche *La Quinzaine* et au Mouvement de la paix. Il lutte notamment contre la guerre d'Algérie

Nous sommes encore libres de nos rêves !

et sera gravement blessé lors des manifestations du métro Charonne. Membre actif de l'UGS, il participe ensuite à la fondation du PSU et entre au bureau politique de cette organisation. Adjoint à l'urbanisme de Hubert Dubedout à Grenoble 1965-1983, il a participé à plusieurs grands projets de transformation de la ville comme la construction du village olympique des Jeux olympiques de 1968 ou du quartier de la Villeneuve de Grenoble dont le parc porte son nom. (Source: Wikipédia)

**Dominique Wallon** a été président de l'Amicale des Élèves de l'IEP de Paris (1959), vice-président « Algérie » de l'UNEF (Union nationale des étudiants de France) en 1960 et président de l'UNEF en 1961-1962. Ancien élève de l'École nationale d'administration, il a essentiellement travaillé au ministère de la Culture où il a été, entre 1981 et 2000, directeur du Développement culturel, du Centre national du cinéma et enfin de la musique, de la danse, du théâtre et du spectacle vivant. Entre 1986 et 1989, il a été chargé de la politique culturelle auprès du maire de Marseille. En 2003, il fonde le festival des cinémas d'Afrique du pays d'Apt.

# Table des matières

<b>Préface. L'énigme Bernard Gilman</b> .....	7
GENEVIÈVE CLÉMENÇAY, OLIVIER COGNE, JEAN-CLAUDE DUCLOS, ALAIN FAURE, CLAIRE GILMAN, PATRICE GILMAN, MICHEL HOLLARD & GUY SAEZ	
<b>Chapitre 1. Bernard Gilman par lui-même</b> .....	11
BERNARD GILMAN	
<b>Du Vanuatu à la mairie de Grenoble</b> .....	13
Je suis né là-bas.....	14
Comme un dératé.....	17
À la montagne.....	20
Peuple et culture.....	23
Former les militants de quartier.....	29
Le Groupe d'action municipale (GAM).....	36
<b>De la mairie de Grenoble aux ministères</b> .....	41
L'effet des Jeux olympiques.....	42
L'art dans la rue.....	44
Les musées.....	47
La Maison de la culture.....	52
L'ouverture au monde.....	54
Savoir inventer.....	58
Des affrontements violents.....	60
Conseiller technique.....	64
L'Outre-mer et l'Afrique.....	66
<b>Militant culturel</b> .....	73

Nous sommes encore libres de nos rêves !

<b>Chapitre 2. Bernard Gilman, une vie de militant culturel</b> .....	79
GUY SAEZ	
<b>La construction d'un idéal culturel</b> .....	83
Les années de jeunesse .....	84
Premier mandat : le « déferlement » de la politique culturelle .....	86
Le second mandat : innovations et limites de la politique culturelle .....	107
<b>Un éclaireur au ministère</b> .....	139
Vers une politique nationale de coopération et de décentralisation .....	139
Plaidoyer pour la diversité culturelle .....	152
<b>Conclusion</b> .....	162
<b>Chapitre 3. Bernard Gilman et les musées</b> .....	165
JEAN-CLAUDE DUCLOS	
<b>Dans les années 1970</b> .....	165
Le musée, agent d'innovation culturelle .....	167
Et à Grenoble ? .....	170
Pas d'avenir sans prise en compte du passé .....	171
Prévenir les risques .....	173
<b>Des accords de Matignon au Centre culturel Tjibaou</b> .....	175
Que faire du Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie ? .....	178
<b>Les murs ne sont que les murs</b> .....	180

### Archives & repères

Le musée, agent d'innovation culturelle (Gilman, 1977) .....	185
Propositions pour le Musée national des Arts d'Afrique et d'Océanie (Gilman, 1991) .....	191

## Table des matières

### **Annexes**

Discours d'André Malraux ministre de la Culture à l'inauguration de la Maison de la culture de Grenoble, le 13 février 1968 (extrait).....	197
Les accords de Matignon (26 juin 1988).....	199
Quelques repères sur Peuple et Culture.....	201
Quelques repères sur les acteurs mentionnés.....	203





